

Introduction

Acheter syllabus et code judiciaire audiences au cercle.

Organisation judiciaire = organisation des cours et tribunaux. Nous ne sommes que dans le pouvoir judiciaire depuis le juge de paix jusque la Cour de cassation et toute la partie de l'organisation judiciaire explique comment fonctionne ces cours et tribunaux. Le code judiciaire poursuit avec l'étude de la compétence (étudiée jusque la toussaint) : quels sont les types de conflits et de contestations dont chaque tribunal ou chaque cour a connaissance. 2^{ème} partie : la procédure = depuis le moment où la partie introduit sa demande devant le juge jusqu'au moment où la décision est rendue par le juge. Comment les parties échangent leurs conclusions, comment se déroule les expertises ainsi que les voies de recours. Il y a également dans le code judiciaire une partie sur les saisies, cela ne sera pas abordé dans le cours de droit judiciaire.

Partie I : La Compétence

Définition de la compétence : l'article 8 du code judiciaire donne l'impression de définir la compétence mais ce n'est qu'une impression. Elle énonce que la compétence est le « pouvoir du juge de connaître une demande portée devant lui ». Cela n'est pas suffisant car si nous voulons savoir ce qu'est la compétence, il faut passer par la définition de demande et de pouvoir.

1) POUVOIR

Pouvoir du juge = en droit en général, le mot pouvoir peut signifier compétence mais également **attribution**. Il faut faire une distinction entre les attributions et les **compétences**. On parle des attributions du pouvoir judiciaire, mais chacun des organes du pouvoir judiciaire a des compétences. Les attributions du pouvoir judiciaire sont les prérogatives qui reviennent à chacun des grands pouvoirs qui composent l'Etat. **Ex** : On parle des attributions du pouvoir législatif, exécutif ou judiciaire. On ne parle donc pas des attributions d'un juge. Si par contre je prends le terme compétence, je me situe au sein d'un pouvoir, ce sont les prérogatives qui reviennent à chacun des organes de ce pouvoir. Ce sont les charges que chacun des organes se voit reconnaître. **Ex** : On parle des compétences du tribunal du commerce.

Distinction entre attribution et compétence

Dans le code judiciaire, on ne parle que de compétences car il ne s'occupe que du pouvoir judiciaire. Cependant, le code judiciaire fait parfois écho aux attributions du pouvoir judiciaire. Il y a des litiges dont le pouvoir judiciaire ne peut pas connaître dans son ensemble. **Ex** : le Conseil d'Etat, en gros c'est un tribunal administratif, s'il s'agit d'une contestation qui rentre dans les attributions du Conseil d'Etat, il est évident que le pouvoir judiciaire ne peut pas en connaître. En dehors de ces dispositions qui sont peu importantes, le code judiciaire s'étant uniquement sur les compétences de nos cours et tribunaux. En dehors de cette question, quel l'intérêt

concret de distinguer ces deux notions ? Il n'y en a pas mais il faut se poser la question de savoir ce qu'il se passe si je devais porter devant un juge du pouvoir judiciaire (n'importe lequel) une contestation qui ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire. Cela signifie que rentrant dans les attributions d'un autre pouvoir.

Plusieurs hypothèses :

- Le demandeur (celui qui saisi le juge) saisit un juge du pouvoir judiciaire (n'importe lequel) d'une contestation qui normalement devrait être portée devant une juridiction administrative. On sort des attributions du pouvoir judiciaire, nous sommes dans les attributions du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif. → non attribution du pouvoir judiciaire.
- Je porte devant un tribunal judiciaire (n'importe lequel) un litige qui fait l'objet d'une **convention d'arbitrage valable**. Permet de retirer un litige des attributions du pouvoir judiciaire pour le soumettre à un ou plusieurs arbitres (juges privés désignés par les parties elles-mêmes, pour que cela marche, il faut que ce contrat soit valable) ; malgré cette convention, je porte le litige en question devant une juridiction judiciaire mais elle ne fait plus partie des attributions du pouvoir judiciaire. Les parties par leur seule volonté ont décidé de mettre le pouvoir judiciaire hors course.
- On porte devant un juge judiciaire, un litige qui devrait revenir à une juridiction étrangère. Ce litige présente un élément d'extranéité et doit être jugé par une juridiction étrangère. La aussi ce litige que j'ai porté devant un juge belge sort des attributions du pouvoir judiciaire belge et rentre dans celle d'un pouvoir judiciaire étranger. Ce sont les attributions du pouvoir judiciaire belge qui sont tenues en échec.

Dans ces trois hypothèses, on ne peut pas dire que le juge belge est incompetent. Il se fait que le pouvoir judiciaire belge n'a aucunes prérogatives, on sort des attributions du pouvoir judiciaire. Ce n'est pas une question de compétence mais il s'agit de l'ensemble des cours et tribunaux qui ne peuvent pas en connaître.

Concrètement comment règle-t-on cela ?

Il y a à formuler un **déclinatoire de juridiction** = on décline, on dit que ça ne va pas. On ne décline pas la compétence parce que ce n'est pas un problème de compétence mais on décline la juridiction. Pas de règles uniques, la réponse aux questions par qui, comment, pourquoi dépend de la question de savoir si le déclinatoire de juridiction est d'ordre privé (de moindre importance) ou d'ordre public (touche à l'ordre public, très important). Dans les 3 hypothèses, le premier est d'ordre public les deux autres sont d'ordres privés.

Déclinatoire de juridiction d'ordre public

- 1) Il peut être soulevé d'office par le juge. Le juge ne doit pas attendre que l'autre partie soulève le déclinatoire de juridiction. Il doit le soulever d'office mais il y a des cas que le juge ne voit pas qu'il est nécessaire de soulever un déclinatoire de juridiction.

- 2) S'il ne le soulève pas d'office les parties peuvent le faire en tout état de cause. Il n'y a pas de délai imposé à la partie pour soulever le déclinatoire. Cela veut dire concrètement qu'elle ne doit pas obligatoirement en arrivant devant le juge soulever le déclinatoire. Elle peut le soulever en appel ou devant la Cour de cassation. La partie peut soulever à tout moment de la procédure devant le premier juge mais même pour la première fois en appel ou en cassation.

Déclinatoire de juridiction d'ordre privé

- 1) Nous trouvons dans le code judiciaire, une allusion à ce déclinatoire pour cause de convention d'arbitrage valable. **Article 568 al. 3** = on parle ce qu'il se passerait devant le tribunal de première instance s'il y a une convention d'arbitrage valable. On en parle dans **l'article 590 et 590 al. 2** : convention d'arbitrage valable lors d'un litige introduit devant le juge de paix.
- 2) Qui peut soulever ? Le juge ne le soulève jamais d'office. Même s'il se rend compte du problème ou qu'il a connaissance de la convention d'arbitrage, il ne peut jamais soulever d'office le déclinatoire de juridiction. C'est la partie (défendeur) qui peut soulever le déclinatoire. Le défendeur, s'il soulève le déclinatoire, doit le soulever *in limine litis* (dans ses premières conclusions – écrits que les parties s'échangent). Il faut savoir quand est-ce que je peux le soulever → dès le début du litige. S'il ne le fait pas, il ne peut plus le faire dans les conclusions suivantes, ni en appel ni en cassation.

Si ordre privé, seul le défendeur peut le soulever, il doit le faire dans ses premières conclusions.

Qui règle les déclinatoires de juridiction ?

Un déclinatoire de juridiction n'est jamais soumis au tribunal d'arrondissement. Le tribunal d'arrondissement tranche les questions de compétences mais pas des attributions du pouvoir judiciaire. C'est le juge qui est saisi au départ qui doit trancher la question. C'est donc un juge du pouvoir judiciaire saisi de l'affaire au départ de trancher le déclinatoire de juridiction sans possibilité de renvoi. Cela signifie que lorsque le tribunal d'arrondissement tranche un déclinatoire de compétence, il renvoie l'affaire devant la juridiction compétente. Mais quand il s'agit d'un déclinatoire de juridiction, le juge lui-même quelque soit le déclinatoire, d'ordre public ou d'ordre privé, ne peut renvoyer le litige. Sans possibilité de saisir des arbitres ou des juridictions étrangères, il peut uniquement affirmer que ce n'est pas dans ses attributions. Il ne peut saisir lui-même la juridiction qui a ce litige dans ses attributions.

L'Article 158 de la Constitution : « La Cour de cassation tranche les conflits d'attributions ». Un conflit d'attribution est une contradiction totale entre deux décisions l'une émanant d'une juridiction du pouvoir judiciaire et l'autre émanant d'une juridiction administrative. Etant entendu que ces deux décisions doivent être passées en **force de chose jugée** = plus de recours possibles. Ces deux décisions sont contradictoires. La cour de cassation est le juge suprême du pouvoir judiciaire mais pas du pouvoir administratif. On reconnaît implicitement une prédominance de la Cour de cassation sur le Conseil d'Etat alors que ce dernier est la plus haute juridiction administrative. Au sein du tribunal des conflits français, il y a des hauts magistrats du pouvoir judiciaire et des hauts magistrats du pouvoir administratif au sein d'un même tribunal pour trancher ces déclinatoires. En gros, le déclinatoire de

juridiction est une mesure préventive pour ne pas arriver *in fine* à un conflit d'attributions. **Ex** : Si je suis allée devant un juge de l'ordre judiciaire alors que je devais aller devant une juridiction administrative, il y a un déclinatoire de juridiction d'ordre public possible. C'est une mesure mise à notre disposition pour éviter les conflits d'attributions.

Les déclinatoires de compétences sont-ils d'ordre public ou d'ordre privé ?

On peut dire que les déclinatoires de compétences qui concernent la compétence matérielle des juges sont en principe d'ordre public tandis que ceux qui concernent la compétence territoriale des juges sont en principe d'ordre privé. Un juge doit être compétent à la fois matériellement et territorialement. **Ex** : Litige de divorce : compétence matérielle du tribunal de 1^{ère} instance, territorialement de la dernière résidence conjugale. Quand on s'est trompé de juge matériellement parlant, le déclinatoire de compétence est d'ordre public. Les parties ont toutes été en cause. Par contre s'il s'agit d'un problème de compétence territoriale, en principe, les déclinatoires de compétences en matière territoriale sont d'ordre privé.

Au niveau du règlement de conflits, cette fois-ci les conflits de compétences sont tranchés par le tribunal d'arrondissement (réunion du président du tribunal de 1^{ère} instance, du président du tribunal du travail et du président du tribunal de commerce). La distinction entre attributions et compétences est une distinction fondamentale qui va bien au-delà d'une question de définition.

Attribution = Déclinatoire de juridiction d'ordre public ou privé et sont tranchés par le juge devant lequel on se trouve sans possibilité de renvoi.

Compétence = Déclinatoire de compétence dont certains sont d'ordre public et d'autres d'ordre privé. Ils sont tranchés en principe par le tribunal d'arrondissement qui lui renvoie au juge qu'il désigne comme compétent.

2) DEMANDE

Notions

La demande n'est pas à confondre avec le droit subjectif ou avec le droit d'action en justice. On va du plus général au plus concret.

Droits subjectifs = nous avons tous des droits subjectifs. **Ex** : droit de propriété, droit de percevoir un salaire, etc. Quand on ne respecte pas mes droits subjectifs, j'ai le droit d'agir en justice.

Droits d'action en justice = droit d'agir en justice.

Demandes en justice = c'est l'acte technique, l'acte concret par lequel je saisi le juge. Soit par requête, soit par citation d'exploit d'huissier de justice. C'est l'acte technique d'introduction devant le juge, acte concret matérialisant l'action. Des demandes il y en a de plusieurs sortes. On distingue traditionnellement parmi les demandes, la demande principale et les demandes incidentes. La **demande principale** est celle qui introduit le procès, qui saisit le juge. C'est l'acte par lequel on saisit le juge. **Ex** : Je saisi le juge d'une demande en divorce, je saisis le juge pour une demande de loyer

etc. Les demandes incidentes arrivent en cours d'instance à la suite d'une demande principale. Au sein des demandes incidentes, il y a :

Les demandes nouvelles : Demande par laquelle le demandeur initial modifie quelque chose à sa demande originale. **Ex** : Au départ je demande une séparation de corps ensuite je demande un divorce. **Ex2** : Je demande l'exécution du contrat, ensuite je demande la résiliation du contrat.

Les demandes additionnelles : Le demandeur ajoute simplement quelque chose à la demande originale sans rien changer. **Ex** : Je réclame 12 mois de loyer, ensuite j'en demande 18.

Les demandes reconventionnelles : Elles émanent du défendeur, demande par laquelle le défendeur postule une condamnation contre le demandeur. **Ex** : Un propriétaire demande des arriérés de loyer au locataire. Le locataire réclame à son tour le montant de grosses réparations qu'il a faites et qui incombaient normalement au propriétaire.

Les demandes en intervention : Elle met en cause un tiers, quelqu'un d'autre du défendeur ou du demandeur. **Ex** : Litige entre le propriétaire et son entrepreneur. En cours d'instance, l'entrepreneur dit qu'il est partiellement responsable et appelle à la cause l'architecte qui est tiers à la demande initiale.

« Est-ce qu'un juge saisit d'une demande principale parfaitement compétent pour en connaître est nécessairement toujours automatiquement compétent pour connaître de toute demande incidente arrivant en cours d'instance ? »

Distinction entre demande et recours

Demande : premier de juridiction : demande devant le premier juge.

Recours : un jugement a été rendu en première instance et maintenant la décision rendue est attaquée. Au sein des recours on fait la distinction entre les recours ordinaires et les recours extraordinaires.

Ordinaires : opposition et appel

Extraordinaires : pourvoi en cassation et d'autres

Le **recours ordinaire** est le recours qui peut être intenté pour toute raison et qui suspend la force exécutoire du premier jugement. Je peux faire appel quelque soit le grief que j'invoque contre le premier jugement. Quand je fais appel la force exécutoire du premier jugement, il est suspendu c'est-à-dire qu'on ne peut passer à l'exécution forcée du premier jugement.

S'il s'agit d'un **recours extraordinaire** il ne peut être exercé que dans les cas prévus par la loi et son exercice ne suspend pas la force exécutoire du premier jugement. Même si ce recours est intenté, la partie gagnante peut malgré tout faire exécuter le jugement décidé antérieurement. **Ex** : Pourvoi en cassation uniquement pour les cas prévus par la loi. **Article 608 du code judiciaire** : Contravention à la loi ou violation des formes. Je peux me pourvoir en cassation uniquement pour contravention à la loi ou pour violation des formes.

Il y a parfois une autre manière de les classer :

La voie de l'opposition est une voie de rétractation, la voie de l'appel est une voie de recours de réformation et le pourvoi en cassation est une voie de cassation.

Rétractation = reprendre ce que l'on a dit. Opposition : on retourne devant le même juge et on lui demande de se rétracter, donc éventuellement de prendre une autre décision que la première. Cette opposition est possible quand une partie a fait défaut. Et donc demande au juge d'entendre toutes les parties afin de donner une nouvelle appréciation du litige.

Réformation = on va devant, non pas le même juge, mais devant le juge hiérarchiquement supérieur. On lui demande de réformer la première décision. L'appel est donc une voie de réformation.

Cassation = la Cour de cassation peut rejeter le pourvoi ou accepter et casser la première décision. Pas de réformation car elle ne tranche pas et ne met pas d'autres décisions à la place. Elle regarde si le jugement qu'on lui apporte n'a pas violé les formes ou contrevenu à la loi. Le procès fait un jugement. Elle le fait disparaître mais ne met rien à la place. Elle renvoie l'affaire devant un autre juge de même niveau.

Distinction entre demande et la question

Devoir de trancher la contestation en question mais également toutes les questions préalables qui pourraient se poser à lui en amont (avant). **Ex** : Tribunal du travail. Une dame réclame des indemnités assez conséquentes pour un accident du travail survenu à son mari. Le tribunal est parfaitement compétent. En cours de procès, l'assureur du patron demande à la veuve s'ils n'étaient pas divorcés ? De la réponse à cette question, va dépendre le reste du litige. Le tribunal est donc compétent pour les questions préalables qui pourraient surgir devant lui. Le juge du principal est le juge des accessoires.

Exceptions : cas dans lesquels ce principe va devoir céder : ce ne sont plus des questions préalables mais des questions préjudicielles.

Préjudicielles = avant de juger. Le juge est tenu de renvoyer la question à un autre organe qui va la trancher. Sur base de cette décision le juge tranchera nécessairement son litige en conséquence. Il n'y a pas de question préjudicielle sans un texte exprès qui la prévoit. **Ex** : L'accident de travail : si un texte prévoit le renvoi d'une question à un autre organe alors on peut dire que l'on se trouve en présence d'une question préjudicielle. Existe-t-il des cas dans lesquels la question est préjudicielle et doit être renvoyée devant un autre organe ? Oui, des questions préjudicielles doivent dans certains cas être renvoyées par les juges à la Cour constitutionnelle. Par exemple, les questions d'interprétation du traité doivent être renvoyées à la Cour européenne. Ces questions préjudicielles existent mais ce n'est pas du droit judiciaire pur.

Est-ce qu'il existe des questions préjudicielles entre les juridictions judiciaires ? Il faut un texte qui le prévoit. Il y en a un. Article 331 du code civil inséré par la loi de 1987 sur la filiation qui prévoit que « chaque fois que se pose devant une juridiction une question de filiation, cette question doit être renvoyée au tribunal de première instance ». Quand le tribunal a tranché cette question alors la juridiction peut trancher le litige. C'est une question préjudicielle. **Ex2** : Je fais une action en

recherche de paternité, ce n'est pas une question c'est une action en filiation c'est une action principale, le tribunal de première instance est compétent. Par contre, au cours d'un litige, une question de filiation se pose, ce n'est plus une action principale en filiation c'est une question préjudicielle qui doit être renvoyée. **Ex** : Demande d'indemnité pour un accident de travail au sein duquel mon père est décédé. Le tribunal du travail est parfaitement compétent. En cours de procès, l'autre partie affirme que je ne suis pas la fille de M. X. au moment de l'accident de travail. Il s'agit d'une question de filiation et donc le tribunal du travail ne peut pas en juger, il doit la renvoyer devant le tribunal de 1^{ère} instance en tant que question préjudicielle. Quand le tribunal de 1^{ère} instance aura tranché la question de la filiation, alors le tribunal du travail pourra trancher ma demande d'indemnités. Toute question de filiation est préjudicielle en vertu de **l'article 331 du code civil**. **Ex3** : Si je fais une action en recherche de paternité qui est l'objet de la demande et qui est dévolue pour ce type d'action au tribunal de première instance, c'est une action de filiation mais ce n'est pas une question de filiation.

Nous sommes dans les compétences, la compétence d'attribution est le synonyme de la compétence matérielle.

Critères de la compétence matérielle

Article 9 du code judiciaire :

- Objet du litige
- La valeur du litige
- Le cas échéant l'urgence de la demande
- La qualité des parties

Il apparaît entre ces 4 critères une certaine hiérarchie car avant les deux derniers il est écrit dans l'article « le cas échéant ». Les deux derniers ne jouent donc pas tout le temps. L'objet et la valeur du litige sont les critères essentiels. Le critère le plus essentiel est l'objet.

Remarque : les règles qui fixent la compétence matérielle des juges sont en principe d'ordre public. Il y a une exception devant le tribunal de première instance. A part cette exception unique toute règle de compétence matérielle est d'ordre public. Si le demandeur se trompe de juge matériellement, premièrement le juge doit soulever d'office son incompétence et s'il ne le fait pas d'office, les parties peuvent le faire en tout état de cause. C'est-à-dire tout au cours de la procédure en ce y compris en appel ou pour la première fois en cassation.

Nuance : on a enseigné cela pendant des décennies. Nous voyons que depuis le 10 octobre de 2002, arrêt de la Cour de cassation, à côté des principes classiques de procédure, des nouveaux principes émergent. On les tire de la CEDH. Comme la sévérité et la loyauté procédurale. Le fait pour une partie de soulever en cassation un moyen d'ordre public, dont elle avait connaissance bien avant, cela est contraire au principe de la procédure de la Cour de cassation. On a donc rejeté la possibilité de le soulever la première fois en cassation. **Ex2** : arrêt du 31 janvier 2008.

Les règles de compétence matérielles sont d'ordre public, le juge peut soulever d'office et si pas les parties ne peuvent le soulever en tout état de cause sauf arrêt cassation.

Les parties ne peuvent y déroger par convention contraire. **Ex** : litige entre employeur et employé par le contrat de travail. On ne peut pas faire de convention quand bien même les parties seraient d'accord pour le porter devant le juge de paix et non pas devant le tribunal du travail.

La compétence matérielle d'un juge s'apprécie au jour de l'introduction de la demande. Au moment où on saisit le juge, la compétence doit être remplie peu importe ce qu'il survient en cours du litige. **Ex** : en matière de conflit familial, le juge de paix peut prendre des mesures provisoires quand l'entente du couple est menacée. Le juge de paix peut statuer sur les mesures provisoires mais si en cours

d'instance d'autres éléments s'ajoutent un autre tribunal sera compétent. Si le jour de l'introduction de la demande, des éléments sont présents, il peut trancher.

1) L'objet du litige

C'est le critère essentiel pour déterminer la compétence d'un juge. Nous sommes au niveau des juges du premier degré, on ne parle pas des juges d'appel. Objet = ce que réclame le demandeur. **Ex** : divorce, résiliation d'un contrat de travail, etc. dans beaucoup de cas, l'objet se suffit à lui-même pas besoin d'y ajouter la valeur, l'urgence ou la qualité des parties. Les litiges en matière de baux concernent toujours le juge de paix quelque soit la valeur du litige. Les litiges en matière de contrat de travail c'est toujours pour le tribunal du travail quelque soit le montant en cause. Les matières de faillite sont toujours traitées au sein du tribunal de commerce.

Qu'est ce que l'objet ? Quel est le pouvoir du juge par rapport à cet objet ?

Arrêt de cassation du 23 octobre 2006. Depuis des dizaines d'années, l'objet était considéré comme étant l'objet tel qu'il est décrit et qualifié par le demandeur dans son acte introductif d'instance. Le juge ne pouvait modifier la qualification et devait traiter la demande comme telle. **Ex** : le demandeur demande des arriérés de loyer. Le juge devait s'en tenir à la qualification du demandeur. C'est véritablement diminuer le rôle du juge et réduire les problèmes de compétences à pas grand-chose non plus. Il faut vraiment un demandeur qui ne connaît rien à rien pour que le demandeur ait devant le tribunal du travail pour des arriérés de loyer. Cela seulement entraînait des problèmes. La doctrine combattait cette idée de pouvoir du demandeur. Elle dit qu'il faut permettre au juge de vérifier que la qualification faite par le demandeur est adéquate. Le juge peut donc requalifier quand cela est nécessaire et permettre ainsi d'attribuer la compétence de manière précise. L'enjeu n'est pas uniquement théorique mais est très important dans la pratique. La doctrine avançait toute une série d'arguments. Elle disait que dans **l'article 9** il y a des critères énoncés et donc il faut attribuer un sort différent à l'objet car par rapport à la valeur, le juge a un droit de regard. Pourquoi le reconnaîtrait-on aux autres critères et pas sur l'objet ? Mais la doctrine avançait un second argument basé sur **l'article 660 du code judiciaire**. Toute décision sur la compétence lie le juge auquel l'affaire est renvoyée tous droits d'appréciations « sains et » saufs sur les fonds du litige.

La décision sur la compétence rendue sur la qualification lie le juge mais on lui laisse la possibilité d'appréciation sur le fond du litige.

La cour de cassation jusqu'en 2006 a considéré que le juge devait s'en tenir à la qualification du demandeur pour déterminer la compétence.

Arrêt du 23 octobre 2006, la Cour rejette la conception juridique de l'objet et elle dit que par conséquent, le juge pour apprécier sa compétence doit regarder l'objet réel du litige. Cette controverse a une importance considérable sur la vie juridictionnelle quotidienne.

Ce que le demandeur réclame est l'objet du litige.

L'objet réel du litige est d'application générale et la plupart du temps il se suffit à lui-même.

2) La valeur de la demande

Parfois l'objet ne suffit pas, il faut ajouter le critère de la valeur pour connaître de la compétence. Valeur = montant de la demande, importance pécuniaire c'est donc une somme d'argent. Ce critère de la valeur est beaucoup moins important que le critère de l'objet car il ne joue pas toujours et n'opère jamais tout seul.

Articles 558 et suivants du code judiciaire. Mais dans les articles 617 et suivants, la valeur est aussi prise en compte mais n'a rien avoir avec ce que nous voyons, elle concerne le ressort. C'est le caractère appellable ou non d'un jugement. Les jugements de faibles importances ne sont pas appelables car on estime que l'on ne dérange pas le juge d'appel pour si peu. Dans ce que nous allons voir, la valeur intervient pour déterminer qui est compétent matériellement pour connaître d'un litige.

Il y a des cas où la valeur n'est pas déterminée.

Quand la valeur est déterminée, le montant est connu : ce montant départage le juge de paix et d'autre part le tribunal de première instance et de commerce. Les litiges dont les montants n'excèdent pas 1860 euros sont de la compétence du juge de paix. Si supérieur alors soit tribunal civil soit tribunal de commerce. Comment le calculer ? Il s'agit du montant réclamé dans l'acte introductif d'instance. Sont exclus de ce montant pour fixer le juge compétent, les intérêts judiciaires, les astreintes, les dépenses de procédure etc. s'il y a une pluralité de demande, on cumule, on additionne les chefs de demande. On ne doit pas s'arrêter à ce que demande le demandeur. La somme réclamée par le demandeur fait partie de l'ensemble d'une valeur. Ex : j'ai payé deux fois les montants de l'assurance et puis je ne veux plus de ce contrat d'assurance. Je demande au juge les deux montants que j'ai payés. L'enjeu véritable ce n'est pas d'être remboursé de mes deux primes mais c'est de supprimer le contrat. Je ne dois donc pas tenir uniquement compte du montant des versements mais je dois également tenir compte de l'enjeu véritable donc il s'agit d'un contrat lui-même.

On doit donc départager le juge de paix et le tribunal de 1^{ère} instance ou commerce. Un litige sur des créances commerciales entre les commerçant, quel est le juge matériellement compétent ? On a l'objet mais il faut aussi la valeur. Si le litige porte sur 1860 euros ou moins c'est le juge de paix qui est compétent si pas c'est le tribunal de commerce. Si la valeur est indéterminée et qu'il n'y a pas de montant réclamé ? Voir article 592 du code judiciaire (TUYAUX) : Pour appliquer cet article, il est nécessaire que la demande ne porte pas sur une somme d'argent déterminée, par exemple il demande l'exécution forcée d'un contrat. Deuxièmement, il ne doit pas s'agir de la compétence d'un juge dont le litige lui serait attribué quelque soit le montant. Si c'est un contrat de bail, on ne se pose pas la question de l'application de l'article 592 car c'est directement de la compétence du juge de paix.

Quelle est alors la solution apportée par l'article 592 ?

- Le demandeur a le choix de saisir selon son bon vouloir et ce qu'il croit soit le juge de paix soit première instance ou commerce
- Un déclinatoire de compétences est possible mais il n'est pas d'ordre public. Il ne peut être soulevé que *in limine litis* (dans ses premières conclusions) le déclinatoire est donc d'ordre privé. Le déclinatoire sera tranché soit par le tribunal d'arrondissement soit par le juge lui-même. Si ce sont des

appréciations de pur fait alors la question est de savoir si la question qui aboutit est supérieure à 1860 euros. Ce n'est pas réellement un conflit de compétence. Ce qui fait problème est l'appréciation en fait du litige. Le demandeur saisit juge de paix ou tribunal. Si le défendeur n'est pas d'accord, il peut soulever le déclinatoire. Le juge devant lequel on se trouve, apprécie en fait le litige et en fonction de cela, il conserve le litige ou le renvoie à la juridiction compétente.

3) *L'urgence de la demande*

Le cas échéant intervient pour fixer la compétence du juge. **Article 584** : en cas d'urgence expressément motivée, on peut s'adresser au président du tribunal de commerce, du travail ou de première instance pour obtenir des mesures provisoires. L'urgence, dans ces cas là, intervient pour fixer la compétence matérielle du juge car on ne s'adresse pas au juge mais à son président. Le critère qui va intervenir en plus de la valeur et de l'objet sera donc l'urgence. Elle va faire que plutôt que de rendre compétent le tribunal au fonds, ce sera le président qui sera compétent.

Nature de la condition d'urgence = condition de compétence du président ou est-ce autre chose ? Pour certains auteurs la controverse est plus ou moins tranchée depuis des arrêts de cassation de 1990. Pour eux l'urgence est une condition de compétence du président. Pourquoi ? Car **l'article 9** énumère l'urgence comme critère de compétence à côté des autres critères. S'il n'y a pas d'urgence (ou pas d'urgence motivée), c'est un véritable conflit de compétences qui s'installent à résoudre par les mécanismes de compétences que nous verront plus tard. Le président doit se déclarer incompétent ou du moins affirmer que le conflit est à résoudre par ces mécanismes. D'autres considéraient que c'était une condition de recevabilité de la demande. L'intérêt est par exemple une condition de recevabilité de la demande. En d'autres termes, pratiquement, s'ils ont s'en tient à cette thèse, le président doit déclarer la demande irrecevable.

L'urgence doit exister non seulement au moment d'introduction de la demande devant le président mais aussi le jour où le président rend sa décision. Arrêts rendus le 11 mai 1990, 2 arrêts de la Cour de cassation : elle dit que l'urgence est une condition de compétence car elle est énoncée dans l'article. Si elle vient à manquer, le président doit déclarer la demande non fondée. La seule chose que la partie peut faire, c'est faire un recours contre la décision du président.

L'urgence est une condition de compétence mais si elle vient à manquer, le président doit déclarer la demande non fondée. Si l'urgence est alléguée mais que le président estime qu'elle n'est pas démontrée, il déclare la demande non fondée. Si les parties n'invoquent pas l'urgence alors le président doit se déclarer non compétent.

4) *La qualité des parties*

On pense au sens du mot de qualité dans la procédure. **Article 17 et 18 du code judiciaire**. Qualité = s'il représente quelqu'un, il doit être celui qui peut le représenter en justice. **Ex** : tuteur-mineur, tuteur-interdit judiciaire. Le mot qualité dans l'article 9 n'a pas le même sens. Dans ce cas, on parle de la qualité professionnelle des parties. **Ex** : avoir la qualité de commerçant pour saisir le tribunal du commerce. La question qui est demeurée controversée mais tranchée maintenant est la question de savoir à

quel moment cette qualité doit exister. Au moment de l'acte litigieux ? Au moment de l'introduction de la demande ? Il faut avoir la qualité de commerçant au moment où on a accompli l'acte litigieux quand bien même je n'ai plus cette qualité lorsque je suis au tribunal.

Sortes de compétences matérielles

1) La compétence ordinaire du tribunal de première instance

Le tribunal de première instance peut connaître de toute demande. **Article 568 C.Jud.**

On reconnaît ce que l'on appelle une compétence ordinaire. Ce tribunal a la vocation de pouvoir connaître de toutes les demandes en ce y compris les demandes qui sont de la compétence des juridictions d'exception. Le code judiciaire et éventuellement d'autres lois attribuent aux juridictions des compétences spéciales. Donc des litiges qui ne peuvent être tranchés que par elle seule. **Ex** : litiges en matière de contrat de travail c'est pour le tribunal du travail. Que signifie donc cette compétence ordinaire ? **Article 568 al. 2** module cette compétence. Il y est prévu que dans le cas où un litige est expressément attribué à un tribunal, c'est le déclinatoire de compétence d'ordre privé qui concerne la compétence ordinaire du tribunal de première instance qui est possible. **Ex** : si je porte devant le tribunal de première instance qui est de la compétence d'une autre juridiction, le défendeur pourra soulever *in limine litis* un déclinatoire de compétence. Si le défendeur ne soulève pas ce déclinatoire, alors il n'est plus possible pour les parties de le faire après et donc le tribunal de première instance sera donc compétent pour trancher le litige.

Pour le code judiciaire, toutes les compétences données aux juridictions sont des compétences spéciales. Mais parmi celles-ci il y en a qui sont très spéciales, qualifiées d'exclusives.

- 2) Les compétences spéciales
- 3) Les compétences exclusives

Elles sont toujours en évolution. **Ex** : la faillite → donnée au tribunal de commerce. Doctrine et jurisprudence on dit que ça n'allait pas si le tribunal de première instance en connaissait grâce à sa compétence ordinaire comme énoncé ci-dessus. En matière de faillite on dit qu'il s'agit d'une compétence exclusive du tribunal du commerce. Il faut faire en sorte qu'elle soit réservée exclusivement au tribunal du commerce. **Ex2** : Les litiges de sécurité sociale pour le tribunal du travail : **article 580 et s.** C'est la une compétence exclusive du tribunal du travail qui tient en échec la compétence ordinaire du tribunal de première instance. Pourquoi en avoir fait une compétence exclusive ? Parce que ce sont des litiges particuliers. L'auditorat du travail a une mission particulière et cela n'existe qu'auprès des tribunaux du travail et donc le tribunal de première instance n'est pas compétent. La notion de compétence exclusive n'existe pas dans les textes et donc les conséquences de cela n'est pas dans les textes non plus. Imaginons que le demandeur porte devant le tribunal de première instance un litige qui est de la compétence exclusive d'un autre tribunal ? Considérant que la compétence est exclusive, on considère que le déclinatoire de compétence est d'ordre public. Le tribunal de première instance doit soulever d'office sont incompétence, si cela n'est pas fait d'office, les parties peuvent le soulever en tout état de cause.

Le code judiciaire établit la compétence ordinaire du tribunal de première instance **article 568** et prévoit des compétences spéciales pour les autres tribunaux.

Article 568 le tribunal de première instance connaît de toute demande. Il y a au sein des juridictions du premier degré une distinction entre les juridictions d'exception et le tribunal de première instance. Il se voit reconnaître par rapport à ces juridictions d'exceptions, une certaine prédominance et pourtant à ce principe de compétence ordinaire, il y a des limites et des exceptions.

Limites :

- **L'article 568** utilise le terme « demande » : donc compétence ordinaire comme juge du premier degré mais pas comme juge d'appel. **Ex** : si j'interjette appel contre une décision du juge de paix je vais aller soit devant le tribunal de première instance ou devant le tribunal de commerce en fonction de la nature du litige. Le tribunal de première instance n'a pas en appel, une prédominance sur le tribunal du commerce. C'est uniquement comme juge du premier degré lorsque l'on porte devant lui des demandes, que ce tribunal a une compétence ordinaire.

Dans certains cas, il y a des demandes qui relèvent directement de la cour d'appel ou de la cour de cassation. Pour ce type de demandes, le tribunal de première instance ne dispose pas d'une compétence ordinaire. **Ex de demande directement dévolue à la Cour d'appel** : demande de déchéance de la nationalité. La cour d'appel statue sur le litige et éventuellement le seul recours possible sera le pourvoi en cassation. **Ex** : **article 605** : si quelqu'un tombe en faillite, il pourra dans certaines conditions demander sa réhabilitation et cela doit se faire directement devant la cour d'appel. Voir aussi **articles 605bis** faux monnayage et **605ter** en matière d'OPA. Il n'y a donc pas de place pour la compétence ordinaire du tribunal de première instance. Si cela se fait malgré tout alors il doit y avoir un déclinatoire de compétence d'ordre public. **Exemple de demande devant la cour de cassation** : demande de dessaisissement : **article 613, premièrement**. Ou encore le règlement de juge devant la cour de cassation **article 613, troisièmement**. Ces demandes sont donc directement dévolues à la Cour de cassation.

Dès que la demande sort des attributions du pouvoir judiciaire (pour convention valable, rentre dans les attributions dans les juridictions administratives ou rentre dans les attributions d'une juridiction judiciaire étrangère). Si telle demande est faite au tribunal de première instance en vertu de sa compétence ordinaire, alors il faut soulever un déclinatoire de juridiction.

Pour qu'une demande soit faite devant le tribunal de première instance en fonction de sa compétence ordinaire, il faut que cela rentre dans ses attributions.

- Quand on dit que le tribunal de première instance a une compétence ordinaire, est-ce que cela s'applique à toutes les composantes du tribunal de première instance ou ne profite-t-elle qu'aux chambres civiles ? Le texte n'est pas clair et donc il y a controverse. Concernant le président : on ne peut le saisir qu'en cas d'urgence et il va rendre des décisions au provisoire. Dans ces conditions, il ne bénéficie donc pas de **l'article 568**. A son sujet il n'y a pas de controverse, il n'en bénéficie pas. Concernant le tribunal de la jeunesse, deux thèses. La première disait qu'il bénéficiait de la compétence ordinaire étant

donné qu'il fait partie du tribunal de première instance. La seconde disait (la majorité) qu'il n'était pas question qu'il bénéficie de la compétence ordinaire car c'est un juge spécialisé dans certaines matières et ses compétences sont limitativement énumérées et spécialisées. Prévues soit dans le code civil soit dans la loi du 12 avril 1965. On peut aussi considérer qu'il a une mini compétence ordinaire pour les conflits qui concernent les mineurs. **Ex** : si un litige considère un mineur, même dans le cas d'une compétence qui ne lui est pas attribuée expressément par la loi, il peut en connaître. Dès que la personne d'un mineur ou que ses biens sont en cause alors le tribunal de la jeunesse peut en connaître. Arrêt de 1984, demande de droit de visite des grands-parents → cela relève de la compétence du tribunal de la jeunesse car le litige porte sur un mineur même si cela ne lui est pas attribué directement par la loi. Depuis 1984 on se base sur cet arrêt. Concernant le juge des saisies : certains disent que c'est un juge à part entière du tribunal de première instance. la grosse majorité considère que le juge des saisies bénéficierait de la compétence ordinaire de **l'article 568**. La prof n'est pas d'accord parce que c'est un juge hyper spécialisé et aussi car il est appelé à statuer en vertu d'une procédure particulière (accélérée), elle trouve donc qu'il ne faut pas lui donner une compétence ordinaire dans ces conditions là. Elle veut que comme pour le tribunal de la jeunesse, il bénéficie d'une mini compétence ordinaire pour toutes les demandes d'exécution.

Exceptions :

- Compétences spéciales et compétences exclusives. On ne peut réellement appréhender la distinction uniquement par la référence à la compétence ordinaire du tribunal de première instance. **L'article 568** ajoute dans **l'alinéa 2** que le défendeur pourra soulever un déclinatoire de compétence. Le demandeur porte devant le tribunal de première instance un litige qui relève de la compétence spéciale d'un autre juge. **Ex** : contrat de bail. L'alinéa 2 dit que le défendeur pourra soulever le déclinatoire de compétence. Il sera d'ordre privé. C'est le seul concernant la compétence matérielle, tous les autres sont d'ordre public. Comme c'est un déclinatoire d'ordre privé, le défendeur devra le faire *in limine litis* et en désignant quel est selon lui le juge compétent. Ce n'est pas nécessairement celui la qui sera pris mais on exige que le défendeur réfléchisse à la situation et propose un juge compétent. Le tribunal de première instance ne doit donc pas soulever d'office le déclinatoire. Si le défendeur ne le soulève pas *in limine litis* alors le tribunal de première instance sera compétent et pourra trancher le litige. Cette compétence ordinaire peut être tenue en échec par un déclinatoire du défendeur soulevé *in limine litis*. Que se passe-t-il quand le déclinatoire est soulevé ? Application de **l'article 639** qui dit que le demandeur a le choix. Soit de laisser le juge trancher lui-même la question de la compétence (il est obligé de trancher pour savoir si oui ou non il est compétent). Soit il demande le renvoi de l'affaire au tribunal d'arrondissement. Si dans le cadre de **l'article 568 alinéa 2**, le défendeur soulève le déclinatoire alors le demandeur a le choix tel qu'il est donné dans **l'article 639**.
- Doctrine et jurisprudence considère que certaines compétences sont à ce point spéciales qu'elles deviennent exclusives. Personne d'autre ne peut en connaître même pas le tribunal de première instance au nom de sa compétence ordinaire, cela n'est pas inscrit dans le code. Si je porte une

compétence exclusive devant le tribunal de première instance alors qu'elle est de la compétence exclusive d'un autre tribunal. Alors il doit y avoir un déclinatoire de compétence d'ordre public. Ce déclinatoire tient en échec la compétence ordinaire du tribunal de première instance. La cour de cassation a quand même rendu en 1988 un arrêt très troublant : cet arrêt est de nature à détricoter la notion même de compétence exclusive. Elle se distingue des compétences spéciales par le fait qu'elles tenaient en échec d'office la compétence ordinaire du tribunal de première instance. En 88, elle considère que le tribunal de première instance peut connaître d'une demande de faillite en raison de la connexité liée à une demande posée devant le tribunal de première instance. Il a pu en connaître grâce à sa compétence ordinaire. Si la cour de cassation avait continué dans ce sens alors il n'y avait plus lieu de parler de la compétence exclusive. Heureusement, elle n'a pas rendu d'autres arrêts en ce sens.

Hypothèse 1 : le juge soulève d'office son incompetence : application de l'article 640, renvoi devant le tribunal d'arrondissement

Hypothèse 2 : la partie soulève le déclinatoire n'importe quand, on tombe sous l'article 639 et laisse l'appréciation au demandeur.

- Défaut du défendeur = si on porte devant le tribunal de première instance un litige de la compétence exclusive d'un autre tribunal, le défaut du défendeur ne pose pas de problème car le juge doit soulever d'office son incompetence donc déclinatoire de compétence d'ordre public (renvoi au tribunal d'arrondissement). S'il s'agit par contre d'une compétence spéciale (bail ou contrat de travail) et le défendeur fait défaut. S'il avait été la, il pouvait soulever le déclinatoire de compétence. Donc le tribunal de première instance est compétent ou alors on applique les mêmes règles que pour la compétence territoriale et se dire que le juge devrait se mettre à la place du défendeur et donc soulever d'office le déclinatoire. Alors qu'il s'agit d'un déclinatoire d'ordre privé.

Critères de la compétence territoriale

Il y a la compétence territoriale du juge belge par rapport aux juges étrangers : litige qui présente un élément étranger. En tenant compte de cet élément d'extranéité, faut-il porter ce litige à l'étranger ou chez nous. C'est une matière de DIPé. Supprimer les pages 22 à 27.

Distinction de la compétence territoriale des différentes juridictions dans l'ordre interne.

- 1) Les juges belges peuvent-ils connaître du litige ? Le plus souvent ce sont des conventions internationales qui répondent.
- 2) Si les juges belges sont compétents, plutôt que cela rentre le pouvoir d'attribution des juges belges, la question reste de savoir quel juge est compétent.
- 3) Le juge doit être matériellement compétent et territorialement compétent pour connaître d'un litige.

Articles 624 et suivants : il y a trois catégories de règles : les **articles 624 et 626** qui contiennent des règles de compétence territoriale supplétives. Il y a aussi des règles impératives aux **articles 627 – 628 et 629**. L'**article 630** donne le régime juridique de ces règles impératives. Il y aussi des règles d'ordre public au sein des **articles 631 – 632 et 633**. Normalement les déclinatoires de compétences en matière de compétence territoriale sont d'ordre public sauf quelques cas où ils sont d'ordre privé.

Article 624 : Règle générale : le demandeur peut choisir entre 4 juges

La demande peut au choix du demandeur être portée :

- Devant le juge du domicile (**article 36** : le domicile judiciaire n'est pas le même que le domicile au sens civil. En droit judiciaire, l'article 36 prévoit que c'est le lieu d'inscription dans le registre de population. Chaque fois que l'on utilise le mot domicile, il faut l'entendre au sens de l'article 36) du défendeur ou d'un des défendeurs.
- Le juge du lieu dans lesquelles les obligations du litige ou l'une d'elles sont nées ou doivent être exécutées. Pas nécessairement le lieu de domicile du défendeur. Si litige en matière de contrat, il peut par exemple porter la demande au lieu où le contrat est né. Si on est dans le cas de délit alors le lieu où est survenu le dommage. Cela pourrait également le juge du lieu du domicile élu, domicile fictif que l'on choisit pour l'exécution d'un acte.
- Il ne peut s'agir que des litiges concernant les pensions alimentaires, devant le juge de paix. Lorsque l'on se trouve devant le juge de paix pour un litige de pension alimentaire on peut choisir le juge du domicile du demandeur, domicile du créancier d'aliments. C'est une option supplémentaire par rapport à celles de **l'article 624**.

Caractère supplétif des règles générales. Les conventions contraires sont possibles. Les parties peuvent donc encore choisir quelqu'un d'autre comme juge territorialement compétent. Il faut l'accord des deux parties. Il peut être passé soit avant soit après la survenance du litige. **Ex** : contrat de vente portant sur un objet déterminé. Les parties prévoient dans le contrat initial que s'il y a un jour un litige, le juge compétent sera à tel endroit. Cela est donc prévu avant la survenance du litige. Ces conventions contraires peuvent donc intervenir avant comme après la survenance du litige. S'il n'y a pas de convention contraire alors on est tenu par **l'article 624 ou l'article 626** si c'est un litige alimentaire. Si le demandeur choisit un juge qui n'est pas un de ceux de **l'article 624**, par exemple en choisissant le juge du domicile du demandeur. La disposition supplétive doit être respectée mais ici ce n'est pas le cas. Il y a lieu à un déclinatoire de compétence d'ordre privé qui peut être soulevé par le défendeur *in limine litis* et en déterminant quel est le juge compétent. Le demandeur étant sorti de l'option de **l'article 624** qui lui est ouverte, on peut soulever le déclinatoire. Il ne peut être soulevé d'office par le juge. En cas de défaut du défendeur = s'il avait été là, il soulève *in limine litis* le déclinatoire. S'il n'est pas là alors on pourrait croire que tant pis et le juge saisit tranche. On aurait pu soutenir l'application du dernier alinéa de **l'article 630** mais on a considéré qu'il ne valait que pour les règles impératives et non pas pour les règles supplétives. La controverse battait son plein et intervient en 1985 un arrêt de la cour de cassation. Elle dit que même s'il s'agit d'un déclinatoire d'ordre privé, si le défendeur fait défaut, le juge peut soulever d'office le déclinatoire et donc renvoyer directement au tribunal d'arrondissement. Cela suppose l'application de **l'article 650**. C'est sur base de cet

arrêt de 1985 que s'est développée toute la théorie de la compétence ordinaire du tribunal de première instance. Chaque fois que le déclinatoire est soulevé par une partie, le demandeur a le choix que l'on a vu ci-dessus.

Article 627 – 628 et 629 : règles impératives

Enumération de juges territorialement fixés par la loi. L'article 627 tient compte du lieu de la survenance d'un événement Ex : pour un litige successoral : lieu d'ouverture de la succession et donc lieu du décès de la personne. Dans l'article 628 : on tient compte de la localisation d'une partie ou des parties. Ex : L'article 628, 1° demande en matière divorce, juge du lieu de la dernière résidence conjugale ou du domicile du défendeur. Cela est au choix du demandeur. Ex : l'article 628, 2° litige d'assurance : lieu du domicile du preneur, donc de l'assuré. Article 629 : en fonction de la localisation du bien faisant l'objet du litige. Ex : demande en matière de bail sauf le bail à ferme, c'est le juge du lieu où se situe le bien.

Régime juridique : article 630

Peut-on faire des conventions contraires ? C'est-à-dire que les parties peuvent choisir un autre lieu que celui prévu par la loi. Sont valables les conventions contraires postérieures à la naissance du litige. Ex : si dans le contrat de bail je note que le juge du domicile du propriétaire qui sera compétent alors pas valables même si les parties ont signé. Elles ne peuvent le faire qu'après la survenance du litige.

Si le demandeur choisit un autre juge que celui prévu par la loi antérieurement à la survenance du litige et qu'il n'y a pas de convention contraire postérieure au litige, que se passe-t-il ? Le déclinatoire est d'ordre privé. Le défendeur doit donc soulever *in limine litis* et le juge ne peut rien soulever d'office. S'il soulève, il y aura choix du demandeur, article 639. Si le défendeur fait défaut, le défendeur défaillant est présumé décliner la compétence du juge. Certains disent que présumé décliner c'est comme s'il déclinait donc application de l'article 639 et donc il doit y avoir choix du demandeur. D'autres disent, pas du tout, il faut appliquer l'article 640 et donc renvoi au tribunal d'arrondissement.

Article 631 : faillite et concordat : le juge compétent est celui du principal établissement du commerçant (personne physique) et s'il s'agit d'une société commerciale (personne morale), c'est le juge du lieu de son siège social.

Article 632 : c'est le juge de la cour d'appel du ressort dans lequel se trouve le siège de perception des impôts.

Article 633 : matière de saisie : deux catégories de saisies : saisie arrêt ou saisie mobilière et immobilière. Saisie mobilière et saisie immobilière : c'est le juge du lieu où le bien est saisi. S'il s'agit d'une saisie arrêt (elle est pratiquée dans les mains du débiteur du débiteur. Ex : quelqu'un me doit de l'argent, je peux saisir entre les mains directement de son employeur, saisie sur salaire). Le juge compétent est le juge du lieu du domicile du débiteur et non pas du débiteur du débiteur.

Pour les autres articles : lire

Article 44 de la loi de 1965 sur la protection de la jeunesse : règle de compétence territoriale qui est d'ordre public. Le juge compétent est celui de la résidence des parents, tuteurs ou gardiens de l'enfant.

On n'accepte pas de convention préalable. Ni antérieurement ni postérieurement. Le juge doit d'office soulever le déclinatoire et renvoyer au tribunal d'arrondissement. La cour de cassation semble considérer que quand il n'est pas soulevé devant la première juridiction ou le cas échéant en appel, il ne peut être soulevé pour la première fois devant la cour de cassation car ce serait manquer au devoir de loyauté dans la procédure.

Défaut du défendeur = peu importe. Qu'il soit là ou qu'il fasse défaut, cela ne change rien car on est dans un déclinatoire d'ordre public.

SECTION 4 - CORRECTIFS ET ADAPTATIONS APPORTES A L'APPLICATION DES REGLES ET PRINCIPES DE DETERMINATION DU JUGE COMPETENT

SOUS-SECTION 1 - La technique de prorogation

Un juge qui normalement n'est pas compétent va cependant se voir compétent pour éviter une accumulation des litiges. Le juge va devenir compétent pour juger une affaire car la demande est incidente et il n'aurait pas pu en connaître si elle lui avait été présentée à titre principal.

§1. La prorogation sur demande reconventionnelle

Article 14. C'est la contre attaque du défendeur. Il va contre attaquer en demandant à son tour la condamnation du demandeur. Ce n'est pas un simple moyen de défense.

Ex : le propriétaire demande à titre principal des arriérés de loyer. Si le défendeur dit qu'il a déjà payé, c'est un simple moyen de défense. Ce n'est pas une demande reconventionnelle. Par contre si le défendeur dit que lui réclame le paiement des grosses réparations qu'il a faites. Il s'agit bien d'une demande reconventionnelle car à son tour, à titre incident, il formule une demande contre le demandeur. Un juge parfaitement compétent pour connaître de la demande principale est-il toujours nécessairement compétent pour connaître de toute demande reconventionnelle ? Peut-on considérer que sa compétence serait prorogée pour connaître de la demande incidente ?

A. La demande reconventionnelle devant le tribunal de première instance

1) Art. 563 alinéa 1er du C. jud.

On fait une distinction entre le tribunal de première instance et les juridictions d'exception. Le tribunal de première instance peut connaître de toute demande reconventionnelle portée devant lui.

2) Limites à l'application de l'article 563, alinéa 1er du Code judiciaire

Cela nous fait penser à l'article 568 mais celui ne concerne que les demandes principales. Ce n'est pas le même champ d'application. Dans l'article 563 il n'y a pas l'équivalent de l'article 568 alinéa 2. Il permettait, dans la compétence ordinaire, au défendeur de soulever le déclinatoire in limine litis. Dans l'article 563, il n'y a pas la même disposition. L'autre partie ne peut pas soulever le déclinatoire. Il n'y a pas de déclinatoire possible pour les demandes reconventionnelles. Si la demande reconventionnelle porte sur la compétence exclusive d'une autre juridiction, doit-on considérer que la compétence ordinaire du tribunal de première instance est tenue en

échec ? Oui. On ne renvoie alors que la partie de la demande reconventionnelle. Peut-on considérer que l'article 563 s'applique à toutes les sections du tribunal de première instance ? Le tribunal de la jeunesse est compétent pour toute demande reconventionnelle qui concerne les biens ou la personnes des mineurs. Pour le juge des saisies, il n'a pas la pleine prorogation de compétence pour toutes demandes reconventionnelles. Il y a donc une différence énorme entre l'article 568 et l'article 563. Absence de déclinatoire de compétence dans l'article 563. Quand est-il de toutes les compétences pour les sections différentes du tribunal de première instance ? la réponse dans les deux articles est la même. Dans l'article 563 la question qui se pose est celle de savoir si le tribunal de première instance est compétent pour n'importe quelle demande reconventionnelle.

Certains auteurs avaient défendus l'idée qu'il fallait en dehors de l'article 563 qu'il existe un lien entre la demande principale et la demande reconventionnelle. Cette thèse n'est plus défendue aujourd'hui. Dans l'article 14 on dit que la demande reconventionnelle est la demande par laquelle le défendeur fait une demande à charge du demandeur, on ne précise cependant pas la nécessité d'un lien entre les deux demandes. Le seul lien est le lien de « parties ». Sur le fonds de l'affaire, il n'y a pas de lien.

B. La demande reconventionnelle devant les juridictions d'exception : art. 563, 2e et 3e alinéa du Code judiciaire

Il ne s'agit plus d'une prorogation de compétences générale mais elle est beaucoup plus restreinte. Il n'y a prorogation de compétences que dans 3 cas :

1) Premier cas

La juridiction d'exception aura sa compétence prorogée pour connaître de la demande reconventionnelle quelque soit le montant pour autant qu'elle rentre dans ses compétences matérielles. La prorogation de compétence intervient donc quelque soit le montant et on se réfère uniquement au seul objet de la demande. Ex : je vais devant le juge de paix avec une demande principale pour le remboursement d'une créance commerciale pour un montant inférieur à 1860 euros. L'objet et la valeur jouent cumulativement pour fixer la compétence du juge de paix. Reconventionnellement, le défendeur reformule une demande pour le remboursement d'une autre créance commerciale mais supérieure à 1860 euros. Si elle avait été portée à titre principal, le tribunal de commerce aurait été compétent. Mais dans ce cas, il s'agit d'une demande incidente et donc le tribunal de paix devient compétent même si le montant est supérieur à 1860 euros.

2) Second cas

Un lien est exigé pour que la juridiction d'exception soit compétente entre la demande principale et la demande reconventionnelle. La demande reconventionnelle doit dériver du même fait soit du même contrat pour être jugée corrélativement par la juridiction d'exception. Ex : nous sommes devant le tribunal du travail avec une demande principale portant sur les arriérés de salaire. En cours d'instance, le défendeur postule une condamnation pour détérioration pour l'outil de travail. La

demande reconventionnelle dérive du même fait. Si elle était portée à titre principal au delà de 1860 euros, le tribunal de première instance aurait été compétent. Dans ce cas, le tribunal du travail voit sa compétence prorogée. La juridiction d'exception qui était compétente pour connaître la demande principale, le devient pour connaître de la demande reconventionnelle.

3) Troisième cas

Article 563 al. 3. Un juge quel qu'il soit est compétent pour connaître d'une demande reconventionnelle pour l'obtention de DI pour procès vexatoire et téméraire. Si le défendeur estime qu'il subit un préjudice du fait du caractère du procès, il a le droit de réclamer un dédommagement au demandeur, cela se fait par une demande reconventionnelle. Quand elle porte sur un dédommagement ayant pour but d'obtenir des DI parce que la demande principale est vexatoire ou téméraire, le juge saisi de cette demande principale pour laquelle il est parfaitement compétent voit sa compétence prorogée pour la demande reconventionnelle quelque soit le montant des DI qui sont demandés.

§2 . La prorogation sur demande en intervention

La demande en intervention est une demande qui arrive en cours d'instance donc demande incidente mais qui met en cause un tiers. Il y a les demandes en intervention volontaires (conservatoires ou agressives) et les demandes en interventions forcées (conservatoires ou agressives).

Intervention volontaire conservatoire = le tiers vient lui-même volontairement à la cause. Il est au courant d'un litige qui se passe entre deux parties et vient volontairement se joindre à la cause. Cette demande ne peut être que conservatoire. Il vient à la cause mais uniquement dans un but de conserver ses droits, il veut que ses droits restent acquis. **Ex** : quelqu'un a une servitude de passage sur un terrain. Un jour il apprend que les deux voisins sont en litige quant à la propriété du terrain. Apprenant cela, il va volontairement à la cause en cours d'instance pour conserver ses droits sur le bien.

Intervention volontaire agressive = il vient volontairement mais postule une condamnation à charge d'une des parties. **Ex** : un litige entre un créancier et un débiteur. Le créancier réclamant la dette au débiteur. Un tiers créancier de ce même débiteur apprend le litige et viens se joindre volontairement pour réclamer à son tour ce que lui doit le débiteur.

Intervention forcée conservatoire = une partie, en cours d'instance, rajoute une partie à la cause. Il l'appelle uniquement pour que lui soit déclaré opposable le jugement qui va être rendu. Car en temps normal, relativité de la chose jugée, donc pour que le jugement soit opposable, il faut appeler le tiers à la cause. Ce sont des appels en déclaration de jugement commun. Si c'est dans une cour alors ce sera un appel en déclaration d'arrêt commun.

Intervention forcée agressive = une partie appel un tiers à la cause de manière forcée pour postuler contre ce tiers une condamnation. Litige entre le maître de l'ouvrage et l'entrepreneur. L'entrepreneur fait venir à la cause l'architecte pour qu'il soit également responsable pour le litige.

Un juge saisi d'une demande principale pour laquelle il est compétent, est-il compétent pour connaître de la demande en intervention qui serait portée devant lui ? **Article 564 du code judiciaire**. Toute juridiction qu'il s'agisse du tribunal de première instance ou d'une juridiction d'exception, est compétente pour connaître de la demande incidente en intervention. Cela n'est pas valable si la demande en intervention porte sur une demande exclusive au sens fort (uniquement agressif). La prorogation ne joue pas et cela d'office.

SOUS-SECTION 2 - La technique de jonction

On veut éviter des contradiction dans le jugement. On évite de rendre des jugements contradictoires sur des demandes connexes ou apparentées. Le législateur prévoit que les deux demandes identiques ou connexes soient renvoyées à un seul juge.

Deux juges différents, tous les deux compétents sont saisis de deux demandes identiques ou connexes. Il risque d'y avoir une variété de jugement. Cette contrariété de jugement ne sert en rien l'autorité de la chose jugée. Le législateur veut éviter qu'il y ait des jugements contraires sur des demandes identiques ou connexes. Ce sont des mécanismes préventifs pour éviter la contradiction de jugement. On va donner les deux demandes à un seul juge.

§ 1. Règlement de la litispendance

Demandes identiques.

A. Notion de litispendance

Article 29 du code judiciaire définit la litispendance. Il faut réunir des conditions pour se trouver en litispendance.

- Demandes identiques : même objet, même cause et parties agissant en même qualité
- Deux tribunaux différents doivent être saisis de ces affaires. Ils doivent être organiquement différents. Ce ne sont pas les juges d'un même tribunal. Si c'est section jeunesse et section civile alors ce n'est pas de la litispendance. On fait quoi alors ? Ce sera l'application de **l'article 88 §2**. **Ex** : le juge de paix et la section civile du tribunal de première instance.
- Les deux tribunaux doivent être compétents territorialement et matériellement. Si ce n'est pas le cas alors il y a déclinatoire de compétence.
- Les deux tribunaux doivent être appelé à statuer au premier degré de juridiction. Si c'est un juge du premier degré et un juge d'appel, ce n'est pas non plus un phénomène de litispendance. Dans ce cas on soulève l'exception de chose jugée devant le juge du premier degré.

Ex : litispendance entre une demande principale et une demande incidente.

Ex : devant le juge de paix, A réclame à B, une créance commerciale inférieure à 1860 euros en demande principal. Voir Syllabus.

B. Régime juridique de la litispendance

1) Fixation de l'ordre de préférence

Article 565 al. 2 à 4 : on commence par l'alinéa 4, ensuite l'alinéa 3 et ensuite l'alinéa 2.

Dans l'alinéa 3 le mot « exclusives » veut dire spéciales. Il ne s'agit évidemment pas d'une compétence exclusive au sens fort étant donné qu'il faut que les deux tribunaux soient compétents mais si le tribunal de commerce est compétent exclusivement comment trouver un autre tribunal compétent exclusivement pour le même litige ? Ce n'est pas possible, l'alinéa doit donc s'entendre comme une compétence spéciale et non exclusive. Si le litige relève de la compétence spéciale d'un juge alors c'est ce juge qui sera compétent pour trancher le litige de la litispendance. Je regarde ensuite si je ne suis pas dans l'hypothèse de l'alinéa 4 : les deux demandes relèvent de la compétence spéciale de deux juges différents.

Ex : pour un litige, le juge de paix du domicile du demandeur est saisi et le juge de paix du lieu d'exécution des obligations. Ils sont tous les deux compétents c'est un cas de litispendance, lequel des deux est compétent ? Voir alinéa 2 : le tribunal qui a rendu sur l'affaire un jugement d'instruction est compétent. Celui qui aurait déjà ordonné une mesure d'instruction et donc qui serait plus avancé que l'autre dans la procédure. Si ce n'est pas le cas, si personne n'est plus avancé, 5° le tribunal le premier saisi est préféré à celui saisi ultérieurement.

Cas 2 : une demande principale et une demande incidente. C'est donc devant le juge de paix, une demande principale qui porte sur une créance commerciale de – de 1860 euros. Devant le tribunal de commerce, il y a une demande principale, créance commerciale de plus de 1860 euros et une demande reconventionnelle de – de 1860 euros qui est celle devant le juge de paix. L'une est à titre principal de la compétence du juge de paix et l'autre est à titre incident de la compétence du tribunal du commerce. Il y a bien litispendance. Qui est compétent ? Alinéa 2, on prend les critères les uns après les autres. Premièrement, celui qui aurait déjà rendu un jugement d'instruction. Si pas, on passe au critère suivant, tribunal de première instance préféré aux autres tribunaux, pas concerné etc. ensuite le tribunal de commerce sera préféré au juge paix. On l'applique si pas d'actes d'instruction.

Premier réflexe = l'une des demandes est-elle de la compétence spéciale d'un juge ? ça veut dire que l'autre est devant le tribunal de première instance de la compétence ordinaire.

Deuxième réflexe = alinéa 2. On applique l'un à l'exclusion des autres en commençant par le premier.

Si la litispendance existe d'un point de vue de la compétence matérielle alors cela ne peut être qu'entre une demande principale et une demande incidente, j'applique l'alinéa 2 critère après critère toujours en commençant par le critère d'instruction.

2) Modalités de règlement : l'exception de litispendance

Qui peut soulever l'exception de litispendance (c'est un moyen de procédure). Article 565 al. 1, en cas de litispendance, les demandes en justice sont jointes soit d'office soit à la demande d'une des parties. Je ne dois surtout pas oublier l'article 856 qui dit que l'exception de litispendance est traitée comme un déclinatoire de compétence d'ordre privé et donc renvoi à l'article 854 et à l'article 855. Il faut le soulever *in limine litis* en indiquant le juge compétent. Alors que l'exception de litispendance, il faut la soulever d'office. Si une partie la soulève alors on applique l'article 856. Mais le juge peut le faire d'office : article 855 al. 1.

§ 2. Règlement de la connexité

Notion de connexité

Article 30. Il y a connexité lorsque des demandes sont apparentées. Ex : un créancier réclame une créance commerciale à son débiteur et ensuite réclame une autre créance commerciale à ce même débiteur. L'objet des demandes est différents mais les demandes sont connexes car les deux parties sont les mêmes. C'est le juge qui détermine si oui ou non il y a connexité. Pas de connexité entre une demande au premier degré et une demande en appel. On ne peut pas soulever l'exception de chose jugée comme pour la litispendance. Il n'y a pas de connexité entre une demande portée devant une juridiction judiciaire et une autre devant une juridiction administrative. Pour la litispendance, il faut que les deux demandes identiques soient pendantes devant les juridictions judiciaires. Pour la connexité il y a 3 régimes juridiques différents.

Régime juridique de la connexité

Dans le premier cas de connexité, les deux demandes sont pendantes devant deux juridictions différentes. On va les joindre et les renvoyer à un seul juge. La situation de départ est la même qu'en litispendance. Il y aura jonction et puis renvoi. Dans le deuxième cas, c'est le demandeur qui joint lui-même dans un même acte introductif d'instance deux demandes qu'il estime apparentées, connexes. Dans le troisième cas, ce sont deux demandes connexes qui sont pendantes devant le même juge (on ne peut rencontrer ce cas en litispendance). C'est donc le juge qui va les joindre lui-même et les trancher.

1) La connexité entraînant jonction sur renvoi

Les deux demandes sont pendantes devant deux juridictions différentes. On va les joindre et les renvoyer à un seul juge. La situation de départ est la même qu'en litispendance. L'une des parties se dit qu'il y aurait peut être connexité et donc souleve l'exception de connexité. Cette exception est d'ordre privé, article 856 du code judiciaire. Elle est traitée comme un déclinatoire de compétence d'ordre privé (attention ce n'en est pas un). La partie doit donc soulever l'exception *in limine litis*. Il n'y a aucun texte qui prévoit qu'un des juges puisse le faire lui-même. La partie peut elle seule soulever l'exception. C'est le juge devant lequel on a soulevé l'exception de connexité qui tranche la question. Il va apprécier si le lien entre les demandes est suffisamment fort que pour les joindre. Le juge va donc trancher. On va les joindre et renvoyer. Cette décision du juge sur la question de savoir s'il y a ou non connexité peut être attaqué, la décision est susceptible d'appel.

Renvoyer à qui ?

L'article 566 qui traite de la connexité dit que l'ordre de préférence est celui de l'ordre de l'article 565 2° à 5° de l'alinéa 2 et donc pas le 1° (doit être préféré le juge qui a déjà donné à son affaire une mesure d'instruction). L'article 566 ne dit pas que ces alinéas

3 et 4 de l'article 565 sont applicables en matière de connexité. Par conséquent il ne faut pas faire application des alinéas 3 et 4 de l'article 565. Pourquoi on applique pas le 1° dans la connexité ? Parce qu'en matière de connexité contrairement à la litispendance, les parties ne doivent pas forcément être les mêmes. Pour défendre les droits de la défense on fait en sorte que le 1° ne soit pas appliqué. Il n'est pas normal de privilégier la juridiction la plus avancée car les parties ne sont pas toujours les mêmes. Quel est le juge à préférer ? Article 565 alinéa 2, 2° à 5°. On les prend les uns après les autres.

Ex : nous avons une demande en ce qui concerne une créance commerciale de - de 1860 euros devant le juge de paix entre A et B. Il y a une autre créance commerciale de + de 1860 euros devant le tribunal de commerce entre A et B. Ces demandes sont connexes. Le tribunal de commerce est préféré au juge de paix.

2) La connexité entraînant jonction directe

Article 701 dans un même acte introductif d'instance, le demandeur joint deux demandes qu'il juge connexes et les porte devant le même juge. Ce demandeur doit appliquer l'ordre de préférence prévu par l'article 565 al. 2. Il faut savoir quel est le juge préféré dans le cas des deux demandes connexes. Dans l'exemple ci-dessus, le demandeur devra porter ses deux demandes devant le tribunal du commerce.

3) La connexité entraînant jonction d'office

Elle est visée à l'article 856 al. 2 : on ne rencontre pas cette hypothèse en litispendance. Ici deux demandes connexes sont pendantes devant le même juge. Il y a une connexité. Sans que les parties ne fassent quoique ce soit, le juge des deux demandes va les joindre d'office. Il n'y a aucun recours donc aucun appel possible contre la décision de joindre les deux affaires. C'est un simple incident intérieur. On ne peut rien faire contre ce type de mesure.

SOUS-SECTION 3 : Le dessaisissement

C'est une dérogation aux règles de compétences territoriales. On veut que soient respectées des garanties fondamentales de la justice comme l'impartialité. On va dessaisir la juridiction qui était pourtant parfaitement compétente car on a peur qu'elle ne soit pas totalement impartiale. Il faut bien distinguer le dessaisissement de la récusation d'un juge. Les deux techniques sont des moyens préventifs pour assurer l'impartialité (qualité suprême d'un juge ou d'une juridiction). Récusation d'un juge = au sein d'une juridiction un juge nous paraît ne pas pouvoir juger car il ne serait pas impartial. On le récusé mais ce sera un autre juge de la même juridiction qui jugera l'affaire. C'est un pur incident de la procédure. C'est un moyen préventif pour qu'il y ait impartialité. Le dessaisissement = on suspecte la juridiction de ne pas être impartiale. On demande donc le dessaisissement de toute cette juridiction. Ce sont des dérogations aux règles de compétences territoriales. La juridiction, même si territorialement est compétente par une loi territoriale d'ordre public, on va la dessaisir et saisir une autre juridiction a priori non compétente. 4 cas possible de dessaisissement.

- Parenté et alliance
- La suspicion légitime : article 6 CEDH (voir la jurisprudence)
- Pour cause de sûreté publique.
- Dénî de justice = pour le juge le fait de refuser de juger. Article 648 : on dit qu'il y a déni de justice lorsque le juge néglige pendant plus de 6 mois de juger

la cause qu'il avait prise en délibéré. Plus de 6 mois après que les débats soient clôturés et que le jugement doit être rendu.

Qui peut introduire le dessaisissement ?

Dans les cas 1, 2 et 4 donc pas pour cas de sûreté publique, la partie peut demander le dessaisissement. Pour la sûreté publique, uniquement le MP est compétent. Le déni de justice peut être soulevé à la demande du MP et pas uniquement de la partie. La demande est introduite devant la Cour de cassation. Elle juge en premier et dernier ressort. Elle tranche au fonds et va voir s'il y a bien risque pour la sûreté publique etc. Si elle estime qu'il y a lieu à dessaisissement, elle va renvoyer au juge qu'elle désigne. De même nature et de même degré.

CHAPITRE II. REGLEMENT DES CONFLITS DE COMPETENCE

SECTION 1 - LE REGIME DES DECLINATOIRES

§ 1. Les déclinatoires de juridiction

On peut décliner la juridiction d'un juge judiciaire si la matière doit revenir à une juridiction étrangère ou une juridiction administrative. Il peut y avoir lieu à un déclinatoire de juridiction. Parmi ceux-ci il y en a deux d'ordre privé (juridiction étrangère et arbitres) et un d'ordre public (juridiction administrative)

Le juge lui-même saisit de la demande et devant lequel le déclinatoire est soulevé tranche lui-même le déclinatoire de juridiction, pas de compétence du tribunal d'arrondissement. Application de l'article 1050 al. 2 : lorsqu'un juge se prononce sur sa compétence, il ne peut pas être fait appel directement contre ce jugement sur la compétence. On ne peut faire appel qu'en même temps que l'appel sur le jugement au fonds. A propos des conflits de juridictions, il y a une controverse. Quand le juge statue sur le déclinatoire de juridiction, doit-on appliquer l'article 1050 al. 2 ? Non selon le professeur. Si c'est une autre juridiction qui doit trancher après alors comment faire appel en même temps sur la décision au fonds (qui pourraient très bien être tranchée par une juridiction administrative) et sur la décision du déclinatoire car on change d'ordre (ordre judiciaire et ordre administratif). Il n'est donc pas possible de faire appel des deux décisions en même temps car les personnes compétentes pour l'appel ne sont pas les mêmes. Donc la décision de déclinatoire peut donc être frappée d'appel directement.

§ 2. Les déclinatoires de compétence

A. Le déclinatoire est d'ordre public

1) Hypothèses principales :

- Lorsqu'il s'agit d'une compétence exclusive au sens fort portée devant le tribunal de première instance au titre de sa compétence ordinaire.
- Chaque fois qu'entre juridictions d'exceptions, il y a un déclinatoire de compétences, ce sont toujours des déclinatoires d'ordre public. Ex : litige de sécurité sociale devant un autre tribunal que celui du travail.
- Les compétences territoriales d'ordre public. Article 631, 632 et 633.

Tout conflit de compétence entre juridiction d'appel donne lieu à un déclinaire d'ordre public. Quand je me trompe de juge d'appel matériellement ou territorialement alors il y a déclinaire de compétence d'ordre public.

2) Régime :

Il peut être soulevé par les parties en tout état de cause. Mais en 2002 (+ arrêt du 31 janvier 2008), la Cour de cassation met un frein important à l'expression en tout état de cause. Au nom de la loyauté procédurale, les parties ne peuvent sortir ce moyen si elles en avaient eu connaissance avant. Quand on dit déclinaire de compétence d'ordre public soulevé par les parties en tout état de cause, il ne faut pas oublier cet arrêt qui va en sens contraire. Voir article 640 aussi. Si le juge estime qu'il n'est pas compétent, il renvoie le dossier au tribunal d'arrondissement.

Peut-il être soulevé par le MP ? Il peut agir évidemment lorsque l'ordre public exige son intervention article 638bis du C.Jud. Mais on imagine aussi qu'il puisse dans son avis sur l'affaire soulever lui-même d'un déclinaire de compétence d'ordre public.

B. Le déclinaire n'est pas d'ordre public

1) Hypothèses principales :

- Déclinaire de compétence matérielle d'ordre privé. Il n'y en a qu'un seul. Concernant la compétence ordinaire du tribunal de première instance par rapport aux compétences spéciales et d'exceptions.
- Voir syllabus
- Article 592 : j'ai saisi un juge en cas de valeur indéterminée et le juge estime qu'il y a eu surévaluation ou sous-évaluation manifeste du montant.

2) Régime :

Voir syllabus.

Si défaut du défendeur :

- Si c'est une compétence territoriale supplétive : le juge doit soulever d'office le déclinaire.
- Voir syllabus p. 47
- Il s'agit évidemment de la compétence ordinaire du tribunal de première instance face à la compétence spéciale d'un autre juge. Le tribunal de première instance soulève d'office son incompetence et renvoie au tribunal d'arrondissement. La prof dit non car il est compétent en vertu de sa compétence ordinaire.

§ 3. L'exception de connexité ou de litispendance

A. L'exception de litispendance ou de connexité

B. Le déclinatoire devant le juge de renvoi

SECTION 2 - LE REGLEMENT DES DECLINATOIRES DE COMPETENCE

§ 1. Le règlement des déclinatoires de compétence par le tribunal d'arrondissement

A. Historique et composition du tribunal d'arrondissement

Composé des trois présidents : président du tribunal du travail, président du tribunal de commerce et président du tribunal de première instance. Il connaît des affaires dans lesquelles le MP doit donner son avis et les présidents tranchent la question de la compétence.

B. Principes d'intervention du tribunal d'arrondissement (article 640 et 639)

1. Intervention facultative (article 639)

Une erreur est de dire que l'article 639 est pour les déclinatoires d'ordre privé et 640 pour les déclinatoires d'ordre public. L'article 639 concerne les deux mais l'article 640 ne concerne par contre que ceux d'ordre public. Le choix du demandeur s'exerce jusqu'à la clôture des débats. Soit de demander le renvoi au tribunal d'arrondissement soit laisse le tribunal saisi trancher le litige.

2. Intervention obligatoire (article 640)

Le tribunal d'arrondissement intervient nécessairement. Le juge soulève d'office un déclinatoire. Il faut nécessairement renvoyer le litige au tribunal d'arrondissement. La décision de renvoi au tribunal d'arrondissement n'est pas susceptible de recours.

3. Cas particulier :

Contestation de la compétence du tribunal de première instance ou du tribunal de commerce en tant que juge d'appel : le tribunal d'arrondissement peut donc être amené à intervenir. Si le litige a une nature civile, le tribunal de première instance juge en appel et si le litige est de nature commerciale, le tribunal du commerce juge en appel. Si on se trompe de juge d'appel, comment la question est-elle réglée ? Article 639 al. 4 : applicable lorsque l'appel forme contre une décision de juge de paix est portée devant le tribunal de première instance ou du tribunal de commerce siégeant en appel et que la compétence du tribunal est contestée, il faut un renvoi au tribunal d'arrondissement. Ex : litige devant le juge de paix qui est compétent. Il rend la décision au fond. Deux juges d'appel sont possibles. Soit première instance soit commerce. Nous sommes devant un des deux mais la compétence de ce tribunal est contestée. Déclinatoire de l'intimé (défendeur en appel), choix de l'appelant, à la requête de l'appelant. Article 639 al. 1, 2 et 3. On est donc devant un mauvais juge d'appel. Ce sont des compétences des juges d'appel et sont toujours d'ordre public. Si première instance ou commerce devait soulever d'office le déclinatoire alors on appliquerait l'article 640. Entre les cours d'appel et la cour du travail, s'il y avait conflit de compétence, on ne verra jamais intervenir le tribunal d'arrondissement.

CHAPITRE III. LA COMPETENCE DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

SECTION 1 - LA COMPETENCE ORDINAIRE DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

§ 1. Historique

- A. Loi du 25 mars 1876
- B. Loi du 15 mars 1932
- C. Code judiciaire

§ 2. Le principe, ses limites et ses exceptions (rappel)

Article 568 du code judiciaire. Si je porte un litige qui est conféré par la loi à une juridiction d'exception, le tribunal de première instance peut néanmoins en connaître sauf s'il y a un déclinatoire par le défendeur dans ses premières conclusions.

SECTION 2 - LES COMPETENCES SPECIFIQUES DU TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE

§1. Intérêt de la notion

Ces compétences se trouvent pour la plupart dans l'article 569. Il n'y a que le tribunal de première instance qui peut en connaître et personne d'autre. Si je devais porter un litige entrant dans ces compétences devant une juridiction d'exception, il devrait y avoir obligatoirement un déclinatoire de compétences d'ordre public. Ex : divorce. La juridiction d'exception devrait soulever d'office son incompétence (application de l'article 640). Ces compétences exclusives ou spécifiques ne peuvent être attribuées qu'au tribunal de première instance même si la valeur est inférieure à 1860 euros.

Spécifiques ou exclusives = la prof préfère le mot spécifique à exclusive. Les exclusives sont contraires aux compétences spéciales et contraires à la compétence ordinaire du tribunal de première instance. Le mot exclusif est généralement défini par étant contraire à spécial et tient en échec la compétence ordinaire. Ici elle n'a pas ce sens. Il vaut donc mieux parler de compétence spécifique.

§2. Contenu de la notion

Il y en a qui sont énoncées dans le code judiciaire mais d'autres sont dans les lois particulières ou dans le code civil.

§ 3. Contentieux de l'état et du droit des personnes (comparer avec le syllabus)

A. Contentieux de l'état des personnes

1) Contentieux des actes de l'état civil.

Contentieux qui n'est pas fréquent. Ce sont des litiges qui pourraient se manifester à propos des actes de l'état civil. Articles 1383 et s. du code judiciaire. Il y a les actes de décès, de mariages et de naissance. Ils sont tenus sous la responsabilité du collège au niveau de la commune. La responsabilité de la tenue des registres incombe au collège des bourgmestres et échevins. On peut avoir commis des erreurs dans l'acte, on peut avoir oublié d'avoir établis un acte de l'état civil. C'est tout un contentieux sur les actes de l'état civil. Le plus souvent c'est la rectification des erreurs. Le MP est concerné. Tout intéressé peut s'adresser au tribunal de première instance pour procéder à la rectification ou à l'établissement de l'acte de l'état civil non établi. L'avis du MP est requis. Le MP peut lui-même introduire la demande dans le cadre du respect de l'ordre public mais en plus il doit donner son avis pour éclairer le juge. Le juge n'est pas obligé de suivre l'avis du MP.

2) Contentieux du mariage et de sa dissolution

Double aspect = annulation et divorce. Distinction importante : l'annulation peut être demandée au tribunal de première instance s'il y a eu, au moment de la conclusion du mariage, un vice (capacité, volonté, etc.). Ce sont des vices qui touchent l'acte dans sa formation et cela peut donner lieu à une annulation. Ex : mariage blanc. Les époux et le MP peuvent faire la demande car on considère que cela touche à l'ordre public. Une fois que le mariage est annulé, l'annulation a un effet rétroactif. Le mariage est nul depuis le début.

Divorce = beaucoup plus fréquent. Le jugement de divorce n'a aucun effet rétroactif. Le divorce a été souvent modifié par différentes lois. On ne parle plus aujourd'hui de divorce pour cause déterminée mais pour cause de désunion irrémédiable. Il n'y a plus nécessairement la faute d'un conjoint, l'apport de la preuve d'une désunion irrémédiable suffira. Le tribunal de première instance est exclusivement compétent mais dans le cadre d'un divorce pour désunion irrémédiable, nous voyons arriver en cours d'instance, le rôle essentiel du président du tribunal de première instance sur base des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'article 1280 du code judiciaire. Cette compétence spécifique pour le divorce s'accompagne parfois de la compétence du président pour prendre en cours de divorce les mesures urgentes.

3) Contentieux de la filiation

Articles 331 et s. du code civil. Modifié en 1987. Rappel = on est devant un autre tribunal avec une demande. On est devant une juridiction d'exception avec une toute autre demande pour laquelle la juridiction d'exception est parfaitement compétente. Pour trancher cette demande, elle doit avoir la réponse à une question fondamentale. Si c'est une question de filiation, l'article 331 du code civil fait obligation de la transmettre au tribunal de première instance. Ce n'est pas une question préalable, ca

devient une question préjudicielle. Ex : je vais devant le tribunal du travail pour avoir un dédommagement suite à l'accident de travail de mon père. Cette demande est bien dans la compétence du tribunal du travail. Mais si se pose la question de savoir si elle est bien la fille de ce monsieur, alors nous sommes face à une question de filiation. Le tribunal du travail doit obligatoirement renvoyer la question au tribunal de première instance, il doit attendre la réponse et pourra alors trancher le litige initial. Ici ce n'est pas les cas, on parle de réels contentieux de filiation, ce sont les demandes principales elles-mêmes qui portent sur la filiation. C'est donc le tribunal de première instance qui est compétent. Ce sont donc deux choses bien différentes. Ce sont toutes des actions attitrées. Elles sont réservées aux seules personnes désignées par la loi pour les exercer. Normalement les actions en justice ne sont pas attitrées. Les actions de filiation sont des actions attitrées. Elles ne peuvent être exercées que par telle ou telle personne, c'est-à-dire les personnes directement liées par la situation du litige et non pas toute personne justifiant d'un intérêt. Leur introduction est soumise à un délai préfix. Ex : vous avez trois ans pour introduire votre demande pour tel et tel litige. Sans possibilité de suspension ou d'interruption.

Délai préfixe = délai imposé par la loi pour l'introduction de la demande en justice.

Le code civil permet que dans ces matières de filiation, la preuve soit ordonnée d'office par le juge et elle peut être apportée par toutes voies de droit. Le juge ne doit donc pas attendre l'avis de la partie pour introduire une mesure d'instruction. Ce qui compte c'est établir la vérité biologique et elle peut être établie par toute voie de droit. En ce y compris les expertises sanguines.

Dans le code judiciaire, il y a l'article 811. Le juge ne peut jamais mettre à la cause des tiers. L'intervention est soit volontaire soit forcée. Volontaire = le tiers vient volontairement à la cause. Forcée = une partie demande qu'un tiers vienne à la cause. On ne connaît pas une intervention qui serait ordonnée directement par le juge. Il ne peut pas d'office le faire venir lui-même. Dans les actions de filiation, il y a une disposition particulière qui déroge à l'article 811. Le juge peut donc directement appeler des tiers à la cause si cela s'avère utile. Ces décisions ont une autorité *erga omnes*. C'est pour tout le monde et à l'égard de tout le monde que je suis ou que je ne suis pas l'enfant de X.

4) Contentieux des incapacités (pas voir)

5) Contentieux de la nationalité (pas voir)

B. Contentieux des droits et des obligations des conjoints

1) Remarques préalables

Il y a des spécificités très importantes dans cette matière. Premièrement, tout ce contentieux du droit et des obligations des époux est éparpillé dans une série de juges compétents différents. Le tribunal de première instance n'a pas le monopole de ce contentieux. Il intervient au côté d'autres tribunaux. Il y a une véritable atomisation des compétences, on ne s'y retrouve plus. C'est pourquoi certains voudraient la création d'un tribunal de la famille. Le plus simple pour visualiser cela est de faire une ligne du temps et de voir au cours de celle-ci quels sont les juges qui seraient appelés à intervenir. Pendant le mariage, lorsque les époux sont mariés et

qu'il y a mésentente alors que nous sommes toujours dans le mariage, on peut porter le conflit en vertu de l'article 221 ou de l'article 223 du code civil, devant le juge de paix. Dès qu'il y a introduction d'une demande en divorce, il y a une mutation de compétence. La compétence change et passe au tribunal de première instance et/ou à son président sur base de l'article 1280 du code judiciaire. Une fois que la décision de divorce est passée en force de chose jugée, pas simplement rendue, et qu'il y a de nouveaux des conflits à cause des enfants, on retrouve la compétence du juge de paix. On doit encore rajouter sur toute cette ligne du temps l'intervention du tribunal de la jeunesse. Lorsque l'exercice de l'autorité parentale est concernée. Dans toute cette matière des droits et devoirs respectifs des époux, il y a comme première remarque cette atomisation des compétences entre toute une série de juge.

Deuxièmement, la notion même de fonction de juger connaît une évolution remarquable. Elle a dans toutes ces matières une coloration très spécifique. Normalement, le rôle du juge est d'appliquer les règles de droit à un cas d'espèce et d'en tirer son jugement. Dans le droit de la famille, ce syllogisme est mal mené. Dans ces matières, les règles de droit qui le concerne sont parfois vagues. Tous ces juges, pourront être resaisis et on peut leur demander d'autres mesures. Ils connaissent une fonction de juger particulière. Elle a évolué très fortement. Le pouvoir d'appréciation du juge est nettement plus important et la décision du juge ne vaut que selon les circonstances et les données du moment.

2) Contenu des compétences attribuées au tribunal civil

Article 220 du code civil = si l'un des conjoints est absents, l'autre peut accomplir certains actes avec l'accord du tribunal de première instance. (Voir syllabus).

C. Contentieux de la protection de la jeunesse

1) Institution du tribunal de la jeunesse

Le tribunal de la jeunesse est une section au sein du tribunal de première instance, elle siège à juge unique. Le juge est assisté du MP.

2) Compétences du tribunal de la jeunesse

Le tribunal de la jeunesse est tenu lorsqu'il y a des litiges concernant l'hébergement des enfants, article 374 du code civil. L'hébergement égalitaire n'est pas obligatoire mais dans la mesure du possible, le tribunal de la jeunesse doit fixer l'hébergement égalitaire chaque fois que c'est possible.

Aller voir dans syllabus page 70 et 71 car pas suivis.

3) Autonomie du tribunal de la jeunesse

Le tribunal de la jeunesse peut se trouver, le plus souvent avec le juge de paix, dans une situation de connexité. Ex : il y a devant le juge de la jeunesse un litige relatif à la garde des enfants et devant le juge de paix un litige sur base de l'article 223 du code civil lorsqu'il y a mésentente dans le couple. Le tribunal de la jeunesse rentre dans l'ordre de préférence et donc il sera préféré au juge de paix. Il peut y avoir de véritable conflit de compétence entre le tribunal de la jeunesse et le juge paix. C'est un véritable conflit de compétence et donc ce conflit va se résoudre par application

des articles 639 et 640 du code judiciaire. Il peut aussi y avoir un incident de répartition au sein du tribunal de première instance et oppose le plus souvent la chambre civile et le juge de la jeunesse.

§ 2. Contentieux des régimes matrimoniaux, des successions et des partages

PAS VOIR

§ 3. Contentieux de l'exécution

A. Contentieux de l'exécution des jugements et arrêts

Quand un jugement est rendu par les juridictions judiciaires, il doit être exécuté. Pour assurer cette exécution concrète, on voit intervenir le juge des saisies qui fait partie du tribunal de première instance. Il y a l'exécution des jugements rendus à l'étranger.

1) Institution du juge des saisies

On peut dire qu'il statue comme juge unique, comme le juge de la jeunesse mais contrairement à ce dernier, il statue sans intervention du MP. La procédure qui se déroule devant le juge des saisies a toutes les caractéristiques de la procédure de référé.

2) Compétences du juge des saisies

Il y a deux grandes catégories de saisies. Les conservatoires = elles concernent un bien mais uniquement en vue de le geler, de le conserver dans le patrimoine du débiteur pour qu'il n'en sorte pas. On ne veut pas qu'il puisse le donner ou le vendre. Le débiteur ne peut pas en disposer. Le juge des saisies ordonne ce genre de saisies conservatoires. Exécutoires = on saisit des biens pour les faire vendre et le produit de la vente sera donné au créancier. Les compétences dévolues au juge des saisies sont évidemment des compétences fortement larges.

A-t-il d'autres compétences ? (page 73)

Le juge des saisies est un juge spécialisé en matière de saisies. Le juge des saisies statue selon une procédure particulière qui est accélérée.

B. Contentieux de l'exequatur des jugements étrangers

C. Contentieux de l'exequatur des sentences arbitrales

§ 4. Contentieux fiscal

A. Compétence

Avant 1999, il ne revenait pas au pouvoir judiciaire au niveau du premier degré de juridiction. Il était donné au directeur des contributions et en appel on allait au sein des juridictions judiciaires, à la Cour d'appel. On pouvait sortir de l'ordre judiciaire car le contentieux fiscal relevait de la politique. Une loi de 1999 change l'optique en confiant tout le contentieux fiscal aux juridictions judiciaires. En premier degré au tribunal de première instance. Article 569 32°. Il n'est pas question de la porter devant un autre juge sinon déclinatoire d'ordre public. En ce qui concerne le type de contestations, ce sont toutes les contestations en matière d'impôts directes ou indirectes. Le directeur des contributions n'est donc plus le juge du premier degré. Dès qu'il y a contestation entre le contribuable et les contributions, on se rend au tribunal de première instance. En cas d'urgence, on peut demander des mesures provisoires au président du tribunal de première instance.

B. Procédure

Le contribuable est le seul compétent pour saisir le tribunal d'un contentieux fiscal. C'est une requête qui introduit une procédure contradictoire. La demande est introduite par le contribuable mais l'administration sera appelée à intervenir. Article 1385 et s. Ils prévoient également qu'il faut avant de saisir le tribunal de première instance, il faut avoir épuisé toutes les possibilités de recours au sein même de l'administration fiscale. Dans le cas contraire la demande sera déclarée irrecevable et donc le juge peut refuser la demande. Toutes ces actions doivent être introduites dans des délais prefix. Il faut introduire la demande avant l'écoulement du délai déterminé. L'appel est ouvert à l'administration et au contribuable. Celui qui a intérêt peut faire appel.

CHAPITRE IV. LES COMPETENCES DES JURIDICTIONS D'EXCEPTION

Le tribunal de police est rentré dans les juridictions d'exception. il est une juridiction pénale mais il a aussi des compétences civiles. Le fait que les chambres du tribunal du commerce et du tribunal du travail sont présidées par un juge de profession et ils sont assistés par différents membres. Ces juridictions d'exceptions sont compétentes pour connaître de toutes les questions préliminaires qui se posent devant elles avant de rendre le jugement sur la demande. Comme ce sont des questions préliminaires, le juge est compétent pour en connaître.

SECTION 1 - COMPETENCES DU JUGE DE PAIX

Aperçu introductif et historique

Il juge toujours seul et sans l'appui du MP. C'est le juge des petits procès. Il a une compétence générale mais il a aussi une série de compétences spéciales qu'il peut exercer quelque soit le montant. Il y en a environ 80. Ex : litige en matière de bail.

SOUS-SECTION 1 - Compétence générale du juge de paix

§ 1. Principe de détermination de la compétence générale

Le juge de paix connaît de toutes les demandes dont le montant n'excède pas 1860 euros. Article 590. La demande qui entre dans sa compétence ne doit pas revenir à des arbitres, à une juridiction étrangère ni à une autre juridiction administrative. Article 590 al. 2 parle de l'arbitrage. Mais il est évident que cela vaut pour les autres attributions. Nous nous trouvons donc dans les attributions du pouvoir judiciaire. La compétence ordinaire du tribunal de première instance ne peut être tenue en échec que par un déclinatoire d'ordre privé. La compétence générale du juge de paix, donc juridiction d'exception ; donc si je porte devant le juge de paix un litige qui relève de sa compétence générale alors il y aura un déclinatoire d'ordre public. Le juge de paix peut connaître de toutes les demandes dont le montant n'excède pas 1860 euros. La valeur est celle réclamée dans l'acte introductif d'instance.

§ 2. Dérogations à la compétence générale

Cela veut dire que dans ces cas là , même si on est en dessous de 1860 euros ce n'est pas de la compétence du juge de paix. Ce sont les exceptions à l'article 590. Le juge de paix n'est donc pas compétent.

A. Compétences du tribunal de première instance

Les cas prévus aux articles 569 à 571. Ces articles sont les compétences spécifiques du tribunal de première instance. Quelque soit le montant, c'est le tribunal de première instance qui est compétent.

B. Compétences du tribunal de commerce

Article 574 : les compétences attribuées au tribunal de commerce. Notamment la question de la faillite et des litiges à propos des sociétés commerciales. Ces litiges ne peuvent pas même en dessous de 1860 euros rentrer dans la compétence générale du juge de paix.

C. Compétences du tribunal du travail

Article 578 à 583 : compétences attribuées au tribunal du travail. Contentieux du travail et de la sécurité sociale. Quelque soit le montant de la demande, le juge de paix ne peut pas en connaître.

D. Compétences civiles du tribunal de police

Article 601bis : donne une compétence en matière civile au tribunal de police. Ce n'est pas non plus de la compétence du juge de paix même si on se trouve en dessous de 1860 euros. Malheureusement, l'article 590 ne fait pas écho de l'article 601bis.

§ 3. Rappel

A. Calcul de la "valeur" de la demande

Le juge de paix peut connaître de toutes les demandes dont le montant n'excède pas 1860 euros. La valeur est celle réclamée dans l'acte introductif d'instance.

B. Demandes dont le montant est indéterminé

Article 592 : hypothèse où le montant est indéterminé. Si la valeur est indéterminée alors c'est le demandeur qui évalue la demande et l'introduit devant le juge de son choix. Si le défendeur estime qu'il y a eu de la part du demandeur une sous évaluation ou une sur évaluation, il peut soulever un déclinatoire d'ordre privé.

§ 4. Conclusion

Les compétences du tribunal de commerce sont indiquées dans l'article 574 mais sont aussi prévues dans l'article 573 du code judiciaire. Sous réserve du respect de la compétence générale du juge de paix. L'article 590 n'exclut pas l'article 573 et donc il faut respecter la compétence générale du juge de paix. Si litige entre commerçants a propos de créances commerciales, en dessous de 1860 euros c'est de la compétence générale du juge de paix, si au dessus de 1860 euros alors c'est de la compétence du tribunal de commerce.

SOUS-SECTION 2 - Compétences spéciales du juge de paix (articles 591 et s.)

§ 1. Contentieux locatif (sensu lato)

Compétence du juge de paix en matière de bail : article 591, 1° quelque soit le montant. La compétence est très large. Toute contestation concernant n'importe quel type de bail. Ex : baux à loyers, baux commerciaux, baux à fermes et d'autres types de baux comme les baux de chasse. Toute contestation sur ces baux, peut être la demande d'annulation du bail pour vices de formes ou de capacité, ça peut être une demande de résiliation du bail, problèmes d'exécutions des obligations. L'annulation et la résiliation sont donc bien différentes. On peut donc aller voir le juge de paix pour l'un ou l'autre. En matière de baux à ferme, il y a aussi le droit de préemption des locataires fermiers. C'est-à-dire lorsqu'un fermier loue une terre, que le propriétaire vend la terre, à prix égal, le locataire doit être préféré à un autre acheteur. N'importe quel bail est donc de la compétence spéciale du juge de paix. Ce n'est pas une compétence exclusive du juge de paix. Le juge de paix est même compétent pour les demandes en indemnités d'occupation alors qu'il n'y a pas de contrat de bail. C'est l'occupation d'un lieu sans titre. On peut le saisir par requête. Elle doit respecter les conditions de formes prévues à l'article 1344bis. Cette requête peut être signée par la partie ou par son avocat. S'il s'agit d'un litige en matière de bail à ferme alors l'introduction doit se faire par citation. La conciliation = le juge essaie de concilier les parties et tente d'obtenir un accord entre elles. Si matière de baux à ferme, il doit obligatoirement y avoir une tentative de conciliation. Elle doit avoir lieu avant même l'introduction de l'affaire en justice devant le juge de paix. Si l'on saisit le juge de paix sans avoir préalablement fait une tentative de conciliation qui est obligatoire, la demande sera déclarée irrecevable.

§ 2. Contentieux en rapport avec le régime foncier et la copropriété

Article 591, 2°, 3° et 4° : la copropriété (article 591, 2°) est de plus en plus répandue. Il peut souvent il y avoir des contestations entre les co propriétaires sur toute une série de questions. Dans ce cas, cela est porté devant le juge de paix en raison de sa compétence spéciale et non exclusive. Les règles de droit matériel concernant la propriété sont gérées par les articles 577 2° à 14°. L'assemblée générale des co

propriétaires forme une personne morale mais elle est représentée par le syndicat. Le pouvoir de se défendre en justice appartient à l'assemblée générale des co propriétaires mais qui est représentée en justice par le syndic. Il ne peut pas introduire de demande en justice sans avoir l'accord de l'assemblée générale. Les actions possibles sont par exemple une décision irrégulière prise par l'assemblée générale. Un co propriétaire peut alors agir en annulation d'une pareille décision.

§ 3. Contentieux des actions possessoires

§ 4. Contentieux familial

A. Contentieux des pensions alimentaires

1) Principes

Article 591, 7° : la compétence du juge de paix y est fort étendue. Elle concerne toutes les actions en matière de pension alimentaire. Action pour obtenir la pension alimentaire, pour la supprimer, pour l'augmenter ou la diminuer. Ces demandes sont introduites de manière simplifiée : article 1320 et s. c'est également une procédure contradictoire. Attention c'est une compétence spéciale.

2) Restrictions

- les actions qui sont visées à l'article 336 du code civil. Ce sont les pensions alimentaires demandées au père de fait, au père biologique. Ce n'est pas de la compétence du juge de paix mais de la compétence du tribunal de première instance.
- la compétence du juge de paix lorsqu'il y a une procédure en divorce ou de séparation de corps. Une fois que la décision de divorce est passée en force de chose jugée, une nouvelle mutation de compétence opère et nous retrouvons la compétence du juge de paix.

Si le juge de paix est saisi d'une demande en pension alimentaire. Et avant qu'il prenne sa décision, il y a introduction d'une demande en divorce. Premier principe, la compétence d'un juge s'apprécie le jour où il est saisi. Par conséquent, le juge de paix était compétent. Peut-il encore rendre sa décision ? Oui, il doit trancher car il a été valablement saisi. S'il ne tranche pas, il y aura déni de justice. Sa décision intervient donc après l'introduction de la demande en divorce. La décision du juge de paix est donc valable et exécutoire jusqu'au moment où intervient la décision du tribunal de première instance ou de son président. La cour de cassation décide ça car elle ne veut pas qu'il y ait de vide juridique. Et la deuxième raison est qu'elle veut éviter les demandes en divorce dilatoires. Donc uniquement pour bloquer la demande de pension alimentaire. La décision du juge de paix est exécutoire.

B. Contentieux des droits et obligations des conjoints (loi du 14 juillet 1976)

1) Article 221 du Code civil

Un époux peut demander une délégation de salaire ou de somme de l'autre époux. Quand un des époux en contribue plus normalement aux charges du ménage. C'est le droit de percevoir lui-même le salaire de son conjoint. Finalement cette délégation de salaire ou de somme est une sorte de saisie arrêtée mais simplifiée. Saisie arrêt = celui qui saisit reçoit le droit de saisir entre les mains d'un tiers, du débiteur de son débiteur. C'est simplifié car il ne suffit d'aller devant le juge de paix, de prouver que son conjoint ne participe plus au besoin du ménage et je recois la possibilité d'avoir la délégation de salaire de mon conjoint. Les effets sont les mêmes que la saisie arrêtée mais c'est très simplifiée. Le conjoint échappe au quota d'insaisissabilité du salaire. Normalement on ne peut pas saisir au-delà d'une certaine somme dans le portefeuille de quelqu'un. S'agissant d'une délégation de salaire ou de somme, il n'y a pas d'application de l'insaisissabilité, tout peut être saisi. Il n'entrera pas en concours avec les autres créanciers alors qu'en matière de saisie c'est normalement le cas. L'époux qui obtient la délégation de salaire ou de somme échappe à la situation de concours et est donc payé par préférence. On paye éventuellement les autres mais d'abord l'époux. Il va pouvoir percevoir les sommes à la place de son conjoint.

Article 568 : le juge compétent est le juge de la dernière résidence familiale. Le régime juridique de cet article est inscrit à l'article 630. C'est une compétence spéciale. Certains estiment qu'il s'agit d'une compétence exclusive. Il y a deux arguments valables :

- On peut obtenir la demande de manière plus rapide
- La nature particulière de cette décision du juge de paix est véritablement attachée à la magistrature du juge de paix. Pour cette raison, on peut imaginer que certains défendent l'idée de la compétence exclusive. La controverse demeure ouverte. Rem : la compétence exclusive serait très différente sur le terrain. Parce que s'il on soumet le litige à un autre juge, il devra d'office se déclarer incompétent.

Elle ne peut s'exercer qu'avant l'introduction de la demande en divorce mais comme pour les pensions alimentaires, le juge de paix est parfaitement compétent. Il doit rendre sa décision quand bien même cette décision intervient avant la demande en divorce.

La décision du juge de paix doit être respectée pour autant qu'il ait été valablement saisi avant la demande en divorce.

Article 1253ter du code judiciaire : on introduit une demande par requête et les débats sont contradictoires. Susceptible de recours ordinaire mais elle est aussi susceptible de modification et de rétractation de la demande. L'affaire est traitée en chambre du conseil et les recours sont ouverts. A côté des recours traditionnels, il y a la forme possible de modification ou de rétractation de l'ordonnance du juge de paix si les situations ont changé.

L'article 1253quinquies prévoit un pouvoir de réquisition en faveur du juge de paix. Renforcement pour obtenir des renseignements sur les salaires des conjoints. Il peut requérir de la part des parties ou de tiers tous les renseignements possibles dont il a besoin. Par exemple, il peut s'adresser directement aux fonctionnaires de l'administration fiscale pour connaître la situation patrimoniale des conjoints. Ces fonctionnaires sont tenus de donner les renseignements et sont déliés de leurs secrets professionnels.

2) Article 223 du Code civil

Différence de situation entre 221 et 223. Dans 221, quand un des époux ne contribue pas aux charges du ménage, alors l'autre époux peut avoir une délégation de somme ou de salaire. Dans 223, on parle de l'entente entre les époux qui est sérieusement perturbée. Le juge peut prendre toutes mesures urgentes et provisoires. La compétence du juge est particulièrement étendue. Il peut prendre toutes sortes de mesures relatives à la situation des époux et relatives à la situation des enfants mineurs. Il y a une énorme panoplie de mesures pouvant être prises par le juge de paix. Concernant les personnes ou les biens. Cette énorme compétence du juge de paix aboutit à une décision. Cette décision est le plus souvent qualifiée d'ordonnance. Le juge de paix exerce une sorte de référé familial. Les mesures du juge de paix ont-elles autorité de chose jugée ? Oui et non. Si oui, un juge saisit d'une demande de divorce ne pourrait pas s'en départir. Si pas autorité de chose jugée, le tribunal et le président serait compétent pour prendre d'autres types de mesures. Cette question est restée très longtemps controversée. Arrêt de cassation du 20 février 2006, La cour de cassation dit que le président du tribunal qui statue sur base de l'article 1280 du code judiciaire, peut aboutir à d'autres mesures que celles prises par le juge de paix même si les circonstances sont restées identiques. Donc cela signifie que les mesures prises par le juge de paix n'ont pas d'autorité de chose jugée. Dans le cadre de l'article 223, le juge de paix prend des mesures urgentes et provisoires. Même sens que l'article 584. Tout juge appelé après à trancher la situation dans le cadre d'une demande en divorce, pourrait trancher autrement par rapport à la situation des époux et des enfants. C'est donc une espèce de référé familial sans autorité de chose jugée. Le juge de paix compétent est celui compétente territorialement : le juge de paix de la dernière résidence conjugale, articles 628 et 630. La compétence matérielle est spéciale ou exclusive ? Depuis l'arrêt de la cour de cassation, elle devient une compétence exclusive au sens fort du terme.

Connexité et litispendance entre le juge de paix sur base de l'article 223 et par exemple une demande portée sur la garde des enfants portée devant le tribunal de la jeunesse ? Oui des décisions de jurisprudence applique la connexité et le renvoie devant un seul juge, donc devant le tribunal de la jeunesse. Sur le plan théorique, cela pose une question. Le tribunal de la jeunesse statue au fonds avec autorité de chose jugée mais le juge de paix statue au provisoire sans autorité de chose jugée. Donc si on met les deux devant le tribunal de la jeunesse, il y aura autorité de la chose jugée. Cela reste un immense point d'interrogation.

Question de la pension alimentaire : peut-on demander au juge de paix un octroi de pension alimentaire ? Ca devient controversé car on considère qui dit pension alimentaire dit responsabilité. Ca pose un problème de fonds devant le juge de paix mais en pratique cela arrive, les juge de paix prennent une décision d'octroi de pension alimentaire mais pas de force jugée. Donc on applique mais on peut revenir sur la décision. Si le juge de paix est saisi par l'article 223 en dehors de toute demande en divorce, il est valablement saisi. Sa décision peut même intervenir après l'introduction de la demande en divorce. Cette décision sera exécutoire jusqu'au moment où intervient une décision du tribunal de première instance ou de son président. Même principe que pour l'article 221 pour les questions de procédure. Articles 1253^{ter} et s. : introduction par requête, le juge de paix rend une ordonnance susceptible d'opposition de la part du défaillant, recours pour celui qui a intérêt. Plus possibilité de modification ou de rétractation du même juge de paix si les

circonstances ont changé. Différent de ce que l'on vient de dire juste avant. Pas de MP, il ne dispose pas de services sociaux. Il est seul pour prendre ce type de mesures à l'égard des époux et des enfants. Pourrait-il recourir à des enquêtes sociales ? Utiliser les services sociaux du tribunal de première instance ? Il ne le fait pas et donc prend parfois des décisions à l'aveugle.

§ 5. Procédure sommaire d'injonction de payer

On enjoint le débiteur de payer une dette. Cette procédure n'a jamais donné grand-chose sur le terrain. On y recourt pratiquement jamais. Loi de 1987 modifie les dispositions des articles 1338 et s. mais malgré cela, elle est assez délaissée alors qu'elle est pleine de ressources. Il ne faut pas oublier depuis le règlement de 2006 de l'union européenne, cette mesure s'applique au niveau de l'Union européenne et donc elle devient plus courante. On demande à un débiteur de s'exécuter et s'il y a des problèmes, une procédure ordinaire pourra éventuellement suivre.

A. Conditions d'application

1) Conditions de fond

- La créance dont on demande le paiement doit être liquide. C'est-à-dire une créance dont le montant est déterminé et fixé cela ne veut pas dire qu'elle doit être en argent.
- La créance doit concerner une somme d'argent qui ne peut excéder 1860 euros. Si c'est une demande qui relève de la compétence spéciale du juge paix elle doit en outre ne pas excéder 1860 euros.
- Elle doit être de la compétence du juge de paix. Soit dans la compétence générale ou soit dans une compétence spéciale du juge de paix.
- La créance doit paraître justifiée par un écrit du débiteur. Pas nécessairement une reconnaissance de dette.
- Le débiteur doit avoir son domicile ou sa résidence en Belgique. On veut être sûr qu'il a bel et bien été prévenu de la procédure que l'on veut faire contre lui.

Accumulation de conditions de fond successives.

2) Conditions de forme

- Sommation de payer au débiteur. Je dois lui avoir envoyé une lettre recommandée ou lui envoyer une notification. Il faut que dans cette sommation de payer, je dois avoir mis moi créancier que s'il ne paie pas dans les 15 jours de cette sommation, je vais intenter une action dans une procédure d'injonction de payer.
- Si le débiteur ne paie pas, alors je peux moi créancier intenter l'action devant le juge de paix.

B. Procédure

1) La requête unilatérale

Le créancier introduit la requête avec certaines mentions prévues aux articles 1340 du code judiciaire. La requête doit être signée par un avocat. Elle est adressée au juge de paix. Il n'y a pas de débats contradictoires et le juge de paix statue sur pièce. Et rend une ordonnance. Soit le juge de paix accepte la demande soit il la refuse.

2) L'ordonnance

S'il accepte = il peut le faire totalement ou partiellement. L'hypothèse est celle où le juge de paix fait droit à la demande. Quel est alors l'effet de son ordonnance. Article 1342 : elle a les effets d'un jugement par défaut. Ainsi on donne à celui qui fait défaut la possibilité de faire appel ou de faire opposition. Le code judiciaire n'ouvre l'appel et l'opposition au seul débiteur.

S'il refuse = le créancier n'a pas le droit de faire appel ou opposition. Une ordonnance de rejet de la demande n'a pas autorité de chose jugée. Donc il n'y a pas jugement et donc pas de recours possibles. Il faut réintroduire la demande dans les formes ordinaires.

§ 6. Octroi de facilités de paiement

Un débiteur demande une facilité de paiement. Ne pas confondre avec l'injonction de payer. Et ne pas confondre avec la compétence que le juge de paix reçoit de l'article 591, 21° en matière de contrat de crédit. Cet article donne compétence au juge de paix pour toutes contestations en matière de contrat de crédit. C'est une compétence spéciale et non exclusive donc elle peut revenir au tribunal de première instance. Contrat de crédit = contrat le plus souvent des ventes, il n'y a pas de paiement immédiat et total mais il est échelonné. Ex : litige quant à l'exécution, l'objet ne correspond pas etc. que ce soit l'un ou l'autre, c'est le juge de paix qui est compétent spécialement. Il suit la procédure ordinaire et contradictoire avec un jugement ayant autorité de chose jugée.

C'est totalement différent des articles 1337bis à 1337octies du code judiciaire. Loi du 12 juin 1991 sur le crédit à la consommation = octroi de facilité de paiement.

A. Compétence spéciale

Les conditions sont tellement spécifiques, qu'on pourrait dire qu'il s'agit d'une compétence exclusive du juge de paix.

B. Questions de procédure

- Le débiteur doit avoir avant de saisir le juge de paix préalablement demander à son créancier par lettre recommandée des facilités de paiement qui lui ont été refusées.
- Le débiteur peut introduire une demande devant le juge de paix par une requête qui n'est pas unilatérale, elle est contradictoire. Cette requête doit contenir des mentions particulières. Il faut joindre une copie du contrat de crédit. Il doit aussi affirmer et déclarer qu'aucune demande relative au contrat de crédit lui-même est pendante (n'a été entamée).
- Les parties sont convoquées par le greffier. C'est donc bien une procédure contradictoire mais accélérée. Elle bénéficie de débats succincts : article 735 du code judiciaire.
- Le jugement rendu par le juge de paix est exécutoire par provision nonobstant appel. Donc exécutoire même si appel.
- Le greffier est tenu d'envoyer à la banque nationale une copie de tout jugement ou de tout arrêt lorsqu'ils sont coulés en force de chose jugée.

§ 7. Protection de la personne et des biens des malades mentaux

A. Compétence spéciale

Article 594 15° et 16° du code judiciaire. Ce n'est pas la même compétence et la même procédure que ci-dessus. Article 628, 3° protection des biens. C'est le juge de paix de la résidence ou du domicile de la personne à protéger. Article 565, 5° en matière de connexité, article 565, 1° n'est pas applicable. Comment se passe la procédure.

B. Questions de procédure

C'est une procédure contradictoire. Elle prévoit l'audition du malade. Les débats se passent en chambre du conseil. Une procédure accélérée est possible en cas d'urgence avec introduction du MP. On peut imaginer qu'une personne aie besoin d'une protection de sa personne immédiate. La procédure est celle d'une requête unilatérale. Il n'y a pas de véritable débat. Articles 1027 et suivants. Les présidents des tribunaux peuvent être saisis par requête sans débats contradictoires en état d'urgence.

SECTION 2 - COMPETENCES civiles DU TRIBUNAL DE POLICE

C'est une juridiction pénale dont les compétences les plus importantes sont la connaissance des contraventions. Il n'a jamais connu que ses compétences pénales jusqu'en 1994 où une loi de juillet lui donne une compétence civile. Elle insère dans le code judiciaire, l'article 601bis. Le législateur s'est dit que le tribunal de police tranchant les contraventions est par conséquent compétent pour gérer la suite au point de vue civil de la suite du litige. Ce sont les demandes relatives à la réparation

d'un dommage résultant d'un accident de la circulation. C'est évidemment révolutionnaire car cela fait entrer le tribunal de police dans la sphère des juridictions civiles d'exceptions.

il connaît de ces matières quelque soit le montant. Cela veut dire qu'il n'y a pas lieu à la compétence générale du juge de paix dans ces domaines. Même si inférieur à 1860 euros, cela reste de la compétence du tribunal de police. Le législateur a oublié de toiletter l'article. Il aurait dû mettre parmi les exceptions à la compétence générale du juge de paix, l'article 601*bis*.

Accident de la circulation = accident de voiture, motos, landau de bébé, piéton, vélos. La jurisprudence étend à tout ce qui bouge la circulation. On exclut les bateaux et les avions. Si on donne une interprétation aussi large cela ne fait que croître la compétence du tribunal de police.

Avant 1996, on se demandait si le tribunal de police peut connaître de l'action récursoire de l'assurance contre son assuré. Si accident de voiture et que je suis assurée, l'assurance va dédommager la partie adverse. Mais dans certains cas, il est prévu que l'assurance se retourne après contre son assuré notamment en cas de consommation d'alcool ou de drogues. L'assurance va donc faire une action récursoire contre moi.

La cour de cassation a dit oui en 1996. Etendue très large de la compétence.

Nature de la compétence = spéciale ou exclusive ? En 1997, la cour de cassation tranche en faveur de la compétence exclusive. Elle tient en échec la compétence ordinaire du tribunal de première instance. Dans le cas contraire alors déclinatoire de l'ordre public. La controverse qui précédait l'arrêt donnait l'argument suivant : article 565, 4^obis : inséré dans l'article 565 par la loi de 1994 qui donne la compétence au tribunal de police qui dit que dans l'ordre de préférence, le juge de paix doit être préféré au juge de police. Litispendance et connexité, il faut que les deux juges soient compétents. Ils ne peuvent pas être compétents à deux pour une compétence exclusive au sens fort donc quid de l'article. Ou trouvera-t-on la possibilité d'appliquer l'article 565, 4^obis ? L'idée du législateur n'était pas celle là sinon on aurait pas inventé cet article. S'il l'on tient pour exclusive au sens fort la compétence du tribunal de police l'article 565 n'a pas lieu d'exister.

L'appel est possible contre les décisions du tribunal de police toujours porté devant le tribunal de première instance. Ne pourrait-on pas appliquer l'article 577 qui dit que l'appel des décisions du juge de paix c'est soit commerce soit tribunal de première instance ? Non car pas de lien commercial.

Nous verrons plus tard lorsque nous verrons les juridictions d'appel que les décisions du juge de paix et celles du tribunal de police sont mises sur le même pied concernant le caractère appellable. Article 617. Quand la demande ne dépasse pas 1240 euros, la décision n'est pas appellable. Valable pour les décisions du juge de paix et pour les décisions du juge de police depuis 1994. Elles sont donc rendues en dernier ressort.

SECTION 3 - COMPETENCES DU TRIBUNAL DE COMMERCE

§1. Les compétences du tribunal de commerce

liées à la qualité des parties : les contestations entre commerçants relatives aux actes réputés commerciaux

A. La règle générale

- 1) La "qualité de commerçant"
- 2) Contestations "relatives aux actes réputés commerciaux"

B. Les correctifs

- 1) Dérogation *ratione summae*
- 2) Dérogation *ratione personae*

§ 2. Les compétences du tribunal de commerce liées à l'objet de la demande

A. Contestations sur lettres de change et billets à ordre

B. Contestations pour raison d'une société de commerce

§ 3. Compétence exclusive du tribunal de commerce: les faillites et concordats.

A. Notion (voir cours de droit commercial)

- 1) Conditions de la faillite (Art. 440 et sv. du Code de comm.)
- 2) Prononcé de la faillite
- 3) Effets principaux de la faillite

B. Compétence du tribunal de commerce

- 1) Compétence exclusive du tribunal de commerce
- 2) Etendue de cette compétence exclusive ?

SECTION 4 - COMPETENCES DU TRIBUNAL DU TRAVAIL

§ 1. Contentieux des relations du travail

A. Contestations relatives aux contrats de travail

B. Contestations relatives aux conventions collectives

§ 2. Contentieux de la sécurité sociale

A. Nature particulière de la compétence exercée

B. Particularités de procédure

§ 3. règlement collectif de dettes

CHAPITRE V . LES COMPETENCES PRESIDENTIELLES

SECTION 1 - Compétence présidentielle exercée au provisoire

§ 1. Règles et principes d'application commune à l'exercice des compétences présidentielles au provisoire

A. L'urgence

- 1) Portée de la notion
- 2) Contenu de la notion
- 3) Prolongement procédural de la notion

B. Le provisoire

1. Portée de la notion
2. Contenu de la notion

C. L'ordonnance présidentielle

1. Portée de l'ordonnance
- 2) Recours contre l'ordonnance

D. Domaine ouvert à l'action présidentielle

- 1) Les mesures d'instruction
- 2) Les mesures de sauvegarde et de conservation des droits
- 3) La protection des droits non douteux
- 4) L'allocation d'une provision

§ 2. Règles particulières propres à la compétence du président du tribunal de première instance statuant au provisoire

A. Prévalence de la magistrature présidentielle du président du tribunal de première instance

- 1) Principe
- 2) Limites

B. Extension de la magistrature présidentielle au provisoire

§ 2. Contentieux de la sécurité sociale

A. Nature particulière de la compétence exercée

Chômage, assurance maladie invalidité, pension, congé annuel, minimex etc. Toutes ces matières peuvent donner lieu à litige. Article 580 à 582. Ces matières sont de la compétence exclusive du tribunal du travail. Le procès que nous allons voir se dérouler est un procès très particulier. Il se déroule entre l'administration et un assuré social à propos d'une décision prise par l'administration. Ex : augmentation et diminution des allocations de chômage.

Cela est donné au tribunal du travail par le code judiciaire. Avant c'était des commissions administratives qui se chargeaient de cela. On lui demande de censurer l'action de l'administration et de lui substituer une autre décision. Nous avons l'auditorat du travail et celui-ci dispose de pouvoirs très étendus. Il est donc plus favorable d'en faire une compétence exclusive.

B. Particularités de procédure

Introduction de la demande : on introduit la demande devant le tribunal du travail par requête et non pas par citation. Cette requête est normalement déformalisée. Normalement les requêtes contradictoires doivent respecter les conditions et les mentions du code judiciaire mais ici dans l'article concernant la requête de la sécurité sociale, on détermine des conditions spéciales. Cette requête ne respecte donc pas l'article 1034ter. Il ne lui est pas imposé des mentions particulières et il n'y a pas de sanction de nullité si elle ne respecte pas ces mentions. Elle est donc déformalisée quand bien même serait-elle squelettique. Dans les faits, les juges doivent déterminer eux-mêmes quel est l'objet de la demande. Ce sont toutes des affaires communicables = il faut demander avant le jugement l'avis de l'auditorat du travail, article 764, 10° qui parle des affaires de sécurité sociale. Il est prévu dans l'article 138bis du c. jud. que l'auditorat du travail a dans ces matières un pouvoir de réquisition, d'instruction du litige (récolter et apporter les preuves). Normalement au civil, la charge de la preuve revient aux parties. Mais ici on veut aider l'assuré social et donc on permet à l'auditorat de se charger des preuves. Les fonctionnaires sont obligés de donner les informations et ils sont déliés de leur secret professionnel.

Article 1052 qui confère au MP un droit d'appel propre. Donc même s'il n'est pas partie au premier degré, l'auditorat peut faire appel contre la décision. Le délai d'appel commence à courir dès le moment du prononcé de la décision tandis que pour les parties c'est à partir de la signification (donc plus tard).

= 3 pouvoirs de l'auditorat du travail

§ 3. règlement collectif de dettes

Jusqu'en 2005 on en parlait pas et encore car les lois ne sont entrées en vigueur que le 1^{er} septembre 2007. Les tribunaux du travail sont donc devenus compétents en matière de règlement collectif de dettes. Avant 2007, ils étaient traités par le juge des saisies. Au départ la crainte était localisée car le

fait était qu'ils devraient faire face à une procédure à laquelle ils n'étaient pas habitué du tout. On considère que cette compétence est une compétence exclusive du tribunal du travail. On a du commencer par organiser des chambres spéciales à un juge au sein du tribunal du travail. Toute personne physique non commerçante domiciliée en Belgique peut faire une demande de règlement collectif de dette. Le tribunal du travail va dire qu'il admet (décision d'admissibilité) le règlement collectif de dette ou non. Il y a donc désignation d'un médiateur de dettes. A partir de ce moment là ; le médié se trouve dans la même situation qu'un failli et il ne peut pas gérer lui-même son patrimoine. Il y a une sorte de situation de concours entre les différents créanciers de cette personne. Le plan peut contenir des délais de paiement. Il est possible d'avoir un jugement d'accord entre les parties. C'est l'article 1043. L'accord acquiert l'autorité de chose jugée comme un jugement. On peut imaginer que cela échoue et donc sans plan amiable, le juge prend ses responsabilités et il y a aura un plan judiciaire. Il détermine donc le plan de remboursement. Finalement, le rôle du juge est fort important. Le tribunal du travail se trouvait en 2007 complètement démunit et se posait beaucoup de questions. Le rôle du juge est important dans ce sens que dans toutes les décisions qu'il prend, il doit assurer l'égalité entre les créanciers. Il doit contrôler le médiateur durant toute l'étude. Le médiateur doit faire des rapports au juge. Tout le temps que dure la médiation de dette, le juge est saisi en permanence. On peut aller devant le juge dès que l'on se trouve en difficulté.

CHAPITRE V . LES COMPETENCES PRESIDENIELLES

Le président a trois grandes catégories de pouvoirs et de compétences. Il est le chef de son tribunal, il est le chef de sa juridiction. Il a des compétences au provisoire et des compétences au fond. les trois présidents ne sont pas placé sur le même pied.

SECTION 1 - Compétence présidentielle exercée au provisoire

§ 1. Règles et principes d'application commune à l'exercice des compétences présidentielles au provisoire

Les conditions d'intervention des présidents sont l'urgence et le provisoire.

A. L'urgence

1) Portée de la notion

Elle va permettre aux présidents d'intervenir et leur permettre de rendre une ordonnance. Une controverse très importante s'est installée concernant la portée de la notion d'urgence. Certains disent que c'est une condition de compétence mais alors si elle vient à manquer, cela va se résoudre généralement par l'application de l'article 88 § 2. Ils pensent que sans urgence, la demande n'est pas recevable. Donc le président doit déclarer la demande irrecevable. Le président prendra ces mesures si les mesures sont encore urgentes au moment de les prendre. Cour de cassation en 1990 tranche. Le président doit se déclarer incompétent si l'urgence n'est pas démontrée par le demandeur. Si le président dit qu'elle ne se vérifie pas alors il doit déclarer la demande non fondée. Donc une partie va devant le président sans alléguer l'urgence, alors le président se déclare incompétent. Si la partie allègue l'urgence alors le président est compétent. Si par contre le président considère qu'il y a manifestement pas urgence alors il déclare la demande non fondée.

2) Contenu de la notion

On ne la définit nulle part alors le président apprécie souverainement l'urgence. Balance des intérêts en présence : quels sont les intérêts légitimes des deux parties et se demander ce qui est le moindre mal pour les deux parties. Si j'accorde les mesures, si ça tombe je vais créer un plus grand mal du côté de l'autre partie.

3) Prolongement procédural de la notion

Si c'est une simple urgence, la procédure se déroule en référé (débat contradictoire). On peut saisir en cas d'absolue nécessité, saisir le président par requête unilatérale. Le président statue en toute urgence sur pièce.

B. Le provisoire

1. Portée de la notion

Article 19 : jugements définitifs et jugements avant dire droit. Au sein de ceux-ci il y a les jugements d'instruction et les mesures provisoires que prend le juge. Un jugement définitif est un jugement par lequel le juge tranche une situation litigieuse. Avant dire droit = avant de rendre le jugement définitif. Le juge peut prendre des mesures.

RIEN SUIVIS Page 109

Au civil l'instance en cours doit être suspendue quand il y a sur les mêmes faits un procès pénal. C'est ce qu'on appelle « le criminel tient le civil en état ». On sait que les arbitres peuvent prendre des mesures urgentes mais on ne sait toujours pas si cela évince la compétence du président.

2. Contenu de la notion

C. L'ordonnance présidentielle

1. Portée de l'ordonnance

Présumée être la vérité légale. Cette force probante, l'ordonnance présidentielle ne l'a pas. Elle n'a pas non plus la force décisive. Quand le juge a rendu sa décision il en est dessaisi.

Voir syllabus rien suivis

2. Recours contre l'ordonnance

Si une partie fait défaut, elle peut faire opposition et toute partie peut interjeter appel. Article 1039 al. 2 on ne parle que des ordonnances rendues en référé et la partie qui a fait défaut et qui fait opposition ne peut pas faire aussi appel. En réalité il énoncer une règle applicable à tous les jugements et tous les jugements rendus par défaut. Celui qui fait défaut peut faire opposition mais ne peut pas en même temps faire appel. Il peut par contre ne pas faire opposition et faire appel directement. Si le demandeur n'est pas content de l'ordonnance rendue peut faire appel. Cet appel est porté devant la cour d'appel ou devant la cour du travail statuant au provisoire. L'intervenant peut être celui contre lequel les mesures sont demandées. Le terme utilisé à l'article 1033 n'est pas valable car ici par hypothèse il n'est pas défaillant car il n'est même pas appelé c'est donc une tierce opposition. L'article ne consacre pas une opposition au sens strict. Le tiers peut faire opposition selon les règles prévues pour la tierce opposition. Celui contre lequel les mesures ont été prises et qu'il n'a pas été partie à la cause alors il peut faire opposition mais tierce.

D. Domaine ouvert à l'action présidentielle

1) Les mesures d'instruction

Les présidents peuvent en cas d'urgence ordonner tout constat et toute expertise même en y comprenant l'estimation du dommage et la recherche de ses causes. Article 584, 4° les présidents peuvent ordonner l'audition d'un ou de plusieurs témoins en vue d'une contestation future. Ce sont des mesures d'instruction, pour apporter la preuve. Mesures d'instruction ordonnées par le président sont différentes de l'article 19 al. 2 : nous sommes dans l'avant dire droit. Le juge du fond peut en cours de procès ordonner une expertise. Ici c'est différent de l'article 584, 2° et 4°. Ici c'est le président qui prend la mesure. Le procès est déjà pendant et même pour un procès éventuel futur. Je peux aller chez le président demander une enquête et une expertise. Ce sont des mesures d'instruction pour le futur. Il faut prouver l'urgence de la situation. Ex j'ai acheté des marchandises périssables, quand elles arrivent elles sont périmées, et je demande au président une expertise comme si un jour un litige éclate entre le fournisseur et moi, je pourrai utiliser les résultats de l'expertise.

2) Les mesures de sauvegarde et de conservation des droits

Article 584, 3° : mesures nécessaires à la sauvegarde des droits et de leurs conservations. On ne touche pas aux droits, on prend des mesures pour les conserver. Ex : une société commerciale ne se gère plus convenablement, il y a un blocage au niveau des organes sociaux. Le président du tribunal de commerce peut désigner des administrateurs provisoires à la demande de quelqu'un. Cela est fait pour sauvegarder une situation. Il peut même ordonner l'arrêt des travaux. Le président va se voir reconnaître un pouvoir beaucoup plus étendue. Arrêt de la Cour de cassation on trouve l'expression que le président peut aller jusqu'à ordonner des mesures pour protéger des droits non douteux ou douteux et prendre des mesures qui peuvent être des injonctions positives ou négatives. Le président ne se contente pas de mesures de pure sauvegarde. Contrat entre parties mais une des parties n'exécute pas les clauses du contrat. L'autre partie pour se protéger peut s'adresser au président pour qu'il ordonne des mesures. On ordonne à l'autre partie l'exécution en nature. Ex : contrôler l'usage d'un droit de rétention (Je retiens mes propres obligations parce que l'autre ne remplit pas les siennes). Si quelqu'un a appliqué son droit de rétention, l'autre pourrait aller devant le président et demander de contrôler ce droit. En cas de problème d'exécution, l'autre partie peut

aller demander certaines mesures au président. Notamment a propos de la dissolution et de la résiliation du contrat. Il y a un véritable phénomène de privilège du président.

3) La protection des droits non douteux

En référé, le président peut-il suspendre l'exécution jusqu'à ce qu'une décision soit prise ou que des appels soient formés ? Pendant longtemps, on répondait non. Il n'est pas question que le juge des référés intervienne pour des actes d'administration. La seule exception que la doctrine et la jurisprudence ont acceptée est lorsque la décision de l'administration est une voie de fait. C'est-à-dire violer complètement le droit d'autrui. Ex : prendre le bien d'autrui sans avoir respecté les dispositions prévues pour l'expropriation pour cause d'utilité publique. Donc pas d'action en référé devant le président pour suspendre une décision de l'administration. En 1980, des arrêts de la Cour de cassation sont rendus et ils donnent de plus en plus de pouvoir aux juridictions judiciaires. Quand l'acte administratif est entaché d'illégalité apparente alors on pourrait aller devant le président du tribunal de 1^{ère} instance afin de suspendre la décision ou de prendre des mesures provisoires en attendant que l'administration se repenche sur la question. Ex : on avait saisi des chevaux chez quelqu'un parce qu'ils étaient mal nourris. Le procureur du roi en a ordonné la vente. La propriétaire va saisir le juge des référés pour suspendre la force exécutoire de la décision jusqu'au moment où un juge du fond tranche la question au fond.

Les contestations qui mettent en cause des droits civils sont exclusivement du ressort du pouvoir judiciaire. Ces décisions administratives mettent en jeu des droits civils et donc peut-on les détourner de leur juge naturel qu'est le juge judiciaire. Droit des étrangers = on sait que l'administration prend souvent des décisions administratives. Le juge des référés pourrait suspendre la force exécutoire de ces mesures ? Le référé judiciaire a encore sa place dans le droit des étrangers. Article 144 et 145 de la Constitution et articles de la CEDH.

4) L'allocation d'une provision

Le versement d'une somme d'argent en attendant. Dans l'article 19 al. 2 on a toujours permis l'allocation d'une provision au juge du fond. On est devant le tribunal du travail et on est certain d'une responsabilité. Article 584 : puis-je aller demander au président l'allocation d'une provision ?

Très majoritairement, la doctrine et la jurisprudence acceptent le référé provision au provisoire. Il faut évidemment prouver l'urgence.

RIEN SUIVIS ENCORE !!!

§ 2. Règles particulières propres à la compétence du président du tribunal de première instance statuant au provisoire

A. Prévalence de la magistrature présidentielle du président du tribunal de première instance

1) Principe

2) Limites

B. Extension de la magistrature présidentielle au provisoire

Il faut entendre par dissolution du mariage, la décision du divorce passé en force de chose jugée ... entre le moment de l'introduction de la demande en divorce pour DDI jusqu'au moment où la décision de divorce est passée en chose de force jugée, le président dispose d'une saisine permanente. C'est pour aider les justiciables et leur permettre de retourner devant le président selon une version simplifiée. Il ne faut pas recommencer avec un acte introductif d'instance, il suffit d'un dépôt de conclusions au président. Il est donc à nouveau saisi et peut prendre des mesures provisoires.

Article 1280 : est-ce véritablement du provisoire dans le même sens que l'article 584. Dans l'article 584 ça veut dire que l'ordonnance n'a pas l'autorité de chose jugée alors que dans l'article 1280 ce n'est pas le même sens ; si pas autorité de chose jugée alors quand le tribunal se prononce sur le divorce, il peut prendre d'autres mesures même si les circonstances n'ont pas changées.

SECTION 2 - COMPETENCES PRESIDENTIELLES AU FOND

§ 1. Compétences particulières au fond reconnues au président du tribunal de première instance

- A. Article 587 (1°, 2° et 3° du C. jud.)
- B. Article 1372 et sv. du Code judiciaire
- C. Articles 215 § 1er et 216 du Code civil

§ 2. Actions en cessation

- A. Champ d'application
- B. L'action en cessation

1) Nature de l'action

2) Titulaires de l'action

3) Procédure **Error! Bookmark not defined.**

4) Jugement **Error! Bookmark not defined.**

COURS DU 28/10

SECTION 2 - COMPETENCES PRESIDENTIELLES AU FOND

§ 1. Compétences particulières au fond reconnues au président du tribunal de première instance

La décision rendue va avoir autorité de chose jugée. Lorsqu'il y a un litige entre époux concernant l'immeuble de résidence principale, lorsque l'époux veut exercer une certaine profession et l'autre pas etc. ce sont normalement de la compétence du tribunal de première instance mais en cas d'urgence, les parties peuvent saisir le président. Il statuera au fond et sa décision aura autorité de chose jugée comme la décision rendue par le tribunal de première instance.

- A. Article 587 (1°, 2° et 3° du C. jud.)
- B. Article 1372 et sv. du Code judiciaire
- C. Articles 215 § 1er et 216 du Code civil

§ 2. Actions en cessation

- A. Champ d'application

Loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce. En gros on peut dire que cette loi consacrait la compétence du président du tribunal de commerce pour faire cesser des actes de concurrences déloyales. Cette compétence lui est attribuée au fond. Dans les années 90 on voit arriver une série d'action en cessation dans d'autres domaines et au profit des trois présidents et pas uniquement le président du tribunal de commerce. La liste du syllabus n'est pas exhaustive. Aujourd'hui il y a environ entre 30 et 40 actions en cessation. Quelle est la technique et la procédure de toutes ces actions en cessation.

- B. L'action en cessation

1) Nature de l'action

Le président peut en connaître selon les règles du référé. La décision aura la même autorité que les autres décisions donc pleine autorité de chose jugée. On cumule tous les avantages, célérité du référé et on a l'avantage d'obtenir une décision ayant autorité de chose jugée. Le président statue comme en référé mais statue au fond.

- 1) domaine des pratiques commerciales : repris dans la loi du 14 juillet 1991 qui complète la loi de 1971.
- 2) Loi du 10 mai 2007 destinée à lutter contre toutes les formes de discrimination. (race, sexe etc.) l'action en cessation est possible devant le président du tribunal.

On porte un acte ou un comportement que l'on estime illégal et on lui demande de le faire cesser. Le président ne peut que faire cesser et ne peut pas condamner à des DI. Elles sont considérées comme

des compétences exclusives au sens fort qui tient en échec la compétence ordinaire du tribunal de première instance.

2) Titulaires de l'action

Personne prévue par le législateur, ce sont des actions attitrées. Ouvertes à certaines personnes prévues par la loi. Ces actions en cessation sont toujours des actions attitrées. Donc, la victime du comportement mais également des groupements, des associations qui par le statut poursuivent les buts que l'on veut protéger. Ce sont des actions collectives. La notion d'action collective déroge au principe par lequel il est normalement nécessaire d'avoir un intérêt et se trouver dans une action personnelle. Si on admet les actions collectives, on déroge à ce principe. Ex : les lois sur les discriminations prévoient que l'action en cessation est ouverte à des groupements qui défendent les intérêts mis en œuvre par la loi. Pour pouvoir agir en justice eux-mêmes, ils doivent répondre à des conditions particulières : représentation – ancienneté – nombre de membres – personnalité juridique etc. L'action collective comme telle n'est pas reconnue en Belgique sauf si la loi le prévoit expressément comme ici.

3) Procédure

Ces actions sont formées selon les formes du référé. Introduction par citation et non pas par requête. Il y a un délai de citation abrégé qui passe de 8 jours à 2 jours. Si la loi le prévoit on pourrait le faire aussi par requête. Toutes ces procédures sont certainement accélérées mais elles demeurent contradictoires. La première décision est exécutoire. Le gagnant peut faire exécuter la première décision nonobstant tout appel. Celui qui le fait exécuter le fait, à ses risques et périls. Le jugement est exécutoire donc la partie qui exécute ne devra pas verser de caution dans le cas où le jugement serait renversé. Elle ne donne pas de somme en garantie. L'ordre de cessation peut être accompagné d'une astreinte. Tout juge peut assortir sa décision d'une astreinte. Le président peut ordonner la publicité de son jugement. Les nouvelles lois du 10 mai 2007, en matière uniquement de discrimination, le législateur fait un pas supplémentaire en disant que le président peut accorder à la victime de discrimination, un forfait expressément prévu par le texte. Les conditions d'octroi doivent évidemment être respectées par le président. Cela n'empêche pas la victime de réintroduire une procédure selon la procédure ordinaire au principal.

4) Jugement

Lorsque ces jugements ne sont pas observés par la partie à qui on a demandé de cesser le comportement, on peut appliquer une sanction pénale. « Le criminel tient le civil en état » ne joue pas. Toute instance civile doit être suspendue dans l'attente de la décision au pénal. Ici c'est le civil qui tient le pénal en état aussi longtemps qu'une action en cessation est pendante devant le président, aucune décision pénale ne peut être rendue sur ces mêmes faits. Finalement c'est le juge civil qui décide de la légalité ou non de l'acte ou du comportement.

CHAPITRE VI . COMPETENCES DES JURIDICTIONS D'APPEL

SECTION 1 - PRINCIPES DE DETERMINATION DES COMPETENCES DES JURIDICTIONS D'APPEL

Cour d'appel – les Cours du travail – tribunal de première instance et de commerce comme juge d'appel des décisions rendues par le juge de paix.

§ 1er. Compétence d'attribution

Comment fixer la compétence matérielle des juridictions d'appel ? Pour connaître le juge d'appel il faut connaître le premier juge. Si nous sommes en présence de jugements du tribunal de première instance ou du tribunal de commerce, le juge d'appel est la cour d'appel. Si jugement du tribunal du travail, le juge d'appel est la cour d'appel. Si ordonnance présidentielle du tribunal de première instance ou de commerce, le juge d'appel est la cour d'appel si ordonnance présidentielle du tribunal du travail alors cour du travail.

Exception : lorsqu'il s'agit de savoir quel est le juge d'appel d'une décision rendue par le juge de paix, le fait de le savoir n'est pas suffisant. Il faut en outre faire référence à la nature du litige. Si le litige est de nature civile alors tribunal de première instance et si de nature commerciale alors tribunal du commerce. Article 577 : l'appel des décisions rendues en première ressort du juge de paix sur les contestations entre les commerçants sur des actes réputés commerciaux sont portés devant le tribunal de première instance. Le bail commercial est de la compétence spéciale du juge de paix quelque soit le montant. Quel est le juge d'appel ? Certains considèrent que par l'article 577 al.2 le tribunal d'appel compétent est le tribunal de première instance car on n'est pas dans la définition de l'article 577. D'autres disent qu'il faut savoir si le litige est de nature commerciale ou non et si oui alors le juge d'appel est le tribunal de commerce.

Jurisprudence de la Cour de cassation : La cour de cassation donne raison à la deuxième hypothèse. On veut donner une interprétation extensive à l'article 577 al.2. Le 19 avril 2002 elle rend un arrêt au terme duquel elle considère que le juge d'appel doit analyser sa compétence non seulement au regard de la juridiction du premier degré mais aussi en analysant l'objet du litige. Selon la doctrine classique pour savoir si la cour d'appel est compétente, elle doit regarder quel est le juge précédent, juge du tribunal de commerce donc compétente. Elle doit quand même regarder l'objet social et parfois cela se révèle être de la compétence d'un autre juge d'appel.

§ 2. Compétence ratione loci (territoriale)

On n'applique pas les articles 624 et s. cela dépend uniquement de la localisation de la première juridiction.

§ 3. Compétences spécifiques des Cours d'appel

A. Compétence de la Cour d'appel pour connaître de certaines "demandes"

Ce sont les juges d'appel des tribunaux de première instance et de commerce. Elles ont cependant des compétences spécifiques. La cour d'appel peut connaître de certaine demande. Ce ne sont pas des recours mais des demandes portées en premier degré devant elles. Action en déchéance de nationalité (article 604), faillite (article 605) + article 606. Ce sont des demandes portées directement devant la cour d'appel. Pour ces affaires la, la cour d'appel va trancher et pas d'appel ne sera possible le seul truc qui reste est le pourvoir en cassation.

- B. Compétence de la Cour d'appel pour connaître de recours formés contre d'autres décisions que celles émanant de juges du pouvoir judiciaire

Article 145 de la Constitution. Article qui est essentiel pour faire le départage entre les attributions du pouvoir judiciaires et les attributions du pouvoir administratif. L'article 603, 4° dit qu'il faut former appel contre les décisions des gouverneurs de province en matière de réparation des dommages causés par des calamités publiques, sera traité par la Cour d'appel. Article 602, 5° vise les décisions rendues par le collège des bourgmestres et échevins en matière électorale, l'appel est porté devant la cour d'appel.

Toutes les compétences des juges d'appel sont d'ordre public que ce soit des compétences matérielles ou territoriales (TUYAU). Il s'agira toujours de déclinatoire de compétence d'ordre public. Compétence territoriale ou matérielle. Cela veut dire que le juge d'appel doit soulever d'office le déclinatoire. Elle pourrait le soulever pour la première fois devant la cour de cassation.

Pas de litispendance et de connexité car il faut comme condition des juridictions au premier degré pas accepté en degré d'appel.

PAS SUIVIS PENDANT 10 min

SECTION 2 - principes et règlement des conflits sur la compétence des JURIDICTIONS d'appel

- § 1. Absence de juridiction connaissant de tout appel
- § 2. Inapplicabilité au niveau d'appel des dessaisissements avec renvoi pour cause de connexité ou de litispendance
- § 3. Déclinatoires de compétence

REMARQUE :

- 1) Si le juge d'appel estime qu'était compétent au premier degré un juge dont il est le juge d'appel, il statue au fonds (application de l'article 1068)
 - Tribunal de première instance se déclare compétent et donc statue au fond. elle garde l'affaire et tranche au fonds. Si est compétent au premier degré un juge dont elle n'est pas le juge d'appel (juge du tribunal du travail ou juge de paix) SUPER TUYAU
 - Le tribunal de commerce se déclare incompétent, il renvoie l'affaire au tribunal du travail. Si appel contre la décision d'incompétence et du fonds, je vais devant la juridiction d'appel compétente pour la juridiction du renvoi donc Cour du travail.
- 2) Si le juge d'appel estime qu'était compétent en premier degré un juge dont il n'est pas le juge d'appel alors il renvoie au juge d'appel compétent (application de l'article 643)

SECTION 3 - CONDITIONS RENDANT APPELABLE UNE DECISION (RESSORT)

- § 1. Notion et principe
- § 2. Portée du critère déduit de la valeur de la demande jugée (taux du ressort)
 - A. Principe

B. Modalités et dérogations

§3. Limite et inapplicabilité du critère déduit de la valeur de la demande jugée

A. Limite du critère

B. Inapplicabilité du critère

SECTION 3 - CONDITIONS RENDANT APPELABLE UNE DECISION (RESSORT)

§ 1. Notion et principe

La décision doit par nature être susceptible d'appel. La voie de l'appel est ouverte très largement. Il faut donc un texte exprès pour empêcher l'appel. Si on ne dit rien alors la décision est susceptible d'appel. Ex : dispositions en matière de mesures d'instruction, un jugement qui ordonne une descente sur les lieux ou une comparution personnelle des parties, alors ces jugements ne sont pas susceptibles d'appel.

Limitation de l'appel = article 642. Les parties ne peuvent pas appel, l'appel est réservé au procureur général. L'appel n'est donc pas interdit, il est juste limité.

Ressort = caractère appealable d'un jugement. Le montant ou la valeur sert à deux choses différentes. Soit déterminer la valeur du litige pour fixer la compétence matérielle des juges du premier degré. L'article 9. Mais ici la valeur vient ici dire si le jugement qui est rendu au premier degré est ou non appealable (1240 euros). Article 617 : on distingue selon si les juges sont rendus par le tribunal de première instance et le tribunal de commerce et les jugements rendus par le tribunal de police et le juge de paix.

Si les jugements ne dépassent pas 1240 euros, ils sont rendus en dernier ressort. Si le jugement rendu par le juge de paix concerne une demande inférieure à 1240 euros alors pas d'appel. Si par contre la décision est rendue par le tribunal de première instance alors ce jugement ne sera pas appealable si la valeur est inférieure à 1860 euros. Le montant qui est pris en compte pour déterminer le ressort n'est pas le montant alloué par le juge. Ce n'est pas la valeur qui se trouve dans le jugement, c'est la valeur de la demande. Si par exemple le jugement condamne à des DI, il ne faut pas regarder le montant de ces DI, il faut regarder ce qui était le montant de la demande des parties. Le législateur a voulu éviter que le juge puisse lui-même influencer le caractère appealable de la décision. Le ressort est déterminé par le montant alloué dans les dernières conclusions. Pourquoi pas la valeur dans l'acte introductif d'instance ? Parce que s'il y a des demandes additionnelles alors cela fausse le montant. Il faut que ce soit véritablement le reflet du litige. Pour le reste, l'article 618 dit qu'on peut appliquer les articles 557 et suivants.

Quand la valeur est indéterminée :

Pour fixer la compétence matérielle, on fait application de l'article 592. Ici, la contestation est jugée en premier ressort. C'est toujours appealable. Si un premier jugement est rendu et que la demande ne portait pas sur un montant de somme comme par exemple l'exécution d'une prestation alors ce jugement est rendu en premier ressort et il est toujours appealable. C'est la valeur qui se trouve dans l'acte introductif d'instance mais s'il y a modification de la demande par des demandes additionnelles alors on tient compte de la valeur au sein des dernières conclusions.

Comment calculer le ressort ?

Si existence de demande reconventionnelle ou en intervention = articles 620 et 621.

Demande reconventionnelle = ce jugement est-il appealable ? S'il y a un lien entre les deux demandes alors on cumule les deux montants. Pour voir si on arrive au taux du ressort.

Demande en intervention =

Demande agressive = elle postule une condamnation forcée ou volontaire. La distinction fondamentale ici est la distinction entre agressive et conservatoire.

Demande en intervention agressive volontaire ou forcée = même règle que pour les demandes reconventionnelles. Si les demandes en intervention ont les mêmes fondements que la demande principale alors on cumule les deux montants. Si cette intervention agressive ne présente pas de lien avec la demande principale alors les deux demandes sont traitées séparément. Ex : maître de l'ouvrage qui attaque en justice l'entrepreneur pour malfaçon et réclame un montant déterminé. L'entrepreneur fait venir à la cause l'architecte estimant qu'il est responsable pour partie de cette malfaçon. C'est une intervention forcée agressive.

Les demandes en intervention conservatoire n'ont pas de valeur propre. L'intervention conservatoire suit pour le ressort le sort de la demande principale. Article 621.

§ 2. Portée du critère déduit de la valeur de la demande jugée (taux du ressort)

A. Principe

B. Modalités et dérogations

§3. Limite et inapplicabilité du critère déduit de la valeur de la demande jugée

A. Limite du critère

Article 619 : quand la valeur est indéterminée. On ne sait pas faire de calcul et donc toutes les décisions sont appelables lorsque la valeur n'est pas déterminée.

Parfois les critères ne sont pas appliqués du tout. Lorsque le montant est déterminé alors parfois on ne respecte pas l'article 617. Il y a des litiges toujours appelables quelque soit le montant. Ils doivent évidemment être susceptibles d'appel.

- Tous les jugements rendus par les tribunaux du travail sont appelables quelque soit leur montant pour autant qu'ils soient susceptibles d'appel.
- Article 1253 quater : toutes les décisions rendues par le juge de paix sont appelables
- Les jugements rendus par le tribunal de première instance en matière fiscale sont toujours appelables.

Ce sont des litiges très importants pour le justiciable et donc on veut lui garantir la voie de l'appel quelque soit le montant du litige.

B. Inapplicabilité du critère

CHAPITRE VII. COMPETENCES DE LA COUR DE CASSATION

SECTION 1 - LA COMPETENCE NORMALE DE LA COUR : LA CASSATION

§ 1. Conditions du recours en cassation

C'est un recours extraordinaire. Ne peut pas être mis en œuvre en tout état de cause. Ne suspend pas la force exécutoire du premier jugement. L'article 608 donne les conditions du recours en cassation.

La cour de cassation connaît des décisions rendues en dernier ressort pour violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité.

Décision rendue en dernier en ressort = ou bien une décision appel ou bien une décision rendue en premier et dernier ressort (on ne pouvait pas faire appel soit parce qu'elle n'était pas susceptible d'appel ou parce qu'elle n'était pas appellable). C'est différent de la décision coulée en force de chose jugée.

§ 2. La nature de la censure de cassation

§ 3. Les causes de la censure de cassation

A. Identification des causes de censure

1) "Contravention à la loi"

La décision peut avoir appliqué une mauvaise règle de droit soit tout en ayant appliqué la bonne règle, il y a eu une mauvaise interprétation.

2) "Violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité"

Forme substantielle : la forme n'est pas exigée quelque part mais elle tient à la substance même à l'acte de jugement. On ne peut même plus dire qu'il y a eu un acte de juger. Le cas le plus fréquent est la violation du principe du contradictoire. Il y a des formes prescrites à peine de nullité dans les textes. Dans ce cas, elle renvoie à une autre juridiction de même nature et de même rend. En respectant la loi et les formes. Si casse un arrêt d'une cour d'appel, elle renvoie à une autre cour d'appel.

B. Classification des vices donnant ouverture à cassation

1) Error in judicando

2) Error in procedendo

SECTION 2 - LES COMPETENCES PARTICULIERES DE LA COUR DE CASSATION

A. Annulation d'actes à raison d'excès de pouvoir

B. Pourvoi dans l'intérêt de la loi

Il y a de manière flagrante une contravention à la loi ou une violation de forme mais aucune des deux parties ne se pourvoit en cassation. Pour éviter de laisser cela dans la jurisprudence, on autorise le procureur général près la cour de cassation à saisir lui-même la cour de cassation.

B. Demandes de dessaisissement

La cour de cassation peut désaisir l'entière d'une juridiction et en saisir une autre qui ne sera donc pas territorialement compétent. Quand une juridiction dans son entier présente des signes qu'elle pourrait ne pas être impartiale (art. 648 et s) la cour de cassation peut la désaisir. C'est une véritable compétence au fond parce qu'elle doit se poser la question sur le litige au fond.

C. Demandes en règlement de juge

Compétence au fond de la cour de cassation. Ce sont deux décisions contradictoires passées en force de chose jugée mais émanant de deux juridictions judiciaires. Il y a eu à un règlement de juge par la cour de cassation.

E. Prise à partie

F. Compétences en matière disciplinaire

Articles 410 et s mais ces compétences sont fortement diminuées. Avant elle était compétente pour sanctionner les avocats. L'autorité disciplinaire actuellement compétente n'est plus la cour de cassation depuis 2006 mais la cour d'appel sauf s'il s'agit d'un magistrat de cour d'appel, cour du travail et cour de cassation alors c'est la cour de cassation qui est compétente.

G. Règlement des conflits d'attribution

Article 158 de la constitution. Il y a conflit d'attribution lorsque l'on se trouve en face de deux décisions passées en force de chose jugée (les voies de recours ne sont plus possibles), contradictoires et émanant de deux pouvoirs différents (pouvoir judiciaire et pouvoir administratif, généralement le CE).

H. Jugement des ministres

Jusqu'en 1998, maintenant c'est la Cour d'appel.

DEUXIEME PARTIE : LA PROCEDURE CIVILE

Le droit judiciaire privé et la procédure civile ont une sale réputation. La matière elle-même est difficile. Le droit judiciaire est le droit qui donne accès à d'autres droits. Lorsque l'on abuse des règles de procédure alors cela devient un droit mesquin et la procédure sort de son rôle. On s'en sert à contre emploi. Ne jamais confondre : les procéduriers. Les procéduriers abusent des règles de procédure pour emmerder le monde. Loi du 26 avril 2007 modifiant le code judiciaire en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire. L'arriéré judiciaire est le problème des lenteurs de la justice civile et pénale. Le droit judiciaire permet d'agencer la pratique quotidienne. L'examen sera une question transversale qui nécessite de reprendre plusieurs parties du cours pour répondre.

L'examen : 4 questions sur le cours magistral identiquement cotées + une question sur les exercices pratiques.

CHAPITRE I - L'ACTION ET LA DEMANDE

SECTION 1. LE DROIT D'ACTION

§ 1. Définition et caractères

Définition

Le code judiciaire donne quelques éléments par rapport aux caractéristiques du droit d'action mais pas de définition. Article 17 et 18. Le code n'est pas un endroit pour faire des définitions ou des théories générales. Le droit d'action se définit comme le droit d'en appeler au juge afin d'attendre de lui qu'il se prononce par application des règles de droit sur la prétention qui lui est soumise. Le système de Common Law se subdivise en deux : le Common Law et l'Equity. Chez nous, le juge judiciaire ne peut jamais s'écarter des règles. Le code de procédure civile français autorise les parties (justiciables) à confier au juge, la tâche de se constituer comme amiable compositeur. Cela lui permet d'écarter les règles de droit et de traiter en fonction des habitudes. Chez nous, le droit d'action en justice permet uniquement d'amener sa prétention en justice pour qu'elle soit traitée.

Caractères

1) L'action est l'objet d'un droit

L'action est un droit subjectif autonome. C'est un droit = comme les autres parce qu'il est garanti. C'est un droit de nature processuel. Le droit d'action est un droit que tout le monde a d'accéder à un tribunal pour lui soumettre le litige qui m'oppose à telle ou telle personne. Ce droit d'accès à un tribunal est garanti car c'est un droit

fondamental de la personne humaine. La convention européenne des droits de l'homme dans son article 6 est l'article le plus souvent invoqué en justice. On y est souvent confronté. Il énonce les droits de l'homme en procès. Le tout premier est le droit d'avoir un tribunal quand j'ai un problème. La meilleure preuve est que quand l'appareil de justice disfonctionne, l'Etat est responsable des dégâts et des dommages qu'il cause. L'Etat est responsable sur base de l'article 1382. Lorsqu'un juge, juge mal, il engage la responsabilité de l'Etat. Arrêt du 28 septembre 2006, la cour européenne condamne l'Etat législateur. Le fait d'avoir de l'arriéré judiciaire peut causer des pertes à un justiciable. Le temps de l'enquête lui prend son argent. Le droit d'action est un droit subjectif d'une valeur fondamentale. Ce droit est protégé.

2) Le droit d'action est un droit autonome

Il est autonome d'une part du droit subjectif matériel mais aussi autonome de la demande. L'action est un droit subjectif mais la demande est le support concret de l'information. La meilleure preuve : si on fait une demande en justice qui est entaché d'un vice de procédure. Ex : la citation est nulle pour vice de forme ou la demande en justice est irrecevable parce que je n'ai pas intérêt ou capacité. La demande sera rejetée mais je peux dès le lendemain invoquer une autre demande mieux formulée. C'est le même droit d'action ! Mon droit d'action ne décède pas, je le conserve. Pour autant que la prescription ne soit pas atteinte, je peux formuler une nouvelle demande. Autorité de la chose jugée = elle s'applique uniquement à ce qui a été jugé sur la base de la demande en justice. Le juge condamne A à payer à B telle somme sur base de telle ou telle justification. Rien n'empêche de revenir devant ce même juge en invoquant le même droit d'action mais en formulant une autre demande. Je peux agir contre quelqu'un d'autres ou je demande autre chose. Par exemple la résolution du contrat. Ou alors je donne un autre fondement. Il n'y a pas autorité de la chose jugée et donc cela est valable. Les juridictions administratives sont hors course concernant les droits subjectifs nous dit la constitution. Le droit d'action peut s'éteindre mais mon droit peut survivre. Ex : je peux agir en nullité, j'ai un délai de 10 ans. Si on laisse expirer la prescription, on perd le droit d'agir en justice. Mais si au bout de 15 ans, le co contractant veut faire une exécution de cette convention, on peut soulever une exception. Le droit subjectif survit au droit d'agir en justice pour obtenir le droit d'action. Quand j'agis en justice, je peux perdre. J'ai un droit d'action mais je peux me faire entendre dire que mon droit d'action est valable mais ce que j'avance ne l'est pas. Le droit d'agir en justice ne me permet pas d'en abuser. J'agis alors de manière téméraire et vexatoire. Lorsque j'abuse de mon droit d'agir en justice, je dois rendre des comptes. Article 1382 du code civil, j'introduis contre mon voisin une action abusive et mal fondée. Je perds mais je m'entends dire que j'ai abusé de mon droit de justice et alors je dois des DI. Article 780bis du code judiciaire introduit par la loi du 26 janvier 2007 : on peut dissuader les loufoques les fantaisistes et les méchants. Le juge qui constate un abus du droit d'action en justice peut le condamner à des DI envers l'adversaire mais peut aussi le condamner civilement à une peine d'argent. On voit la différence entre le droit d'action autonome et le droit que j'invoque.

§ 2. Conditions de l'action

La condition de capacité

Le code n'en parle pas. C'est une condition qui s'est déduite de la doctrine et de la jurisprudence. Pour être titulaire d'un droit, il faut être capable. La capacité juridique se subdivise en deux : capacité de jouissance et capacité d'exercice. Je dois avoir la capacité comme condition d'existence du droit d'action.

1° La capacité comme condition d'existence du droit d'action

Je dois exister. Je dois être né vivant et viable alors j'ai un droit d'action. Arrêt perruche. Le diagnostic prénatal aurait pu démontrer que cet enfant serait né malade et handicapé. Il agissait lui-même pour se plaindre du seul fait d'être né. Il se plaint de sa naissance et reproche au médecin de l'avoir mis au monde. Il aurait voulu ne pas naître. Si Nicolas Perruche, il n'aurait pas eu d'action en justice. Dans les années 60, on construisait un barrage et des ouvriers étaient tombés dans l'eau. Un homme a sauté pour les sauver mais il en est mort. Le président de la république a accepté de marier un mort avec un vif. La fille était enceinte. Mais alors le mariage est posthume. Cette dame a agi en justice au nom de son enfant alors que celui-ci n'était pas né et viable. Elle agissait pour son enfant. On retient l'idée que l'on a une action en justice que si l'on est né vivant et viable. Si je suis une personne morale, je ne peux agir en justice que si je reçois de la loi la personnalité juridique ou bien si je me suis créée en adoptant les formes prévues par la loi. Ex : les ASBL. Revendication pour certains groupements qui voudraient agir en justice sans avoir de personnalité juridique. Les syndicats ne veulent pas de personnalité juridique pour avoir une liberté d'action syndicale mais par contre, de part leur rôle syndical de protection des travailleurs, ils auraient voulu pouvoir agir en justice. Article 5 de la convention collective de travail, les syndicats peuvent agir en justice.

2° La capacité comme condition d'exercice du droit d'action

C'est un mécanisme que l'on connaît grâce au droit de la famille. Il faut avoir la capacité d'exercer un droit soi-même. Le mineur ne peut pas agir lui-même en justice. Il n'a pas la capacité d'exercice. Cette capacité est déportée sur une autre personne du titulaire. On entre dans le principe de la représentation légale. Ex : parents du mineur. Ces autres personnes auront alors **la qualité** pour exercer le droit d'action de l'incapable. Ex : je suis un enfant, j'ai 16 ans et je suis en conflit avec mes parents. J'agis contre mes parents en pension alimentaire. Je vais devant le juge de paix. Je suis mineur donc je ne peux normalement pas agir moi-même. Concrètement, les parents disposent de ce qu'on appelle une exception dilatoire. C'est une défense que soulève le défendeur. Cela retarde le procès. Les parents soulèvent l'exception et disent que le demandeur est mineur. L'action n'est pas rejetée, l'action se suspend jusqu'à ce que ceux qui ont qualité la reprennent à leur compte. Les parents ne vont pas agir contre eux-mêmes

donc on va nommer un tuteur ad hoc. Ce n'est pas d'ordre public, c'est une exception d'ordre privé. Même chose pour le malade mental. L'administrateur provisoire reprendra le procès. La tendance actuelle donne des exceptions. Dans certaines lois particulières, le mineur peut exercer lui-même l'action. Ex : un enfant qui perd ses parents pourraient parfaitement demander au juge de mettre des valeurs sur des biens de la succession. Il pourrait demander un inventaire pour protéger le patrimoine. Même parfois dans des cas d'urgence et pour garantir ses droits alors le mineur peut agir seul en référé. Une personne morale a la jouissance et l'exercice de son droit d'action pourvu qu'elle reste dans son objet social.

La condition de qualité (TUYAU)

Pas beaucoup de définition dans le code uniquement l'article 17. La qualité serait le pouvoir en vertu duquel une personne exerce son droit en justice. Elle est exacte lorsqu'il s'agit de faire exercer par une personne le droit d'action d'une autre. Cette définition n'enseigne pas suffisamment. Parce que parfois la qualité est parfois une condition d'existence.

1° La qualité comme condition d'existence du droit d'action

Aujourd'hui se multiplie des actions en justice que le législateur réserve à tel ou tel sujet de droit. Ce sont des actions attitrées. Elles sont remises à tel ou tel sujet. Ex : tout notre droit de la filiation article 332 et s du code civil. Ce n'est pas n'importe qui peut agir. C'est l'enfant, la mère et le père. Ex : maison voisine d'une décharge qui cause des soucis. On veut s'en plaindre contre les gens qui viennent polluer illégalement. Pour faire cette action il faut être soit le procureur du roi ou une association qui protège l'environnement. On peut faire une action normale mais on est par un sujet titulaire de cette action. Dans les autres cas, ca devient une condition d'exercice.

2° La qualité comme condition d'exercice du droit d'action

Pouvoir d'exercer le droit d'action d'autrui. Il n'a pas la capacité d'exercice pour le faire. C'est le mécanisme de la représentation. 1° ne pas confondre la condition de forme qui est à l'article 43 et 702 du code judiciaire et la condition d'exercice ici analysée. La demande en justice doit comporter à peine de nullité la mention de la qualité de celui qui agit. Ex : un enfant subit un dommage parce qu'il est renversé par une voiture. Il est titulaire du droit d'action mais il ne peut pas agir lui-même. Ses parents ont la qualité pour agir pour lui. Dans la citation que l'on va faire contre l'auteur du dommage alors l'article 43 demande d'indiquer que les parents agissent pour l'enfant. Ce n'est pas le cas vu ici.

Ne pas confondre la qualité comme les parents avec le mandat de l'avocat. Ce n'est pas lui qui décide d'intenter l'action. Ex : enfant victime d'un dommage corporel. Les parents ont le pouvoir d'agir. Ils agissent en qualité de représentants de l'enfant. Ils

auront par ailleurs un avocat qui agit pour eux. **La qualité n'est pas d'ordre public, c'est la cour de cassation qui le dit. Je ne peux pas la soulever d'office ni pour la première fois en cassation.** Je ne peux pas agir moi n'importe qui pour défendre n'importe qui. C'est prévu soit par la loi, soit par un contrat.

Ex : si je fais un coup dans mon pare choc mais je ne suis pas en tort. On a une assurance omnium. On est en droit et donc on peut demander à l'assureur de nous indemniser. Il existe une franchise. L'assurance laisse une petite partie à nos charges. Le préjudice sera indemniser à concurrence de 550 euros mais je dois encore payer 150 euros de ma poche. Je veux les récupérer. Je vais faire un procès au responsable. L'assureur omnium est subrogé dans nos droits, il va donc aussi demander de récupérer les 550 euros. Ca ne vaut pas la peine de faire encore une action en plus. L'assureur est devant le tribunal de police. Il agit personnellement pour lui à concurrence de 550 euros mais il y aussi un prête nom. Il nous prête son nom à concurrence de 150 euros et s'il gagne il nous donnera les 150. On lui donne la possibilité d'agir pour nous dans une convention.

Sanction de l'absence de qualité = alors fin de non recevoir. C'est une défense. Elle n'est pas d'ordre public mais d'ordre privé. Le juge ne peut pas la soulever d'office et elle ne peut pas être soulevée pour la première fois devant la cour de cassation.

Ne pas confondre l'exigence de la qualité et la mention formelle de la qualité.

Ne pas confondre la représentation en justice avec la comparution en justice par avocat qui représente les parties.

La condition d'intérêt

Article 17 et 18 du code judiciaire. Ils parlent plus de l'intérêt mais pas de définition. L'intérêt est tout avantage matériel ou moral effectif mais non théorique que le demandeur peut retirer de la demande au moment où il la forme. En justice parfois, on demande un euro symbolique dont on accepte de soumettre en justice des petits litiges. L'intérêt s'apprécie au jour où la demande est introduite. Si on va en justice pour avoir réparation d'un dommage. On se rend compte que le dommage est hypothétique, il ne s'est pas encore réalisé. Au fur et à mesure du procès, le mal se concrétise, le juge constate que le jour où on l'a saisi il n'y avait pas intérêt. Donc la demande sera rejetée même si l'intérêt se concrétise par la suite. Cette condition est essentielle car elle concerne le justiciable mais surtout la protection de la justice tout entière. On aurait envie de rattacher cette exigence à l'ordre public. Et donc on pourrait en faire une défense d'ordre public. La fin de non recevoir n'est donc pas d'ordre public. Jusqu'à l'année dernière, la cour de cassation était mitigée. Elle disait qu'elle était d'ordre public mais cela signifiait que le juge **pouvait** la soulever d'office. Ex : en compétence, la litispendance. Le juge peut la soulever d'office alors qu'elle est d'ordre privé. Arrêt du 22 février 2007 : l'exigence de l'intérêt n'est pas d'ordre public. Le juge ne doit pas la soulever. Ce n'est pas purement théorique et les incidences pratiques sont préoccupantes. Cas : dame qui veut agir sur base de

l'article 223 du code civil. Mesures provisoires devant le juge de paix pour la séparation entre époux. Le mari se rend aussi devant l'avocat. Ils veulent tous les deux avoir le même avocat. Cela n'est pas possible. Ils veulent prendre des mesures alors qu'ils sont d'accord entre eux. Le juge de paix qui accepte ces mesures permet aux époux d'agir isolément et donc il bénéficie de plusieurs avantages. Il s'agissait d'un litige organisé pour trancher la sécurité sociale. Elle a dit que la demande ne présentait pas d'intérêt car pas de crise juridique. Si la cour de cassation dit que ce n'est pas d'ordre public et que le juge ne peut pas soulever la fin de non recevoir alors dans notre exemple, le juge doit se rendre complice d'une fraude à la sécurité sociale. Le juge devrait donc pouvoir soulever le défaut d'intérêt. Ex2 : il est possible d'introduire des demandes unilatérales dans des situations graves. Pas de partie pour soulever la fin de non recevoir et le juge ne peut pas le faire alors cela veut dire qu'on présume que tout est acceptable ? Non cela n'est pas possible donc cette loi pose un réel problème.

1° L'intérêt doit être direct et personnel

Je ne peux agir en justice que pour faire valoir des valeurs qui me touchent moi, personnellement. Je ne peux pas faire d'action populaire. On ne peut pas se faire le justicier de tout un peuple. Cela pose problèmes par rapport aux personnes morales qui poursuivent un intérêt collectif. Ex : la ligue des droits de l'homme. Elle est composée d'une série de membres. Elle a la personnalité juridique mais la ligue des droits de l'homme doit constater des atteintes à la dignité humaine notamment la situation des détenus en prison. Elle se substitue à un prisonnier pour défendre son intérêt. Elle agit pour quelqu'un d'autre. La cour de cassation a toujours refusé cela parce que l'intérêt n'est pas personnel et direct. Elle agit au nom d'autrui. Elle peut avoir une action personnelle. Ex : si la ligue loue un immeuble, elle peut agir personnellement et l'intérêt est alors justifié. Elle pourrait également exercer une action d'intérêt individuel. La cour de cassation dit que c'est sans préjudice pour le législateur de reconnaître le droit à ces associations d'agir dans l'intérêt d'autrui. On y retrouve pour une bonne part les actions en cessation. Loi de 1993 sur la protection de l'environnement. L'action est réservée au procureur du roi et aux associations protectrices de l'environnement. La loi leur reconnaît un intérêt à agir.

Quid d'une classe action en droit belge ? Idée qu'il peut y avoir dans la consommation et dans la vie quotidienne, des préjudices de masse. Exemple si des milliers de personnes sont intoxiquées par du coca cola. Si je veux obtenir réparation je dois faire partie de ces gens touchés. Cela prend beaucoup de temps, pourquoi ne pas prévoir une classe action. Il y a un procès pilote : des victimes font un procès test contre le responsable et s'il gagne alors il y a une sorte d'appel public : toutes celles et ceux qui non pas parties au procès mais subissent le même dommage. Ils viennent a posteriori le bénéfice de la décision pilote. Pas possible chez nous par rapport à la relativité de la chose jugée mais en plus le juge qui prend cette décision se verrait accepter l'action collective car ils agissent pour autrui. Alors que cela n'est pas possible.

2° L'intérêt doit être né et actuel

On n'intervient pas en justice pour faire état d'un problème potentiel, futur qui pourrait se produire. On ne peut pas venir consulter le tribunal. La crise juridique doit être née et actuelle. Il faut que la crise juridique soit née. Bien entendu, on n'exige pas que le dommage soit consommé. Ex : accident de la circulation. La faute est très clairement commise mais je n'ai pas encore subi tous les dégâts de cette action. Je ne dois pas attendre d'être à moitié mort pour intenter mon action en justice. On n'accepte pas les actions ad futurum mais en cas de menaces graves et imminentes d'une crise juridique alors on peut tolérer une action préventive. Ex : expertise : on est propriétaire d'un bâtiment qui menace de s'écrouler. Si je le répare les vices qui l'affectaient vont disparaître et on ne pourra pas prouver qui sera responsable. On demande alors préventivement d'ordonner une expertise pour envisager préventivement qu'il y ait un litige.

3° L'intérêt doit être légitime

Article 6 du code civil. L'action poursuivre un objet compatible avec l'ordre public et les bonnes mœurs. Il a quand même fallu attendre 2003 pour que la réclamation de rémunérations accordées en noir était illégitime. Ex : on est consulté par un homme qui veut agir en justice pour réclamer le préjudice subi. Il faut chiffrer le dommage de la personne. On ne peut pas réclamer le préjudice qui cause à autrui un handicap pour le fait qu'il ne pourra plus faire des salles de bain en noir. Car ce n'est pas légitime. La notion d'intérêt légitime évolue avec les mœurs.

SECTION 2. LA DEMANDE

§ 1. Définition et portée

Définition

La demande est l'acte concret, c'est le support formel du droit d'action. C'est un papier, un support qui véhicule le droit d'action. Negotium = droit d'action et instrumentum = demande. On peut reconnaître donc un droit d'agir. L'adversaire a lui aussi le droit d'aller en justice pour répondre à ma demande. C'est un principe des droits de la défense. C'est la formalisation de l'action. Différences entre action et demande :

- Le droit d'action recouvre le demandeur et le défendeur. La demande ne concerne que le demandeur
- La demande peut être rejetée pour un vice de procédure mais cela ne porte pas préjudice au droit d'action.
- L'autorité de la chose jugée concerne uniquement la demande et ses éléments. Elle ne s'étend pas au droit d'action qui pourrait donner lieu à plusieurs demandes.

- Incidences de l'instance = un désistement : une partie renonce à quelque chose. Hors si on prend l'article 820, on voit que cet article distingue deux désistements : le désistement d'instance et le désistement d'action qui est le plus grave. Quand je me désiste de mon action je me désiste de mon droit d'action en général. Je ne pourrai plus introduire mon action sous quelques demandes que ce soit. Par contre si je ne fais que me désister de mon instance, je ne renonce pas à mon droit d'action, je renonce uniquement à la demande que j'ai ici, là et maintenant introduis. Important au regard de l'autorité de la chose jugée. Elle se limite à la demande. Elle se limite aux personnes concernées par cette demande. On appelle ça la relativité de la chose jugée.

Eléments constitutifs de la demande

1) Il faut des parties

Il faut l'auteur d'une demande, le demandeur qui va diriger la demande contre un autre justiciable qu'on appelle le défendeur. Le casting du procès s'étend le plus souvent d'ailleurs à plus de parties que cela. On parle alors de litige multipartite. Cela ne change normalement rien à la chose. il y a une situation dans laquelle le caractère multipartite peut avoir une incidence. Cette situation s'appelle **l'indivisibilité du litige**. Définition = Article 31 du code judiciaire : il y a une indivisibilité lorsque l'exécution conjointe des décisions distinctes auxquelles donneraient lieu le litige seraient matériellement impossible. Donc uniquement si les différentes actions si elles étaient menées séparément donneraient lieu à des décisions dont l'exécution (réalisation concrète) serait **matériellement** impossible.

Ex : cours de droit des biens : je veux exercer une action en revendication d'un bien dont je me prétends être le verus dominus. Ce bien est en possession par 3 frères. J'exerce mon action contre les 3 frères. Est-ce un litige indivisible ? Oui → si j'introduis l'action séparément. Je saisis trois tribunaux différents en fonction du lieu où ils habitent. Si l'un des tribunaux donne raison mais qu'un des autres dit non alors cela poserait problème car les décisions sont contradictoires. Le bien lui est unique.

Contre Ex : accident, j'en suis victime et je fais un procès devant le tribunal de police. A mes côtés intervient la mutuelle parce qu'elle a payé les frais de santé et a payé donc la dette d'autrui. Il y a deux demandeurs et un défendeur. Le tribunal de police dit que l'automobiliste n'est pas responsable. Pas de violation du code de la route. Les deux demandeurs sont déçus. La mutuelle se dit que ça va lui coûter trop cher et ne fait pas appel. La victime elle fait appel. Le tribunal de première instance réforme la décision et donc l'automobiliste est responsable. Ce n'est pas indivisible. Les deux décisions qui sont intellectuellement contraire n'empêchent pas l'exécution matérielle. C'est une notion que l'on retrouve à plusieurs moments de l'instance. à certains moments, on va retrouver des règles particulières du **litige indivisible** (TUYAU).

- Article 735 : affaires simples

- Article 747 § 2 : mise en état judiciaire des affaires : fixation des dates pour rendre les conclusions
- Articles 1053 et 1084 et 1135 : voies de recours – litige indivisible : appel – cassation – tierce opposition.

Principe = il faut un défendeur qui s'oppose au demandeur, c'est la règle de base. C'est le droit de se défendre. Dans des cas tout à fait exceptionnels, on se passe de l'exigence d'un défendeur. Ces cas sont énumérés de manière limitative par les textes :

- Requête unilatérale : article 584 al. 3 : demande faite sans assigner un défendeur mais il faut justifier l'extrême urgence, l'absolue nécessité et la cour de cassation rajoute le cas où il est impossible de signifier un adversaire.
- La juridiction gracieuse : on doit parfois passer devant les juges pour autre chose que des litiges. Adoption et modification du régime matrimonial.
- Saisies : on fait main basse sur des patrimoines du débiteur. Parfois il faut le protéger avant le jugement. On veut éviter qu'il se rende insolvable donc on procède à une saisie conservatoire. On demande ça par voie de requête unilatérale. Il faut donc se ménager.
- Le défendeur qui n'est pas là et qui voit contre lui une décision. Il trouve dans le code judiciaire une voie de recours qui est prévue pour lui. C'est la tierce opposition : La jurisprudence de la cour de cassation a essayé de distinguer l'autorité relative de la chose jugée et la force probante de toute décision de justice. Cela sera vu plus tard. Il se peut que l'on n'attende pas la tierce opposition pour étendre un procès à un tiers. On peut rendre un procès civil perméable à un tiers. On appelle ça le mécanisme de l'intervention de tiers au procès. On doit définir les tiers en tant que juriste différemment que dans le sens commun. Quand on stipule c'est pour soit même et pour ses héritiers. Les héritiers quand il y a décès ne sont pas de tiers. Dans le mécanisme de la subrogation, quand on paie la dette d'autrui, on est subrogé dans ses droits et obligations. Si je suis victime d'un accrochage et que je me décide à faire un procès contre le responsable.

2) Il faut un objet

L'objet est la prétention ou le résultat concret que l'on demande en justice. Le résultat peut être économique social ou moral. Le résultat doit être factuel. Le grand principe est le principe dispositif. En vertu de celui-ci, le juge ne peut pas modifier l'objet de la prétention du demandeur. C'est une option philosophique prise par le sujet. Nous ne sommes pas dans un Etat providence où le juge pourrait dire pour telle solution alors tel résultat. Le juge ne vient pas au secours du demandeur qui se plante. Même si la matière est au sommet de l'ordre public, le juge ne peut pas modifier l'objet. Arrêt de cassation du 21 juin 2001 : un mariage blanc : le parquet a demandé à la cour d'appel de mettre fin au mariage et de procéder à l'annulation. L'annulation a lieu avec effets rétroactifs. Monsieur sera toujours présumé avoir obtenu la régulation. La cour de

cassation a cassé l'arrêt de la cour d'appel en invoquant une modification de l'objet. Le juge peut rejeter la demande mais ne peut pas la modifier. Le juge ne peut pas statuer en modifiant l'objet. Le juge ne peut pas statuer *ultra petita*. Il ne peut pas statuer non plus *infra petita*. Je demande à mon adversaire de me payer 1000 euros, le défendeur pourrait proposer 300 euros. Le juge ne peut pas condamner à 1500 mais le juge ne pourrait pas demander 200. Le juge peut taper entre 1000 et 300 euros.

Controverse : le juge ne peut jamais modifier l'objet. C'est le résultat économusée, social ou moral qui est postulé. Range-t-on également dans l'objet l'appellation juridique du résultat ?

Position de la cour pendant des années : 2001 : un détaillant achète à un grossiste du beurre. Il présente un échantillon et un emballage. Ils font affaires. Le grossiste livre le détaillant mais le beurre est quasi rance. La date de péremption est imminente. Il fait un procès au grossiste. Cour d'appel de liège : j'agis en annulation du contrat de vente sur base d'un dol circonstancié. La date était cachée lors de la présentation du produit. Il lui suffirait d'agir non pas en annulation pour dol mais plutôt demander la résolution pour inexécution conforme. Violation du principe du dispositif et violation de l'objet parce qu'elle est passée de l'annulation d'un contrat à sa résolution judiciaire. Pour la cour de cassation, l'habillage a été modifié. Revirement de jurisprudence le 23 octobre 2006. Cela s'est passé en chambres réunies. C'est le cas typique au sein duquel le problème se pose. Dans la loi de 1978 sur les contrats de travail, en son article 15 : une action née d'un contrat de travail doit être exécutée dans un délai d'un an. Dans la loi de 1965 sur la protection de la rémunération : ne pas payer le travailleur constitue une infraction pénale. L'action civile qui se fonde sur une infraction pénale se prescrit non pas par un an mais par 5 ans. Si un travailleur se rend devant le tribunal du travailleur et réclame des arriérés de rémunération il tombe sous le coup du délai d'un an. La tendance du juge sera de proposer de qualifier la demande d'infraction pénale du fait du non paiement et de cette manière, le délai de 5 ans est d'application. Pendant des années, la cour de cassation était catégorique et cassait ce genre de requalification du juge. En 2006, la cour de cassation accepte cette requalification de la demande par le juge mais elle précise en plus que ça devient un devoir pour le juge. Il est obligé de requalifier lorsque la qualification est erronée. Attention que le juge n'est pas débridé, il est lié par le résultat factuel. Si dans ma demande, je réclame 100 euros alors le juge doit accorder 100 euros mais en nommant ma demande autrement. Le juge ne peut pas allouer un montant de 150 euros si ma demande est de 100 euros. Le résultat concret n'est alors plus le même.

TUYAU : On est passé d'une conception juridique de l'objet à une conception factuelle. Attention penser à faire le lien avec la controverse que l'on a vue en cours de compétences concernant le rôle du juge qui tranche sur sa compétence au moment où il est saisi. Il est lié par la qualification de l'objet pour déterminer sa compétence. Si le demandeur qualifie sa demande de contrat de travail alors le juge est lié sur la qualification pour apprécier sa compétence donc tribunal du travail. Il y avait deux critiques :

- Article 9 : l'objet est dans l'article donc on ne doit pas le traiter autrement que les autres conditions.
- Article 660 al. 2 : mot « saufs » → la décision qui lui renvoie l'affaire n'a pas autorité de force jugée sur le surplus. Donc si on suit la jurisprudence de la cour de cassation cela ne sert à rien. Il faut donc considérer que la cour de cassation se trompe.
- Dès lors que la même question se pose au niveau du rôle du juge et de sa compétence sur le fondement de la demande alors il ne reste plus rien de la solidité de la cour de cassation lorsqu'elle tranche le sujet sur la compétence.

3) Il faut une cause

La cause est le fondement, la justification qui est donnée par le demandeur à l'appui de son objet. Principe dispositif = on accepte de manière constante que le juge ne peut modifier la cause. Est-ce que l'explication est factuelle ou juridique ? Même controverse mêmes solutions.

Ancienne jurisprudence = Dans le début des années 80, une vieille femme tombe en glissant sur de la glace au rayon légume. Elle réclame 100 euros et dit que le comportement de la société GB est fautif sur base de l'article 1382. Le juge va dire qu'il s'agit d'un vice de la chose sur base de l'article 1384 donc présomption etc. Le juge change donc le fondement juridique sans changer les faits. La cour de cassation casse la décision car le juge passe d'une base légale à une autre et cela revient à changer la cause.

Ex2 : citadelle de Dinant, sur le périphérique. Des pierres de la citadelle sont tombées sur les habitations. Ils invoquent l'article 1384 pour vice de la chose. Le juge par contre dit qu'il s'agit plutôt d'un trouble de voisinage. La cour de cassation va casser la décision parce qu'il y a un changement de la cause.

Arrêt du 14 avril 2005 : Lire l'attendu dans le syllabus page 154. Le juge **doit** appliquer la bonne base légale même si cela revient à changer la cause du litige. Il y a 2 types de faits : premièrement, les faits invoqués = faits visibles. Ce sont les véritables faits qu'invoque le demandeur. Deuxièmement, les faits allégués : ce sont des faits qui sont simplement là pour appuyer la demande mais les parties n'en tirent aucunes conséquences. Le juge se doit donc d'appliquer la bonne base légale pour les faits invoqués. Pour les faits allégués le juge **peut** appliquer la bonne base légale, il n'est pas obligé de soulever une erreur de qualification s'il y en a une pour ce genre de faits. C'est une faculté discrétionnaire : je ne peux pas aller en cassation pour soulever le devoir du juge de requalifier lorsque c'était nécessaire pour les faits allégués alors que je le peux pour les faits invoqués. La nature de la règle ne change pas.

Limites :

- Le principe du dispositif conserve sa vivacité : le juge ne pourra jamais aller puiser sa décision dans des faits qui ne sont pas dans les débats. Il ne peut pas se baser sur des faits qui découlent de sa science personnelle. Ils doivent provenir de ce que les parties apportent. Le juge ne peut pas modifier l'objet concret que le demandeur concède. Si je demande 100 euros, le juge ne peut pas ordonner de payer 150 euros. Ex2 : en référé familial. Van dro tombe sur un juge qu'il connaissait et de plus celui-ci défend les intérêts des enfants. Les revenus du père avaient chuté alors que cela n'était pas dans le dossier de demande du père. L'avocat s'en était souvenu du fait d'avoir été juge de la jeunesse et d'avoir connu de l'affaire auparavant.
- Droits de la défense et respect du contradictoire : on ne peut pas prendre les parties par surprise. Pas de possibilité d'invoquer un nouveau fondement sans respecter les droits de la défense. Il faut nécessairement une réouverture des débats. Article 775 du code judiciaire. Il doit inviter les personnes concernées au débat.
- Ces pouvoirs sont tenus en échec lorsque les parties concluent un accord pour empêcher le juge d'avoir cette liberté. De cette manière elles affirment ne pas vouloir que le juge modifie les bases légales du litige. C'est très rare mais c'est possible.
- L'ordre public perd de sa spécificité. Dans nos cours de droit matériel on nous apprend que le droit est constitué de différentes catégories : droit d'ordre public – droit impératif et droit subjectif. On dit souvent que l'ordre public a la caractéristique d'obliger le juge est l'appliqué mais aussi le fait qu'on peut les invoquer pour la première fois en cour de cassation. Ces deux raisons sont soit disant une spécificité mais elles ont disparues. Dans les arrêts de cassation, ce qui compte c'est non pas la nature de la règle, ce qui compte c'est la place du fait. Si le fait est invoqué, le juge est obligé d'utiliser la loi quelle qu'elle soit. Tandis que pour des faits allégués il peut les appliquer. Progressivement se dessine une brèche à propos des règles de procédure et de compétences. Deux arrêts : 10 octobre 2002 et 31 janvier 2008 → la cour de cassation était saisie par un demandeur pas un moyen de procédure d'ordre public. Mais il avait saisi un juge incompétent et a tenté de revenir sur son accord. Peu importe que ce soit d'ordre public. on parle uniquement des règles de procédure. C'est un ordre public de la procédure et il est particulier. La cour ne dirait pas la même chose si l'ordre public était matériel.

C. Portée et effets de la demande

La demande crée le lien d'instance

Le fait pour A d'introduire une demande contre B fait naître un lien d'instance. C'est un lien juridique qui fait naître des droits et obligations d'un genre procédural d'un

côté comme de l'autre. Communiquer les pièces dans le respect du contradictoire, respecter les délais etc.

Le lien d'instance entraîne pour celui qui perd le fait de payer les frais du procès de celui qui gagne. C'est différent du contrat judiciaire. Cela était utilisé avant 1967. Une fois la demande introduite, je ne pouvais plus rien changer du tout. Je ne pouvais plus changer de fondement, de cause, je ne pouvais plus invoquer de nouveaux faits ou changer ma base légale. J'étais figé par un contrat judiciaire. Le juge était lui aussi lié par ma prétention. Il ne pouvait rien changer non plus au fondement. Nous avons vu qu'aujourd'hui cela n'est plus appliqué. Lien avec la page 261 : le lien d'instance dont on parle ici signifie le lien qui unit un demandeur à un défendeur. Cette définition vaudra toujours sauf à un endroit. La cour de cassation va donner une autre définition du lien d'instance qui est plus souple. C'est à propos de la recevabilité de l'appel. Attention de ne pas les confondre.

La demande produit des effets sur l'action du juge

L'introduction d'une demande oblige le juge à statuer sur celle-ci. L'article 5 du code judiciaire dit que le juge ne peut pas se rendre coupable d'un déni de justice (il ne peut refuser de statuer sur une demande). Ex : un juge saisi d'une demande dans une matière controversée. Le juge ne voulait pas prendre position. Il a donc dit : « je sursois à statuer ». Il ne peut pas ! Il est obligé de trancher.

L'article 1138 : le juge est réformé s'il oublie de statuer sur une demande. Le juge ne peut pas s'écarter des termes de la demande. C'est le principe dispositif : le juge ne peut modifier l'objet et ne peut pas modifier la cause.

La demande produit des effets à l'égard du droit

Article 2244 du code civil : quand on est en litige, le temps de la prescription s'écoule et quand on est tout proche d'avoir une solution, il est temps de saisir le tribunal parce que la prescription court. Cela pose problèmes. Il faudrait d'autres idées comme la possibilité d'avoir une lettre recommandée de l'avocat pour suspendre la prescription. Dépends = frais inhérents au procès lui-même : frais d'avocats, d'expertise. Les intérêts judiciaires ne sont pas des frais. Ils font partie du droit litigieux, de la condamnation.

§ 2. Classification des demandes

La demande introductive

La demande qui introduit le procès.

Les demandes incidentes

Sur la demande principale vient se greffer une demande principale. Elles sont pour fonction de faire muter le procès.

Les demandes incidentes additionnelles et nouvelles

Additionnelle =

Elles ont pour but de modifier la demande principale du demandeur. Article 808. Elle vise à réclamer des paiements d'intérêts, d'arriérage, de loyers depuis l'introduction de la demande. Elle vise à réclamer l'accessoire prévisible de la demande principale. Ex : j'agis en 2008 mais je plaide en 2011. Je peux demander en addition à la demande principale que telle ou telle chose à changer : coût de la vie, intérêts judiciaire s'ajoutent, mon état s'est empiré etc.

Nouvelle =

Il modifie la cause et/ou l'objet de la demande initiale.

Forme

Article 809 : ça s'introduit par conclusions. Les parties sont déjà en procès de par la demande principale et donc les parties simplifient en faisant des conclusions.

Conditions de recevabilité en premier degré

Additionnelle =

Pas de conditions : article 17 et 18 normalement ; l'article 808 qui est très souple dit en tout état de cause et même par défaut, je peux faire une demande additionnelle.

Nouvelle =

Articles 17 et 18 + des conditions spécifiques qu'ajoute l'article 807. Il faut des conclusions contradictoirement prises. La demande nouvelle ne peut être faite que contre un adversaire qui comparaît et donc pas lorsqu'il y a défaut. Deuxièmement, il faut un lien minimal de rattachement. La demande nouvelle doit se baser sur un fait ou sur un acte de la demande principale.

Conditions de recevabilité particulière en degré d'appel

Additionnelle =

Article clé : 1042 : toutes les règles de procédure applicables en première instance s'appliquent de la même manière aux voies de recours sauf dispositions particulières.

Il est tout à fait possible d'introduire une demande additionnelle en appel.

Nouvelle =

Article 1042

Quand on dit qu'on peut faire une demande en degré d'appel ? le demandeur originaire.

Supprimer les deux point noirs dans le fond de la page 158.

Règles de prorogation de compétences

Additionnelle =

Cela ne change rien c'est le complément de la demande principale.

Nouvelle =

Théoriquement on pourrait se dire que la demande nouvelle est à ce point différente de la demande principale que ça pourrait causer un problème de compétences. Mais ce cas n'est jamais rencontré.

Ressort

Additionnelle & Nouvelle =

Article 617. Nous avons un article 618 al. 2 il dit que pour calculer le ressort, il faut regarder le montant demander dans les dernières conclusions hors justement la finalité des demandes nouvelles et additionnelles est de faire progresser le montant jusque dans les dernières conclusions.

La demande reconventionnelle

Demande qui émane du défendeur qui se greffe sur la demande principale du demandeur.

Il y a un monde de différence entre se défendre contre une demande principale et de passer à l'attaque au moyen d'une demande reconventionnelle.

Ex : je suis attaqué sur base d'un contrat. Je prétends que ce contrat est entaché de dol ou d'erreur. Soit je soulève une exception de nullité. Mais je peux aussi contre attaquer en faisant par une demande reconventionnelle, je demande l'annulation du contrat.

Forme

Formalisé par des conclusions

Conditions de recevabilité en premier degré

Article 17 et 18 + un lien de connexité avec la demande principale. Mais arrêt de la cour de cassation dit que la demande reconventionnelle peut se baser sur tout autre chose que la demande principale. Le plus fréquent est qu'elle concerne la demande principale mais cela peut se présenter.

Conditions de recevabilité en appel

C'est le défendeur originaire qui se pose la question. rien de spécial donc on applique l'article 1042. Pas de conditions particulières à part les articles 17 et 18. Malheureusement la cour de cassation dit depuis 1978 que la demande reconventionnelle peut être faite si on respecte les conditions de la demande nouvelle, article 807. D'autres disent que non c'est pas logique, d'autres disent qu'il y a bien une justification qui pourrait être que de cette manière là, la cour de cassation remet sur un pied d'égalité les deux parties en appel. Pourquoi devrait-on imposer des contraintes à l'un et pas à l'autre.

Règles de prorogation de compétences

Attention ne pas confondre l'appel incident et la demande reconventionnelle. Si la demande reconventionnelle est fondée sur un fait ou sur un acte invoqué dans la demande principale alors il y a prorogation des compétences.

Ressort

Si sur le même fait ou même acte alors on cumule les montants. Celui de la demande reconventionnelle et celui de la demande principale. Si pas pour le même acte alors elle doit atteindre seule le montant du taux du ressort.

La demande en intervention

Forme

Les interventions volontaires ou forcées peuvent être agressives ou conservatoires. Agressive = une condamnation est demandée. L'intervention conservatoire est l'inverse, aucune condamnation n'est demandée. La décision qui va être rendue par le juge aura autorité de chose jugée. On ne demande pas la condamnation. On l'associe à l'instance pour la décision qui va intervenir. S'il s'agit d'une intervention volontaire conservatoire ou agressive alors c'est une requête (article 815). C'est plus simplifié que la citation. Entre partie à la cause, l'intervention se fait par conclusion.

Conditions de recevabilité en premier degré

Les actes d'instructions déjà ordonnés ne peuvent pas nuire aux droits de la défense du tiers.

Avant que C n'intervienne en intervention forcée agressive, il est possible qu'il y ait eu des expertises. Les actes d'instructions ne peuvent pas nuire aux droits de la défense de C.

REM :

- Il ne concerne que les interventions forcées.

Conditions de recevabilité en appel

Article 812 al. 2 : en degré d'appel, seules les interventions conservatoires sont permises. On pourrait attirer un tiers en appel et engager un débat contre lui. C'est contraire à son droit à la deuxième session.

§ 3. Formes de la demande introductive

Divers modes d'introduction de l'instance

Le mode normal d'introduction d'une demande d'instance est la citation. Je ne peux recourir à l'autre mode alternatif (la requête) que dans des cas expressément identifiés par la loi (article 700).

Article 706 : au premier degré de juridiction autorise la comparution volontaire.

La citation

Mode le plus sûr. Il atteint de manière certaine le défendeur. Il faut mettre la main sur le défendeur. Mais c'est aussi le plus cher. Et donc de plus en plus on laisse aller et le législateur laisse la possibilité de faire une requête dans certaines matières ou litiges. C'est moins cher mais c'est moins sûr. Parce qu'on peut avoir des difficultés avec le système postal.

Sanction : loi du 26 avril 2007 : la sanction du mauvais choix est la nullité. Si on choisit la requête au lieu de la citation alors c'est nul.

C'est un exploit d'huissier qui obéit à des formes solennelles. Articles 43 et 702 du code judiciaire. 43 = tous les actes d'huissier. 702 = la citation doit comporter telle ou telle mention.

La comparution volontaire

Article 706. C'est une alternative offerte aux plaideurs de bonne volonté. Plutôt que de faire des citations et des requêtes, on va ensemble devant le juge compétent. C'est

moi cher mais c'est plus souple pas de forme particulière à observer. C'est autorisé devant toutes les juridictions du premier degré. Interdiction de faire un recours par voie de comparution volontaire sauf l'opposition article 1047 et sauf si la loi interdit la comparution volontaire. Quand on aura nos codes on verra en dessous de l'article 706 une note en petit. Il se peut qu'au 1^{er} janvier 2009 l'article soit modifié.

Maintenant : A et B rédige ensemble un document informel où elles présentent le litige et elles se présentent devant le juge volontairement.

Plus tard = on envoie par la poste au juge c'est plus facile. Pas besoin de venir devant le juge pour faire acter.

3) La requête

La requête contradictoire différente de la citation car = le point de départ est le même. Le justiciable rédige son acte. Plutôt de demander à l'huissier de trouver le défendeur et de signifier l'acte, le justiciable envoie la demande par la poste au greffier et celui-ci envoie cette requête par lettre recommandée (pli judiciaire) au défendeur. C'est une notification.

Article 704 : devant les juridictions du travail, toute demande peut être introduite par requête contradictoire. Le contentieux conjugal devant le juge de paix pour mesures urgentes et provisoires, la requête est autorisée. Pareil pour le bail.

Formes de la requête :

L'article 1034bis et s dit que dès que la loi autorise la requête elle doit être faite comme suit sauf textes particuliers qui prévoient des autres formes pour la requête. Dans les matières de la sécurité sociale, on utilise des conditions simplifiées.

Analyse du procédé normal d'introduction : la citation

- 1) Les mentions de l'exploit de citation
- 2) La signification de l'exploit de citation

SECTION 3. LES DEFENSES

§ 1. Les défenses au fond

§ 2. Les exceptions

Classification des exceptions

- 1) Les exceptions dilatoires
- 2) Les déclinatoires de compétence
- 3) Les exceptions de nullité

Régime procédural des exceptions

§ 3. Les fins de non-recevoir

CHAPITRE II - LES ACTES ET LES DELAIS

SECTION 1. LES ACTES DE PROCEDURE

§ 1. Notion et classification des actes de procédure.

§ 2. Communication des actes de procédure

A. La signification

B. La notification

L'information par le greffe de la partie du jugement. Le jugement est notifié sous plis simple aux avocats et aux parties. Article 32, la loi va plus loin. Elle demande un mode plus sécurisé. Article 46 du code judiciaire. Notification sous plis judiciaire. C'est un envoi plus sécurisé. C'est une sorte de recommandé. Soit par le MP soit par le greffier. On s'intéresse à celle faite sur le greffier.

Date d'une notification : comparaison avec la signification. Pour cette dernière, c'est le jour où l'huissier fait son exploit. Pour la notification, il y a plusieurs étapes dans le temps : le jour de la rédaction, date du pli judiciaire, date du cachet de la poste, date à laquelle le pli est donné à l'intéressé et pour finir le jour où le destinataire prend connaissance du document. Controverse : il y a des enjeux comme les droits de la défense. Si la notification fait courir tel délais alors plus on prend un délai en amont plus les droits de la défense sont réduits.

On calcule depuis : pli judiciaire – le premier jour qui suit le jour auquel le pli judiciaire a été présenté au destinataire (on respecte donc bien les droits de la défense). Article 53bis. Pli simple – le délai commence à courir le 3^{ème} jour ouvrable qui suit le jour auquel le pli a été présenté. « A l'égard du destinataire » la date est celle-ci. Mais on doit aussi tenir compte du délai concernant le demandeur. La notification et sa date ont des effets à son égard. Interruption de la prescription, introduction d'un recours. Quelle est la date le concernant ? Article 53bis ne répond pas et donc c'est le jour où il demande la notification. Ex : requête contradictoire, article 1034bis, je suis demandeur et je dois envoyer sous plis recommandé mes exemplaires au greffe et lui fait la notification au destinataire. La prescription est interrompue le jour où j'envoie mes documents au greffe. Je compte le délai de huitaine à partir du premier jour ouvrable qui suit celui où le pli lui a été présenté. Il y a donc une double date. Différente à la fois pour le défendeur et différente pour le demandeur.

§ 3. La nullité des actes de procédure

Les cas de nullité

Principe (art. 860 à 867)

Modèle en termes d'équilibre entre la liberté et la volonté de ne pas en abuser.

Le code judiciaire régit par les mêmes articles, sanction des formes et sanction des délais. Ces mêmes règles s'appliquent différemment en fonction des actes ou des délais.

Article 860 : il n'y a pas de nullité sans texte. Sécurité juridique maximale. Avant le code judiciaire de 1967, on inventait des nullités qui n'étaient pas dans les textes.

Champ d'application du principe

L'article s'applique uniquement aux actes de procédure. La décision du juge n'est pas un acte de procédure. Il n'est pas soumis à cette théorie des nullités. Le seul moyen est le pouvoir en cassation.

Conditions de la nullité

Principe (art. 861)

On parle de nullités relatives ou d'ordre privé

La nullité qui est présumée ne sera prononcée que si celui qui soulève l'exception, celui se plaint du vice de forme, démontre qu'il est concrètement préjudicié par le vice de forme dont il soulève la nullité. Celui qui soulève l'exception doit démontrer un grief, un dommage, un préjudice. Conséquences : l'exception de nullité est d'ordre privé. Seule la partie protégée peut la soulever par le juge car d'ordre privé. Il faut concrètement faire la démarche de démontrer quel est le préjudice, comment et pourquoi. Ex : je dois indiquer selon l'article 43 et l'article 702 le nom et le prénom du défendeur dans la citation. Ca arrive souvent que je fasse une erreur dans le prénom ou le nom, l'article précise « à peine de nullité ». Pas de grief donc on va de l'avant car la personne s'est bien présentée en justice donc l'erreur ne lui a pas porté préjudice.

Exceptions au principe (art. 862)

6 cas : protection renforcée d'ordre public : on présume qu'il y a grief dans ces 6 cas. Ce sont des nullités absolues ou d'ordre public. Deux conséquences, deux différences avec l'article 861. Comme il s'agit d'une nullité absolue, le juge doit si la partie protégée ne le fait pas, soulever d'office la nullité. Cela est totalement interdit pour les nullités de l'article 861. Deuxièmement, si je soulève moi-même une nullité

d'ordre public, le grief est présumé je ne dois pas démontrer que j'ai bien été endommagé.

- Article 862 §1, 2° lorsque la signature est prescrite à peine de nullité. C'est un cas de nullité absolue. La citation doit être signée par l'huissier. Si pas alors nullité absolue. La requête unilatérale doit être signée par un avocat. Si pas alors nullité absolue.
- Article 862, §1^{er} 3° absence de mention de la date de l'acte lorsque celle-ci est nécessaire à l'appréciation de l'acte. C'est à partir de cette date là qu'on calcule de délai de comparution donc très importante et donc nullité absolue.
- Article 862 §1 4° : Si l'objectif est de maintenir les droits de la défense, il faut indiquer devant quelle juridiction on portera l'affaire. Si pas déterminé alors nullité absolue.

Pour aller plus vite, on va d'abord voir si notre cas se trouve dans les exceptions et si pas alors on va voir dans l'article 861. Donc on fait dans l'ordre 860 – 862 – 861. On, regarde évidemment d'abord si on se trouve dans le terroir des 6 exceptions.

Attention article 863 : il n'est pas encore en vigueur. La date qui l'insère date de 2000. Il est question d'un des 6 cas de 862. Celui de l'article 862, §1^{er} 2° : signature. Dans ce cas, si on oublie de signer c'est nul. On accepte quand même la procédure si la personne signe au moment de la comparution.

Mise en oeuvre de l'exception de nullité

Qui peut soulever l'exception?

Elle peut être soulevée soit par le juge soit par les parties s'il s'agit d'une nullité d'ordre public. Soit uniquement la partie concernée (le défendeur) s'il s'agit d'une nullité d'ordre privé.

Le défendeur défaillant est présumé décliner. Si le juge constate qu'une règle territoriale supplétive a été violée. Même dilemme qu'ici est ce que le juge doit voler au secours du défendeur ou pas ? Le juge peut soulever le déclinatoire. Controverse : si on est plutôt moderne on dira qu'en cas de défaut le juge se tait en cas de nullité relative. Si par contre on se base sur la doctrine ancienne, on permet au juge de défendre le défendeur.

Position du prof : cette jurisprudence protectrice du défaillant a contre elle plusieurs critiques. On va dans le sens de l'abolition de cette protection. Si on dit que le juge doit soulever d'office, on dit que le juge doit imaginer quel a été le grief. Bonne chance ! Qui d'autre que la victime d'un préjudice peut dire ce qu'est le préjudice. Le simple fait du défaut est le préjudice. Est-ce que parce que le nom n'a pas été bien orthographié qu'il n'est pas là ? On ne sait pas le dire. Donc selon lui, il ne faut pas le défendre.

A quel moment doit être soulevée la nullité?

Article 864 : il se fonde sur la distinction que l'on connaît depuis quelques minutes. Il va parler de l'article 861 (article 864 al. 1) et de l'article 862 (article 864 al. 2). Plus l'exception de nullité est grave, au plus tard je peux la soulever. Au moins l'exception est grave au plus tôt je peux la soulever. Ces exceptions de nullité doivent être soulevées uniquement par la partie protégée in limine litis. Dans le **début** de mes premières conclusions si nullité relative. Si je m'avise de soulever ça après alors l'exception est rejetée sans être examinée. Article 864 al. 2 : on parle des 6 cas. Il est normal de pouvoir la soulever plus tard car plus grave. Elle ne peut être soulevée que par les parties protégées elle-même ou le juge d'office si la partie ne le fait pas. Plus tard = au plus tard avant le prononcé d'un jugement ou d'un arrêt contradictoire. Autre qu'une mesure d'ordre intérieur. Une décision contradictoire est prise vis-à-vis de quelqu'un qui est là et pas lorsque la personne fait défaut. Article 1046 explique ce qu'est une mesure d'ordre intérieur. Je ne peux pas faire appel contre les mesures d'ordre intérieur.

Le jugement par défaut n'est pas contradictoire. Il lui manque une des deux conditions pour couvrir.

Règle complémentaire de mise en oeuvre de l'exception de nullité

Soupape de sécurité : ultime possibilité de couverture. Pas de nullité s'il est établi par les pièces de la procédure si l'acte réalisé a malgré tout atteint le but poursuivi. C'est une couverture théologique. Donc par le but. Le but poursuivi est atteint et donc pas de nécessité d'avoir de nullité. Ex : je m'aperçois que ma citation omet une mention nécessaire de l'article 862, cas de nullité absolue. Par la suite je lui notifie la bonne solution sans erreur. Il est averti et se rend à l'audience prévue. Donc il a été régulièrement convoqué au bon moment donc le but poursuivi est atteint. La nullité ne sera pas prononcée mais écartée.

TUYAU : Question posée au départ d'une situation précise. On dit qu'une citation n'est pas signée. Quid de la sanction et du régime de la sanction. Très souvent tous les étudiants débloquent une théorie abstraite. Ne pas régurgiter la matière bêtement on ne doit pas préciser ce qui n'est pas applicable à la situation.

SECTION 2. LES DELAIS DE PROCEDURE

§ 1. Notion et classification

Notion

Classification

N'existe pas dans le code. Distinction entre des délais d'accélération et des délais d'attente. Délais d'accélération = délais qui sont prévus par la loi pour accélérer la

cadence et contraint les justiciables à prendre leurs actes dans un certain délai. Ce sont des délais qui mettent la pression. Ex : délais pour former une voie de recours. Si le législateur ne prévoyait pas ces délais, ça voudrait dire que le justiciable pourrait avoir au dessus de sa tête pendant des années une épée qui menace de tomber.

Délais d'attente =

§ 2. Fixation des délais

- A. La règle
- B. Les exceptions

Le juge peut fixer certains délais.

Il faut étudier les cas par cœur :

- Exception dilatoire d'appel en garantie d'un tiers (citation pour intervention forcée). Article 857. Le délai est laissé à l'appréciation du juge ;
- Le délai qui est donné au juge pour déposer son rapport et rendre son avis ;
- Le juge détermine fixe les délais à la carte.

Le juge peut aussi déroger à certains délais fixés par la loi. Article 51 du code judiciaire : délais qui ne sont pas établis à peine de déchéance. Ce ne sont pas des délais d'accélération. Pour tous les autres le juge peut dire qu'on fera plus logn ou plus court. Ex : délai de citation, article 708 (huitaine sauf requête abrégative du délai de citer).

Le juge peut aussi, dans certains cas, modifier les délais fixés. PAS VOIR

- 1) Les parties peuvent déterminer elles-mêmes le délai

= mise en état conventionnel.

§ 3. Computation des délais

Rem : question uniquement sur les recours et la citation.

Les délais se calculent de la manière qui a été décrite dans les **articles 52 et suivants** et peuvent être mal comprises.

Le mieux est encore de faire une ligne du temps. Le délai de procédure est à calculer depuis le lendemain. Si je veux calculer le délai de huitaine : comment le calculer ? Le jour de l'événement qui donne lieu au délai n'est pas compté. Concrètement, c'est la signification par l'huissier qui compte.

Que me dit **l'art 52** : je calcule mon délai à partir du lendemain. Cet **article 52** ajoute qu'une fois que j'ai celui-là tous les jours sont comptés.

Exemple : On est ajd mardi, si je signifie ajd une citation à comparaître.

Si on me signifie la citation un vendredi, je la signifie le samedi.

Art 54 : délai établi en mois ou en année se compte...

Rem 1 : Tous les délais se comptent en mois.

Rem 2 : un délai de 30 jours n'est pas la même chose qu'un délai d'un mois. Le piège est justement que l'article 54 ne s'applique pas au délai de 30 jours et de 40 jours.

Rem 3 : C'est un mois à partir de la signification du jugement qui va être frappé d'appel. Ce que bcp oublient de faire c'est d'appliquer 54 après 52. Exemple : on est le 21 ajd, si je fais appel, le point de départ du délai d'appel c'est le samedi 22. On va appeler me samedi 22 « quantième ». Et on calcule de quantième à veille de quantième quel sera le jour utile pour le délai : le 20 décembre sera la date butoir = la veille de quantième.

Truc mémo technique : en général : le dernier jour pour faire appel coïncide à un jour près à un mois de la cohabitation.

Rem 4 : c'est l'art 1073 qui prévoit le délai pour se pourvoir en cassation et il est de 3 mois.

Il faut bien combiner 52 et 54 et ne pas oublier 52 dans le raisonnement. Ce jour-là est compris dans le délai. Ce qui signifie que le dernier jour auquel j'aboutis dans mon calcul c'est le dernier jour utile pour accomplir l'acte. Avec un ajout logique de l'article 53 : si le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, ce sera reporté au prochain jour ouvrable.

Exemple : si je suis le 21 novembre, j'introduis une citation, c'est le lundi 1^{er} décembre qui sera la date butoir. Tous les jours sont comptés. On aurait du tomber le samedi 30 novembre et donc ce sera reporté au 1^{er} décembre.

4^{ème} règle : le point de départ des délais de recours. Dans ce cas, il s'agit d'appliquer une disposition qui est l'art 53bis qui est à propos de la notification et de la controverse qui a été tranchée. L'art 53bis a répondu à la question à l'égard du destinataire. C'est la notification qui fait courir mon délai d'appel que l'on va porter devant la cour du travail. Quel délai ? 53bis : la notification est présumée accomplie le jour qui suit la notification au domicile. Ce sera le samedi 22 et donc on utilise 54 et ce sera le 21 décembre.

5^{ème} règle : ajout fait par cassation : question : est-ce que l'audience d'introduction peut intervenir le 8^{ème} jour ou est-ce qu'il s'agit d'un délai d'attente auquel cas, il faut 8 jours au défendeur. Un délai de 8 jours au moins plein doit être laissé au défendeur avant qu'il soit convoqué. Si je reprends mon calcul : je tombe le 8 huitième jour et cass ne peut pas agir le 8^{ème} jour. De toute façon ici, elle n'aurait pas pu car c'est un samedi mais dans tous les cas, on ajoute un 9^{ème} jour. Il faut 8 jours au minimum entre les deux donc si on fait deux grandes barres au jour de la signification et le délai provisoire et on doit avoir au moins 8 jours entre sinon, il y a un problème.

Les délais ne sont prorogés en raison de la distance que si un texte formel le dit. Si c'est le cas tant mieux.

Rem : si en vertu de 53, on est obligé de reporter jusqu'au premier jour ouvrable et donc pas d'application de la théorie de cassation qui demande de reporter encore d'un jour.

Ex 1 : délai de huitaine pour la citation : art 509 s'applique en cas d'augmentation de distance.

Ex 2 : on en parle ici que de certains délais : les délais d'appel et d'opposition qui prennent cours et expirent pendant les vacances judiciaires sont prorogés jusqu'au 15^{ème} jour après les vacances judiciaires = le 15 septembre.

Ficelle : parfois il fait signifier un jugement le 29 juin à ses adversaires et son délai d'appel expire le 29 juillet : le quantième est le 30 juin et la veille de quantième est le 29 juillet. Certes le délai expire pendant les vacances judiciaires mais il a été fait avant. Si ce n'était pas le cas, ce serait reporté au 15 septembre.

56 : quand la personne vient à décéder, le délai ne court plus contre le défunt. Un nouveau délai prendra cours le jour d'une nouvelle signification à son domicile (contre ses héritiers).

B. Adaptations légales de la détermination des délais

§ 4. Sanctions de l'inobservation des délais

A. Les délais légalement prescrits à peine de nullité ou de déchéance
C'est ici que l'on réouvre la théorie des nullités et des déchéances. Les mêmes mécanismes s'appliquent ici non pas aux actes de procédures mais aux délais.

Premier principe

Premier tiroir : **860** : il n'y a pas de sanction de nullité pour un délai ni de déchéance pour un délai si ces sanction ne sont pas en toutes lettres prévues par le texte. On va trouver 3 encoches à ce tiroir. Il n'y a pas de délai prescrit à peine de nullité s'ils ne sont pas prescrits expressément.

860, al. 2 : ces délais là sont toujours prescrits à peine de déchéance.

Pour tous les autres délais, pour les délais qui ne sont pas prescrits à peine de nullité et pour tous les autres délais il n'y a de déchéance que si la loi le prescrit.

- **L'article 710** : vise expressément la sanction
- Et **1062** prévoit une sanction de nullité en degré d'appel.

Exemple : **109bis** : je dois demander un délai d'appel.

Deuxième principe

Ici, tout est d'OP. **Art 862** commence par dire (**§1^{er}, 1°**) : tous les délais tombent dans cette catégorie d'OP. il ne faut pas chercher ailleurs, tout est là. Art 861 est totalement étranger à la partie et s'il ne l'est pas il faut le soulever d'office la nullité ou la déchéance du délai.

L'effet de l'écoulement du temps : dès lors que tous mes délais prescrits à peine de déchéance ou de nullité, ils subiront tous le régime de **564, al. 2** qui est réservé aux nullités absolues ou d'OP. Il faut qu'il soit autre chose qu'une mesure d'ordre intérieur et être contradictoire : deux conditions.

→ Le juge doit soulever d'office l'annulation d'un délai à peine de nullité ou de déchéance.

Rien n'est couvert pcq rien n'a cité un jugement par défaut. On ne peut plus s'en plaindre en degré d'appel pcq il n'y a rien d'autre en degré d'appel.

!! Nouvelle règle par rapport aux formes : **art 865** qui dit deux choses :

- **L'article 864** : couverture par l'écoulement du temps, n'est pas applicable aux délais prescrits par **860, al. 2**. Ce sont les délais prescrits pour un recours qui ne sera jamais couverte par l'écoulement du temps. Exemple : je dépasse le délai d'appel et ni l'intimé ni le juge ne s'en rend compte. Pourrais-je m'en plaindre ? OUI. Pcq rien n'a pu couvrir la violation d'un délai de recours. Par contre un délai d'attente, on peut s'en plaindre. → Par contre cet article ne s'applique pas aux autres délais prévus à peine de déchéance

3) Troisième principe

4) Article 867

La couverture téléologique : il faut être précis dans l'hypothèse et dans le champ d'application.

Champ d'application : l'art 867 s'applique à tous délais prescrits à peine de nullité ou de déchéance sauf les délais prescrits pour faire un recours. Mais cela exclu les délais de recours de toutes les couvertures donc au final, tous délais pourrait soit pas 864, soit par 867 faire l'objet d'une couverture, un seul délai ne sera couvert par rien du tout c'est le délai de recours.

Exercice : Si jamais je compute mal et que le délai est trop court : **art 710**. (deuxième tiroir) Cette nullité est d'office absolue. (3^{ème} tiroir) je peux soulever cette nullité jusqu'à ce qu'un jugement contradictoire soit prononcé. Le délai d'attente sert à préparer le procès d'une façon convenable.

La nullité n'est pas prononcée pcq il n'y a pas eu de violation des drts de la défense.

La force majeure : est-ce qu'elle pourrait avoir une incidence si jamais je ne suis pas dans les délais et que les autres sauvegardes ne me sont pas appliquées. Cassation dit oui mais elle est très chiche quant à l'application : exemple : grève des postes → NON, l'avocat est presque mort → NON ça s'applique à la partie et pas à l'avocat mais il est mandant donc il subit les fautes du mandataire.

Rem : une jurisprudence de la CEDH a rencontré un cas : l'appel devait être fait par un huissier grec et l'appel est tardif. Le justiciable grec plaide la force majeure et cassation grecque dit que c'est irrecevable comme chez nous. Il va à la CEDH et la cour dit NON, lorsque la faute est commise par son auxiliaire, le regard n'y peut rien et il faut réparer le processus. Et elle considère que l'appel est recevable.

B. Les délais légalement prescrits à peine d'une sanction spécifique

Il y a une sanction prévue par le texte. On a l'art 740 du code judiciaire qui dit que les pièces à conviction doivent être utilisées par l'adversaire. Elles sont écartées des débats. Les délais qui frappent la tardiveté des pièces mais des conclusions. C'est ce qu'on appelle la mise en état des matières ce qui veut dire l'échange des conclusions.

C. Les délais d'ordre

C'est le fourre-tout : ce sont les délais pour lesquelles la loi ne prévoit aucune sanction. Le juge assigne à l'expert un délai pour déposer son rapport. Il a un délai pour rendre son jugement. Il y a un exemple indirect prévu pour les délais d'ordre. Le juge peut convoquer l'expert et lui taper sur les doigts. Incident : sanction tout à fait indirecte. Le juge qui traîne dans ses dossiers, il y a toute une gamme d'incident interdisciplinaire. Ce ne sont pas les jugements qui sont sanctionnés mais le juge lui-même.

À propos de deux cas : c'est le délai prévu à l'**art 221**. C'est l'audition de témoins à la demande de l'autre partie qui nous a demandé une demande initiale.

CHAPITRE II - L'INSTANCE ET LE JUGEMENT

SECTION 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX GOUVERNANT L'INSTANCE

Jusqu'il y a peu, on enseignait les grands principes classiques du procès que l'on verra. Ainsi depuis quelques années, le principe de la célérité du procès et l'économie du procès et le principe de loyauté.

§ 1. Le principe dispositif

Ce principe est que la direction du litige du procès revient avant tout aux parties. Ce sont les parties qui décident quand il y a un procès, la cadence du procès et la fin du procès. Jusqu'à il y a quelques années, les juges étaient totalement passifs. Avant, (XVIII^e siècle) on avait peu des juges et on a préféré que les parties décident tout et le juge ne pouvait statuer que dans ce qu'elles prévoyaient.

Ajd, cette conception là est dépassée. Cette idée de partie toute puissante recule. On redécouvre une autre conception du principe dispositif.

A. Affirmation du principe dispositif

Affirmation : ce sont les parties seules qui fixent l'objet. Le juge reste lié par la prétention même sur la matière est d'OP. Mtn ce sont les résultats concrets qui comptent. Le juge doit respecter l'habillage demandé.

p. 195 : dernière ligne d'un § : la controverse ne fait plus l'objet d'une controverse, elle a été tranchée.

Ce sont bien les parties qui décident quand le procès prend fin. Si une partie décrète qu'elle se désiste de sa demande ou de son action, le procès s'arrête. Le juge n'a rien à dire. Ce sont les parties qui décident qui va les rejoindre. Une partie est mise à la cause pcq une partie le requiert, le juge ne peut pas mettre à la cause une personne.

Arrêt de 2006 : l'idée d'économie et de célérité est venue titiller l'idée de demande qui ne devait pas être introduite. **Art 811**. Trib police et les parties débattent de la preuve de l'accident. Que fait le juge d'appel ? Il rend un raisonnement subtil et audacieux : le dossier répressif est scandaleusement indigent et la responsabilité des verbalisants pouvait être engagée. Le juge va ouvrir les débats pour permettre aux

parties d'appeler d'autres intervenants et les parties appelle l'Etat belge. Il fait une tierce opposition et la cour dit que non le juge n'a pas violé 811, qu'il n'a fait que suggérer. C'est l'idée de célérité qui est dans l'esprit. Régler une personne bien, rapidement et définitivement.

Le MP en matière civile : le juge actif : où voit-on le juge devant se réveiller de sa neutralité. L'OP reste en matière de procédure. Pex les déclinatoires d'OP et les exceptions de nullité. Ce sont des endroits où le juge doit soulever des moyens de défense que les parties n'avaient pas soulevé.

Le juge est quelque fois invité à sortir de sa neutralité : autre exemple : dans le déroulement du procès : les délais ne sont prévus que si une partie ou les deux le demandaient. Réforme de 2007 : si on introduit un procès civil et que ni nous ni notre adversaire ne demande quoi que ce soit, le train du procès se met en marche tout seul. Le juge a l'obligation de veiller à la cadence du procès.

Idem pour l'expertise. Jusqu'à cette loi le juge ordonnait une expertise et puis elle ne démarrait qu'à la demande d'une partie. Mtn, elle est automatique, même si aucune partie ne lui demande quoi que ce soit, elle démarre directement. Le juge doit appliquer les bonnes bases légales. Le juge doit faire son travail et prendre des initiatives sur la cause et sur l'objet.

Il y a 3 cadeaux :

- De tems en tems le MP reçoit un pouvoir d'action sans que les parties n'aient demandé
- Pouvoir d'avis en certaines matières.
- Un pouvoir d'instruction

→ Pouvoir d'action : en matière civile : exemple en matière de mariage ou de faillite. Et d'une manière générale il le peut lorsque l'inaction des parties crée une situation qui porte concrètement atteinte à l'OP. Il a aussi parfois un rôle d'instruction des preuves. Art 872 en matière d'affaires familiales.

Autre endroit : l'auditorat du travail devant les juridictions du même nom en rapport aux matières relatives à la sécurité sociale. C'est ce pouvoir d'instruction qui est tout à fait propre à cet auditorat. On n'imagine pas porter des litiges de sécurité sociale.

B. Atténuation du principe dispositif

- 1) Le juge actif
- 2) Intervention du ministère public

§ 2. Le principe du contradictoire et du respect des droits de la défense

Autre grand pilier classique : le principe du contradictoire est un principe de bon comportement dans la vie : c'est l'idée de respect de l'autre. C'est un principe supranational.

L'idée c'est l'anti Ally Mc Beal : c'est le final où qqn arrive à la fin et tout s'écroule.

L'idée est que rien ne peut se dire, s'écrire, se produire, arriver dans le débat sans que l'autre partie n'ait la possibilité d'en prendre connaissance et d'y répondre. C'est la

garantie contre la surprise. On retrouve ce principe fondamental dans la plupart des dispositions qui appliquent l'instance.

Toutes les dispositions sont écrites dans le respect de ce principe.

Le contradictoire peut être pas respecté pcq la partie ne vient pas ou pcq la loi elle-même le prévoit... Mais ce contradictoire revient d'office. le défaut est contré par l'opposition, la requête unilatérale : le tiers concerné par l'ordonnance un recours particulier qui est la tierce opposition.

Le juge est de plus en plus amené à agir. Il doit appliquer la bonne qualification juridique et la bonne base légale. Et ce sont des choses dont les parties n'ont pas défendu. Le juge doit rouvrir les débats dans ce cas. Cette idée apparait lorsque le juge surprend les parties et pour le reste dans le principe général.

Lorsque le juge soulève d'office une exception il doit rouvrir les débats.

On peut forcer un tiers à participer au procès sauf si un acte déjà introduit pose un problème au drt de la défense. Il est possible que le tiers qui na rien suivi au procès pourra avoir un nouveau procès pour le protéger. Le juge peut dire qu'il s'oppose à la jonction pcq il n'est pas partie à cela.

L'autorité de la chose jugée : les parties sont liées par ce qui est décidé mais seulement si elles ont û en débattre.

Rem : un immense principe comme celui-là est un discours important. La contradiction c'est qqch qui coute cher, qui prend du temps. Le juge prend un initiative d'office pour respecter le principe du contradictoire. Le juge doit faire rédiger ses conclusions par son greffier, faire un pli judiciaire, convoquer à une audience, des avocats doivent comparaitre.

➔ Le but est de trouver un équilibre entre le principe et l'économie.

Exemple !! : La réouverture des débats est un principe général de droit. Un nouvel **article 775** (loi du 26 avril 2007) qui dit que la réouverture des débats peut se dérouler exclusivement par écrit. Pour gagner un temps infini puisque pas d'audience.

La réouverture des débats coute chère. Elle se déroule normalement désormais par écrit. On invite les parties non plus à comparaître mais par écrit. Le processus est bcp plus rapide et moins couteux et tout aussi efficace et respectueux du contradictoire.

Passage d'une conception formelle et chère à une conception matérielle du contradictoire. Arrêt de la cour européenne des droits de l'homme : le contradictoire ne doit être respecté que lorsqu'il est utile. On ne soumet que des éléments qui ont effectivement une incidence sur l'issue du litige. Jusqu'à cet arrêt on pouvait se plaindre de la violation du contradictoire dès qu'un élément avait été soustrait aux débats même si cet élément n'avait aucune conséquence in concreto. On pouvait donc demander que le droit à la contradiction n'ait pas été observé. On peut même soulever le fait d'avoir soulevé un élément qui m'était favorable. Actuellement il doit être déterminant et défavorable. L'arrêt de la cour cassation est un arrêt qui suit l'arrêt du 24 novembre 1978/ arrêt dans lequel la cour de cassation dit que lorsque la citation s'exprime en fait uniquement, cette citation est parfaitement régulière. Elle oblige le juge à présenter les bonnes solutions juridique. Dans l'arrêt du 16 février 2007, lorsque les parties négligentes allèguent des prétentions exclusivement

racontées en fait sans aucune suggestion de droit alors il ne faut pas respecter le contradictoire. Il ne faut pas s'en plaindre.

§ 3. Publicité des audiences et des jugements

C'est un principe constitutionnel. Article 148 de la Const. en règle les débats sont publics et le rendu des jugements également. Le même principe est affirmé par l'article 6 de la CEDH. Controverse : quel est le texte qui l'emporte ? dans une jurisprudence plus récente la cour elle aussi prend la tangente et dit qu'il faut étendre cela au droit du public. Il a le droit de savoir. On tient compte du droit des tiers. Article 149 pour les jugements, ils doivent être prononcés en audience publique. Souvent, le principe est respecté lorsque l'on lit uniquement le dispositif. Faire un lien avec ce que nous verrons pour le jugement, article 770 nouveau.

§ 4. Principes de l'oralité et de la procédure écrite

L'écrit et l'oral : équilibre. Mais l'écrit prédomine beaucoup. Mise en état des procès et affaires. Mais l'oral retrouve ses droits à des moments importants et ponctuels du procès. Notamment, l'audience d'introduction peut faire l'objet d'une plaidoirie. Voyez aussi l'audition des témoins, etc. L'oral coûte cher. Ce qui prend du temps, c'est d'attendre une audience. C'est là que se loge l'arriéré judiciaire. Parfois il faut attendre 7/8 ans pour plaider les conclusions. Possibilité d'une procédure exclusivement écrite si les parties sont d'accord. Article 750 du code judiciaire. L'article 775 : réouverture des débats de nouveau passage oral mais on est passé à l'écrit. En France, on autorise les témoignages par écrit. Les praticiens restent très attachés à la plaidoirie. Article 756bis nouveau. Il y avait controverse. Une partie avait des délais obligatoires pour remettre ses conclusions mais celui-ci a été dépassé. Les conclusions ont été écartées. Peut-elle se présenter à l'audience et plaider oralement sans avoir déposé des conclusions écrites. Certains l'accordaient d'autres pas. L'article 756bis nouveau et admet la thèse plus respectueuse des droits de l'homme et autorise de pouvoir plaider à l'audience en titre de deuxième session.

§ 5. Principe de la loyauté procédurale

C'est l'idée de fairplay. C'est le principe de la bonne foi qui acquiert force de loi.

Conséquences :

La loyauté comme principe général de droit peut avoir pour effet de neutraliser un comportement qui sur papier est légal et respectueux des textes. Ex : conflit post divorce ou l'ex conjoint faisait signifier la décision de la CA en disant que la signification à l'endroit convenu n'était pas légal car ce n'était qu'une boîte

postale. On neutralise la signification légale au nom de la loyauté ou de la bonne foi.

C'est aussi un principe incitatif. Incitation de collaborer au procès. Ex : article 972bis nouveau en matière d'expertise. Indépendamment de la charge de la preuve, les parties ont l'obligation de collaborer loyalement avec l'expert.

Lorsque j'abuse de mon droit d'agir en justice. Je peux être condamné pour cette déloyauté. Article 1382 DI pour l'autre partie. mais je peux aussi être condamné à une peine civile pour avoir perturbé le cour loyal de la justice.

Possibilité d'invoquer dcs moyens de procédure d'ordre public. on a vu deux arrêt, 10 octobre 2002, 31 janvier 2008 : le moyen de procédure quoiqu'étant d'ordre public ne peut plus être soumis à la cour de cassation si j'en avais connaissance avant.

SECTION 2. - LE DEROULEMENT DE L'INSTANCE

§ 1. La procédure contradictoire de droit commun

A. Le préalable de conciliation

Possibilité d'avoir des modes négociés de règlement des litiges. Ca existe mais ca ne marche pas.

Conciliation = le procès va s'engager ou est engagé et les parties pourraient trouver un arrangement sous l'égide du juge.

Conciliation facultative

Article 731 : on peut en toute matière tenter d'être concilié par le juge au premier degré de juridiction.

Remarques :

- Le principe est que c'est facultatif.
- Cette tentative, si elle se déroule, c'est avant l'introduction de la demande. Pour pouvoir se concilier, il faut pouvoir transiger. Il faut être capable : jouissance, exercice, la disposition de ses droits. On ne se concilie pas sur la paternité d'un enfant (c'est hors commerce).
- Il faut respecter les règles de compétence. Si on réussit à se concilier, le juge dresse un procès verbal de conciliation. Si on n'arrive pas à se concilier alors procès verbal de non conciliation. C'est un document authentique qui à force exécutoire mais ce n'est pas un jugement. On peut donc l'attaquer pour tous vices de procédure. Article 733. Différent du jugement d'accord ou

d'expédient de l'article 1043. C'est le support d'une conciliation mais APRES que le litige ait eu lieu.

Conciliations obligatoires

- Article 734 : à peine de nullité, la conciliation doit avoir lieu. Elle est obligatoire et postérieure à l'introduction du litige. La demande devant le tribunal de travail s'introduit par requête. Elle est sanctionnée de la nullité du jugement qui serait rendu sans ce préalable de conciliation. Cette nullité de jugement frappe le jugement et donc pour s'en plaindre, on peut uniquement utiliser une voie de recours. Litiges relatifs à l'exécution des contrats de travail.
- En matière de baux à ferme : le traitement de toute demande doit être précédé d'une tentative de conciliation donc avant l'introduction de la demande devant le juge de paix par requête. Elle ne concerne que la demande principale donc pas pour la demande reconventionnelle.
- Article 1344septies : en matière de bail à résidence principale. C'est une pétition de principe.
- Si jamais dans les 3 cas, on parvient malgré tout à concilier les parties ; l'acte de procédure sera en fonction du moment où la conciliation intervient. Si après : jugement d'accord. En bail c'est avant et donc procès verbal. Jugement d'accord (article 1043) = prévoit que ce jugement n'est susceptible d'aucun recours sauf pour vices de consentements.

B. Introduction de la demande

La demande s'introduit soit par citation, soit par requête si prévu par la loi, la comparution volontaire.

C. La médiation

Fonctionne pour le Canada ou en matière de commerce international mais en droit judiciaire belge cela ne fonctionne pas très bien. Ce n'est pas encore dans les mœurs. On ne connaît pas suffisamment le mécanisme. L'avocat lui n'a pas d'intérêts car il laisse une partie de son butin sur le bord de la route. De plus, on ne veut pas devoir créer son propre litige et sa propre solution.

Définition.

C'est un processus de concertation volontaire entre les parties en conflit. Cela est traité par un tiers indépendant qui n'est pas le juge. Il doit faciliter la communication et tente d'aboutir à un dialogue et à une tentative de solution.

Place de la médiation dans le Code judiciaire.

Dans le code judiciaire, article 2001. On peut avoir recours à la médiation dans tous les différends qui peuvent être réglés par le contrat de médiation.

Principes généraux-Droit commun de la médiation.

Pas le droit d'avoir une assistance judiciaire gratuite (pro deo). Le jugement n'a pas valeur exécutoire alors que dans les médiations volontaires et judiciaires, les parties ont une passerelle immédiate vers le juge pour obtenir la même valeur qu'un jugement. Article 1725 : si j'introduis un procès au mépris d'une clause de médiation. Mon adversaire dispose d'une exception dilatoire. Le défendeur la soulève cela engendre la suspension du procès.

Pour une médiation volontaire ou judiciaire, on l'accorde si on recourt à un médiateur agréé par une commission qui veille à la bonne formation des médiateurs.

La médiation et le médiateur sont soumis à la confidentialité et au secret professionnel.

Si on ce que l'on dit est susceptible d'être révélé au procès alors cela n'aboutirait jamais parce que les parties seraient trop réticentes. Dans le cas contraire c'est un délit pénal. Ce secret n'est soulevé qu'avec l'accord unanime des parties et du médiateur.

Processus exclusivement volontaire. Il faut un accord unanime des parties pour le commencer et un seul peut mettre fin quand il le veut.

La médiation volontaire.

Indépendamment de tout procès, on peut avoir une médiation. Avant, pendant ou après, cela reste valable. Il faut le proposer. Si l'adversaire est d'accord, la médiation s'enclenche. Les parties doivent être d'accord sur le mécanisme et sur l'identité du médiateur. C'est un intuitu personae. On doit en faire la demande par plis recommandé. Ce dernier vaut en mise en demeure (renversement des risques et point de départ pour les intérêts). De plus, ce recommandé suspend la prescription pendant 1 mois. Si on a une pression d'enfer pour la prescription alors je ne voudrais pas prendre de médiation. Les noms des parties doivent se trouver partout mais ceci dit, pas de nullité car pas de textes. Le seul risque est le juge peut dire que les papiers ne sont pas en ordre. L'effet suspensif de la prescription perdure jusqu'à la fin de la médiation. Si on débouche sur un accord, le document n'est jamais qu'un contrat de droit civil (transaction) et il n'a pas d'efficacité particulière. On veut un contrat qui met un terme définitif au litige. Sur base de la requête unilatérale, je saisi le juge de faire couler cet accord dans un jugement d'accord. Le juge normalement ne joue pas le rôle de postier. Il doit effectuer un contrôle portant sur l'ordre public, et si on est e

matière familiale, il faut que le juge et avant lui le procureur du roi ne voit pas de contrariété à l'enfant mineur.

Impropre car toute médiation est volontaire.

La médiation judiciaire.

Nous sommes obligatoirement dans le procès. Elle s'ouvre dans la continuité du procès. Le juge va jouer un rôle d'accompagnateur. Le principe est la volonté unanime des parties. Elles doivent être unanimement d'accord sur le médiateur désigné. Deux réserves : pas devant le tribunal d'arrondissement et pas devant la cour de cassation. On peut le demander par requête, par simple demande au greffe ou à l'audience. Si elle est demandée d'un commun accord alors tout est suspendu. Le juge met son sceau sur la tentative de médiation. Il va déterminer par jugement le médiateur. Dans les 8 jours, elle est notifiée au médiateur pressenti. Il a 8 jours pour mettre en route la procédure. Audience relais fixée à max 3 mois après l'introduction de la médiation, pour faire le point. Il faut avoir des échéances fixes pour avancer. Pendant ce temps, le juge peut être saisi de manière permanente. A tout moment le processus peut s'arrêter si une partie en a assez. Elle doit le notifier aux autres. La mission est la même que pour la médiation volontaire et ensuite on fait le point. Si faute de temps, le juge peut proroger la médiation d'un délai qu'il fixe. Si accord partiel alors le juge peut mettre dans un jugement d'accord ce qui a été décidé et prolonger le processus pour ce qui n'est pas encore déterminé.

D. Audience d'introduction et comparution des parties

L'acte introductif est lancé. On sait tout du délai qui doit s'écouler. Jusqu'à l'audience d'introduction (date à laquelle le procès démarre effectivement). La tendance est de revitaliser l'audience d'introduction.

- Article 728 : à l'audience d'introduction, la comparution des parties est obligatoire sinon défaut. Cela étend, l'article 728 est plus nuancé car il établit un principe absolu d'exception : je peux toujours remplacer ma propre comparution par mon avocat. Il a le monopole de la représentation en justice. §2 et 2bis : possibilité dans certains cas de se faire représenter par quelqu'un d'autre que soi-même ou l'avocat. Conjoint, parent, allié porteur d'une procuration. Devant les juridictions sociales, on peut se faire représenter par son délégué syndical. L'Etat peut se faire représenter par ses propres agents etc.

Audience d'introduction :

1° Il peut se présenter la situation d'un défaut. Le défendeur ne comparaît pas et un jugement par défaut est pris contre lui. Article 802 et s. du code judiciaire. Il est possible de ne pas prendre défaut tout de suite contre lui mais on peut prendre un jugement par défaut différé. A une autre audience, article 803.

2° Exceptionnellement au cours normalement des choses, l'affaire peut être plaidée dès l'audience d'introduction si nous sommes à la limite des débats succincts. Article 735.

3° On peut comparaître à cette fameuse audience d'introduction de manière constructive pour suggérer au juge de fixer un calendrier d'échange des conclusions. On appelle ça la mise en état conventionnelle. Mais elle est judiciairisée parce que le juge va rendre les délais contraignants). Article 747 §1^{er}.

4° dans les affaires où les parties comparaissent par avocats, ceux-ci reçoivent une faveur procédurale donnée par l'article 729. Sans cet article, cela voudrait dire que dès qu'un des clients, à une audience d'introduction, se fait représenter par son avocat. Cela voudrait dire que l'avocat doit être présent à chaque audience de son client. Pour éviter cette perte de temps, l'article prévoit que cette comparution obligatoire peut être remplacée par un acte de postulation (document écrit dans lequel les avocats des parties en litige qu'ils comparaissent l'un pour X et l'autre pour Y et cela remplace l'obligation de se présenter en fait). Jusqu'en 2007, les choses en restaient là. Mais cela est devenu plus constructif. Dans toute la mesure du possible, les avocats des parties signalent au juge leurs observations sur la mise en état purement judiciaire. Dans toute la mesure du possible, ils signalent leurs demandes. Si on est d'accord sur le timing alors mise en état conventionnelle. Dès l'article 729, on peut matérialiser l'accord telles ou telles demandes des avocats.

5° il se peut (article 747) que les parties soient d'accord pour ne rien faire du tout et demander conjointement ce qu'on appelle le renvoi au rôle général. C'est-à-dire que l'affaire retombe dans le sac de la juridiction mais ne fait l'objet d'une mise en œuvre. Si elles sont d'accord, cela peut se faire. L'accord doit être manifesté à l'audience. Si c'est par avocat alors on peut le faire par acte de postulation comme analysé ci-dessus.

6° article 747 : les parties peuvent demander la remise à date fixe. Et elles doivent être d'accord.

E. Mise en état des affaires en débats succincts

On veut revaloriser le rôle de l'audience d'introduction pour les affaires simples pour éviter d'attendre des mois et des années pour avoir une audience.

Les débats succincts proprement dits (art. 735, § 1^{er}, C. jud.)

Il y a quelques cas où la loi présume les débats succincts. Il faut qu'une partie en face ma demande (99 cas sur 100, c'est le demandeur). « Moi je souhaite que cette affaire soit retenue dès l'audience d'introduction ». Il faut démontrer en quoi l'affaire est simple. Ex : le défendeur n'a jamais contrarié mes propos. Ex : lorsque l'affaire n'appelle pas de conclusions écrites ou alors de toutes petites. Le juge peut ou non

être d'accord. Si je parviens à le convaincre (parce que cela n'est pas évident). Alors le juge devra m'accorder quelques minutes à l'instant de cette première audience ou alors il reconnaît le bénéfice des débats succincts et remet l'affaire à une date rapprochée par exemple, dans 8 jours pendant 5min. le juge peut aussi le refuser. La décision rendue par le juge sur le mérite n'est pas susceptible de recours. C'est une décision souveraine. A ne pas confondre avec le jugement rendu sur le fond.

2). Les débats succincts assimilés (art. 735, § 2, C. jud.)

+article 1066 pour les débats succincts en degré d'appel.

5 cas :

- S'il s'agit de percevoir des créances incontestées. Il n'est pas juste pour les commerçants de devoir subir le circuit long et on présume qu'elles sont retenues dès l'audience d'introduction. Cela reste théorique parce que si on ne conteste pas alors on ne conteste pas, on ne se lève pas et on fait défaut bien souvent. En pratique on ne le voit donc pas beaucoup.
- L'article 19 qui parle des mesures avant dire droit. Cette mesure est soit une mesure qui sert à instruire le procès. Soit c'est une mesure qui aménage la situation des parties pendant le temps du procès. Jusqu'à maintenant, pour en faire la demande il fallait soit le demander dans son acte introductif soit en faire la demande dans le long circuit qui pouvait durer des années. Réforme dans la réforme : il est désormais possible de demander le jugement avant dire droit dans l'acte introductif mais aussi la possibilité tout au long du procès de demander l'avant dire droit par simple lettre au greffe.
- Changement de langue. Cette loi possède un article 4 pour demande de changement de langue. Si on est domicilié dans une commune de BHV on peut être inscrit dans une des deux langues. Mais celui-ci peut demander
- Jugement de déclinatoire de compétence : conséquences absurdes dans un circuit long parce que 3 ans après on peut apprendre que le juge n'est pas compétent. Article 639 et 640 sont présumés plaidés dès l'audience d'introduction ou pour une audience rapprochée.
- Délai de grâce : on invoque une créance qui n'est pas contestée.
- Lorsque les parties sont d'accord.

Dans ces cas, on est présumé en bénéficiaire. Sauf dit le texte du § 2, si les parties sont d'accord pour éluder ces 5 présomptions.

Remarques communes

Quid si le litige est indivisible ?

Article 735. Innovation intéressante. Jusqu'à là : ex : on a faire à un litige simple, sortie d'indivision. L'un des indivisaires veut en sortir et on passe par un procès. La seule demande à faire est la demande de sortie. Il faut désigner un notaire pour liquider l'indivision. Si l'un fait défaut alors l'article 735 est rendu inapplicable. Désormais, le §5 dit que si un fait défaut cela n'empêche pas les débats succincts.

Toutes les décisions rendues sur la procédure des débats succincts ne sont pas susceptibles de recours.

TUYAU : avec Madame Closset on voit le référé et donc la notion d'urgence. Comme elle n'est pas définie par la loi, on l'a définie avec Mme Closset. Arrêt du 21 mai 1987, il n'y a pas urgence si la procédure ordinaire permettait in concreto d'obtenir la décision souhaitée dans un délai satisfaisant. On aurait pu alors s'y prendre autrement qu'en référé. Si on se permet d'insister c'est parce qu'ici on vient de voir deux de ces ressources et la semaine dernière la troisième. 1^{ère} : article 708 pour réduire le délai de citation. 2^{ème} : article 19 pour les mesures avant dire droit. 3^{ème} : article 735 § 2. Si je mobilise tous ces outils alors plus besoin du référé.

F. Mise en état des affaires qui ne peuvent être traitées en débats succincts

On se trouve dans le circuit long. Il faut subir la mise en état des affaires. Ces mécanismes doivent être analysés.

Communication des pièces

Les parties doivent se communiquer leurs pièces avant leurs utilisations : article 736. Cet article dit que le demandeur doit communiquer les pièces au défendeur au plus tard 8 jours après l'audience d'introduction. C'est un délai d'ordre : pas de sanction si pas respecté. Article 740 : les pièces doivent être apportées au plus tard en même temps que les conclusions. Sanction : le contradictoire vielle. Si communiquées en retard elles passent à la poubelle et le juge ne peut pas se baser sur elle.

Tout nouvel article 756 : 15 jours avant l'audience, les parties doivent en plus les déposer au greffe pour inciter le juge à préparer son dossier.

L'échange des conclusions et la finition des audiences

Conclusions = ce sont les écrits de procédure qui reprennent les argumentations du justiciable. Ces conclusions sont parfois le support principal de l'audience. Les conclusions vont marquer le périmètre du litige. C'est ça aussi qui va délimiter le périmètre de l'obligation constitutionnelle qu'à le juge de motiver les décisions. Le juge doit, pour motiver cette décision, répondre aux conclusions des parties. S'il ne répond pas aux conclusions alors voie de recours et s'expose à un recours en cassation. C'est le vice de forme qui entraîne le plus souvent en cassation.

C'est par les conclusions que l'on formule les demandes incidentes. Ce sont ces actes qui balisent la tâche institutionnelle du juge de motiver sa décision et de répondre à toutes les conclusions des parties. C'est une question qui préoccupe le législateur et la doctrine car on veut simplifier cette tâche du juge.

Mention que les conclusions doivent comporter = en terme de conclusion le formalisme est léger dans les obligations à respecter et surtout dans les sanctions encourues. Article 743. Nom, prénom, domicile des parties ainsi que le numéro de rôle général de l'affaire (numéro au greffe). En annexe, en fin de conclusions, doit figurer l'inventaire des pièces produites à l'appui des conclusions. Pas de nullité sans texte. Ici pas de texte donc pas de nullité. La cour de cassation dit que cela n'a pas d'incidence sur les conclusions. Ça n'a pas non plus d'incidence sur le statut des pièces mais tout de même, si les pièces sont inventoriées alors il y a une présomption irréfragable que les pièces qui figurent dans l'inventaire ont bien été communiquées.

S'agissant du contenu : article 744 al. 2 : les conclusions doivent mentionner les prétentions, c'est-à-dire l'objet de la demande. Ces conclusions doivent comporter les moyens de fait et de droit sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée. On doit sortir dans ces conclusions tout ce qu'on a dans le ventre en termes d'argumentation. Ces principes nouveaux (économie de la procédure et loyauté). De la jonction de ces deux principes, il faut désormais ne pas conserver des moyens. Il faut faire ça de manière loyale.

Remarque : on avait dit que lors de l'arrêt du 24 novembre 1978, une citation introductive d'instance ne doit pas comporter les moyens de droit du justiciable ou du demandeur. Dans ce cas, c'est le juge qui doit combler les trous et soulever les bons moyens de droit. Ici on ne parle pas du même acte de procédure. Ici on parle des conclusions donc différent de l'acte introductif. L'article 744 al. 2 ne vise donc que les conclusions. Lorsque le litige a commencé à se décanter par l'ordre introductif alors là on doit être loyal et on doit indiquer les bases juridiques. Pas de sanction. En droit judiciaire français il existe la même obligation mais à peine de nullité relative. Il y a cependant en droit belge des sanctions indirectes :

- Si on viole ce texte pas de nullité mais on réduit l'obligation du juge de répondre à nos conclusions. Il ne doit répondre à pas grand-chose.
- Principe du contradictoire : arrêt du 16 février 2007 : si je n'indique pas mes bases légales, le juge doit boucher les trous, il doit soulever d'office les bons moyens de droit mais il ne doit plus rouvrir les débats. C'est l'idée d'une punition.

Il va de soi que cette obligation légale ne contredit pas la jurisprudence récente de la cour de cassation sur l'objet et sur la cause. Ces acquis sont compatibles avec l'article 744. Il vaut invoquer nos moyens de droit. S'ils ne sont pas pertinents, le juge doit alors substituer les bons moyens à nos mauvais moyens invoqués. Ce texte ne revient

pas à cette vieille idée de ce contrat judiciaire. Ce qui est invoqué par le demandeur le figeait on ne pouvait en changer. C'était le cas avant mais plus maintenant. On peut à tout moment prendre des conclusions pour changer la cause, l'objet ou les deux. On peut toujours introduire une demande nouvelle par voie de conclusions mais il faut respecter l'article 744 à chaque fois.

Concentration des écritures = on ne peut plus rédiger des conclusions par références. Cela consistait en une pratique faite pour les paresseux surtout en degré d'appel où les parties prenaient des toutes petites conclusions pour renvoyer aux conclusions énoncées en premier degré. C'était peut être très commode mais c'était un véritable jeu de piste pour le juge. Il devait donc à chaque fois aller relire ce qui avait été donné en premier degré. C'est devenu inopérant. Cela n'est plus considéré comme des conclusions. Article 748bis : les dernières conclusions prises par une partie, il va devoir faire des conclusions de synthèse. Faire un résumé de tous les moyens et défenses. L'objectif est d'éviter de piéger le juge. C'était autant de piège pour le juge que pour l'adversaire qui ne savait pas à quoi il devait répondre. Le juge ne doit répondre qu'aux dernières conclusions, ce qui est avant ne doit pas être répondu pour le juge. Aujourd'hui quand on présente une plaidoirie on n'a que deux dossiers sous les yeux. Mon dernier dossier et le dernier dossier de mon adversaire. Si dans les dernières conclusions il n'y a pratiquement rien alors le juge ne répond qu'à cela et le reste n'est présumé abandonné.

Exceptions (Article 748bis)

- Lorsqu'un incident ne concerne pas le procès dans son ensemble alors pas obligé de faire un dossier de synthèse. Notamment lorsqu'il s'agit de rédiger des mesures avant dire droit (article 19).
- {voir syllabus}
- Si on est dans une matière civile au sein de laquelle le MP remet un avis. Depuis 2000 on peut y répondre et on peut se contenter de cela et pas faire de dossier de synthèse.

Exceptions non prévues par le texte :

- Conclusions prises dans le cadre d'une réouverture des débats. Il ne faut pas faire de conclusions de synthèses, on répond à la seule interpellation du juge.
- Article 656bis : lorsque les conclusions sont écartées des débats on peut quand même les plaider. Si on est démunis des conclusions on peut plaider et l'adversaire qui nous écoute plaider peut répliquer à ce que j'ai dit par des conclusions par écrit. Ce ne sont pas des conclusions de synthèse parce que le seul but est de répliquer à la plaidoirie.

G. Notions communes aux trois modes de mise en état

1) Mise en état purement consensuelle

Article 747 §1^{er} al. 1er et 748 : les parties s'entendent d'un commun accord sur leurs échéances perspectives. Si elles renvoient au rôle général elles se débrouillent. Cela peut être exprès ou tacite (on ne se donne pas de délais fixes). Une fois que les conclusions sont échangées dans un contexte amiable et que tout est écrit, il faut encore demander une fixation, une audience pour y plaider. Article 750 : une fois que la mise en état écrite est terminée, les parties doivent conjointement demander au greffe une date d'audience. Ensuite, le greffe reçoit cette demande conjointe, regarde le rôle et dit que la première audience est à telle date et notifie aux parties. Le problème de cette mise en état purement conventionnelle : 1° les délais sont purement amiables et donc pas de contraintes. 2° a propos de l'article 750, le demandeur peut demander de signer la demande conjointe et le défendeur refuse. Le consensualisme est bloqué. Dans ce cas, accident de la mise en état conventionnelle alors on se déporte vers la mise en état judiciaire et tout ce temps a été perdu pour rien (article 747 §2 al. 5). Ne pas confondre avec la question de l'écartement des conclusions tardives dans le cadre d'une mise en état conventionnelle. Une fois que la demande conjoint est déposée et signée, ça s'arrête, on ne peut plus conclure. Elles sont véritablement tardives et elles sont foutues à la poubelle. A cette sanction, il y a trois exceptions (les conclusions pourront être faites après) :

- Demande visée à l'article 808 (PAS UNE DEMANDE INCIDENTE : c'est un des 4 cas d'une demande incidente et c'est la DEMANDE ADDITIONNELLE)
- Si les parties sont expressément d'accord pour aller au delà du dépôt conjoint de la demande de fixation alors on accorde les conclusions
- Article 748 §2 : si survient après la demande conjointe de fixation, un fait nouveau et pertinent, la partie doit soumettre au juge une requête demandant au juge de prévoir un ultime délai pour conclure sur ce fait nouveau et pertinent.

Les délais convenus par les parties en eux-mêmes sont dépourvus de sanctions. On en parle seulement quand le dépôt a été fait. La règle est sanctionnée par l'écartement d'office sauf les 3 exceptions.

2) Mise en état conventionnelle judiciarisée

Il faut la privilégier car elle empreinte la simplicité de la première et elle va chercher dans la troisième le fait qu'elle soit contraignante. Article 747 §1^{er} : les parties peuvent convenir conventionnellement de délais. §2 et 3 : elles peuvent demander au juge d'entériner les délais convenus pour les rendre contraignants et leur attacher une sanction. §3 : Le juge annonce la date de l'audience qu'il va fixer. Si ce sont des avocats, ils peuvent se mettre d'accord par acte de postulation (article 729). Une fois que le juge a déterminé une date d'audience alors le juge fait une ordonnance notifiée aux parties. Il faut respecter les délais déterminés par les parties et officialisés par le juge. Si des conclusions parviennent après, elles sont écartées des débats. S'applique avec les mêmes 3 exceptions :

- Demande visée à l'article 808 (PAS UNE DEMANDE INCIDENTE : c'est un des 4 cas d'une demande incidente et c'est la DEMANDE ADDITIONNELLE)
- Si les parties sont expressément d'accord pour aller au delà du dépôt conjoint de la demande de fixation alors on accorde les conclusions
- Article 748 §2 : si survient après la demande conjointe de fixation, un fait nouveau et pertinent, la partie doit soumettre au juge une requête demandant au juge de prévoir un ultime délai pour conclure sur ce fait nouveau et pertinent.

3) Mise en état purement judiciaire

Article 747 §2 : en réalité, jusqu'à la réforme, cette mise en état ne s'appliquait que si une des parties en faisait la demande contre une autre. Il fallait solliciter l'intervention du juge. Aujourd'hui, elle peut démarrer seule et automatiquement. C'est-à-dire que c'est le scénario que le juge est obligé de mettre en œuvre si les parties n'ont pas mis en route la mise en état conventionnelle ou la mise en état conventionnelle judiciarisée.

Ca démarre parce qu'aucun des autres scénarios n'a été retenus. Dans un délai d'un mois après l'audience d'introduction (5 jours pour la cessation référé et saisie donc urgence) chacune des parties doit formuler ses observations sur la mise en état judiciaire. Si elles n'en font pas, le juge va déterminer des délais contraignants en ignorant les souhaits des parties. Il ne faut pas forcément attendre l'audience d'introduction pour faire ses remarques on peut le faire dès la demande. Dans un délai de 6 semaines après l'audience d'introduction (8 jours pour les autres ci-dessus) le juge doit rendre son agenda. Il fixe arbitrairement les délais pour les parties et la date de l'audience qui ne peut pas être éloignée de plus de 3 mois du dernier délai de conclusions de synthèses assigné à la dernière partie.

Si j'envoie à mon adversaire ou que je dépose des conclusions après le délais alors elle est écartée des débats.

Remarques :

- Quand des conclusions sont faites et que le délai est contraignant, il faudra veiller à accomplir deux actes : il faut envoyer les conclusions à l'adversaire et il faut aussi les déposer au greffe à l'attention du magistrat qui doit les lire. Si je ne respecte pas la feuille de route contraignante ou que je conclus alors que la demande conjoint est déjà déposée (pour la voie 1) alors mes conclusions sont vraiment écartées des débats. Heureusement, article 756bis : on peut plaider oralement à l'audience. Pour respecter le contradictoire, la partie pourra y répliquer par écrit.

H. Débats et clôture des débats

Les débats

Les débats sont contradictoires. La procédure écrite ne fonctionne pas tellement.

Article 756ter : le juge peut proposer aux parties de remplacer la plaidoirie classique et de rendre le débat interactif. Cela permet au juge de gérer et de demander d'insister plus sur certains points plutôt que d'autres mais il faut l'accord des parties. Mais l'article précise que le juge peut quand même à la fin de la plaidoirie demander des précisions même si les parties ne sont pas d'accord.

Clôture et réouverture des débats

Donc le juge peut le proposer préalablement à l'audience. Ça permet d'éviter des réouvertures des débats. Le juge s'il est diligent, il prépare son dossier avant l'audience et voit tout de suite les problèmes du dossier. Plutôt que de ne rien dire il peut maintenant le dire avant. Que ce soient des débats classiques ou interactifs, il y a à la fin la clôture des débats. 15 jours avant, il faut communiquer les pièces. Les parties peuvent renoncer au dépôt mais c'est mieux de le faire. Le juge peut et doit parfois rouvrir les débats. Articles 772 à 775. Article 774 : le juge peut rouvrir les débats s'il estime ne pas être suffisamment averti de la situation. S'il le fait soit parce qu'il le peut soit parce qu'il le doit alors (article 775) normalement elle se déroule exclusivement par écrit et si vraiment le juge veut recevoir des détails oraux alors il le demande.

Article 772 : fait nouveau et capital pour la fin du litige (contrat, l'adversaire décède etc.) dans ce cas, le juge peut être saisi d'un requête qu'il accepte ou refuse et sans possibilité d'appel sur cette décision. On rouvre les débats normalement par écrit, exceptionnellement par oral.

I. Affaires communicables

Affaire communicables au MP. Il y a certains cas en Matière civile où l'avis du MP est donné parce qu'il est obligatoire ou que les circonstances le justifie. L'article 774 énonce une liste des situations qui nécessite l'intervention du MP. Sauf devant le juge de paix ou devant le juge des saisies ni même en référé car pas de MP.

A part ces cas, l'article 765 dit qu'il peut arriver que le juge ou le procureur du roi lui-même estime convenable que le MP remette son avis. Ex : affaire Fortis. Jusqu'il y a peu l'avis qui était donné posait des problèmes au niveau de l'impartialité et des droits de l'homme. Premièrement, l'audience est terminée, et les juges sortaient et le MP les suivait. Dans ces cas ; le MP peut donner son avis et faisait partie du siège et délibérait avec eux sans voies délibératives. Deuxièmement, une fois que le MP s'était levé et avait donné son avis à l'audience, l'affaire était prise en délibéré. Quand l'avis ne nous était pas favorable, cela ne respectait pas les droits de la défense car on ne pouvait pas répondre à cela. En 2000, condamnation par la cour des

droits de l'homme, je peux actuellement répondre par conclusions aux avis du MP. Le MP ne se retire pas avec le siège.

J. Délibéré et jugement

Article 770 : le juge quand il clôt les débats, il doit annoncer à la fin de l'audience, la date à laquelle il va prononcer les jugements. Cela ne peut pas être supérieur à 1 mois. C'est un délai d'ordre donc pas de sanction si pas respecté mais la loi de 2007 dit que si on tarde plus d'un mois il faut aller près du greffier et dire pourquoi on est en retard. Si ces retards se multiplient ou que si on a un retard de plus de 3 mois dans nos dossiers, le greffier doit le signaler au chef de corps. Si se répète cette situation, le chef de corps voit la personne concernée et des sanctions disciplinaires peuvent être prises. Si cela se prolonge au-delà de 6 mois alors c'est un cas de dessaisissement du juge et on agit devant la Cour de cassation. Le délibéré est secret. Le plus jeune parle le premier, il n'y a pas d'idées d'opinions dissidentes. Les juges qui ne sont pas d'accord ne peuvent pas mettre d'avis contrairement dans le fond du jugement. Il vous se soumettre à l'avis des autres. Pas de révélations du secret délibéré. Quand l'affaire est délibérée, le jugement est rendu.

§ 2. La procédure par défaut

Article 802 à 806 inclus. Ces articles ont les comprend mieux si on distingue deux grands scénarios de départ. Ce sont les scénarios de défaut et défaut différé a une audience ultérieure.

A. Défaut à l'audience d'introduction

Le défendeur n'est pas là. On va a l'audience même si pas de nouvelles du défendeur. On peut demander et obtenir un jugement par défaut contre l'absent.

B. Défaut aux audiences ultérieures

Il faut faire une sous distinction selon que le défaillant a toujours fait défaut et notamment à l'audience d'introduction soit selon que le défaillant fait défaut pour la première fois.

1° le défendeur ne comparaît pas : article 728 et 729 : soit on y a va soi-même, soit par représentant ou par avocat ou même par avocat par acte de postulation d'avocat. Ici rien de tout ça. Pourquoi ne pas prendre défaut tout de suite : parce que peuvent se produire des circonstances de fait (Trop de monde et le juge re convoque ou bien on préfère ne pas prendre défaut tout de suite, pour ne pas presser les gros organismes comme l'Etat, l'INAMI etc. on ne prend pas défaut pour éviter de se manger un acte d'opposition de cet organisme, il est plus simple de laisser une deuxième chance). L'article 803 s'applique : cette partie est re convoquée sous pli judiciaire a une prochaine audience. Il faut dans ce cas re respecter le délai de 8 jours. S'il ne comparaît pas la prochaine fois alors on prend le jugement par défaut.

2° Je comparais physiquement mais voilà que dans le cours du procès surgit une autre audience (audience rapprochée etc.). Il était là au début mais pas après. Je peux prendre défaut dès cette deuxième audience rapprochée. Si cette partie qui maintenant fait défaut a pris des conclusions alors je peux prendre un jugement et condamnation qui sera réputé contradictoire parce qu'il y a ces conclusions. On veut diminuer le plus possible le nombre d'oppositions.

C. Conditions et effets du défaut

- Si dans un litige multipartite, une partie fait défaut. Jusqu'en 2007 : blocage aujourd'hui plus de blocage : articles 747 et 735. Le défaut d'une des parties n'empêche pas l'application du mécanisme.
- Le défaut ne peut se prendre qu'à la fin de l'audience.
- Je prends un jugement par défaut mais qu'il arrive à l'audience alors il peut être rabattu et on ouvre les débats de nouveau.
- Article 806 : un jugement par défaut doit être signifié dans l'année. La sanction est la déchéance (article 860 al. 3). La ratio legis est une mesure de sympathie pour le défaillant car dans le cas contraire il aurait au dessus de lui un jugement qui pourrait lui tomber dessus n'importe quand.
- Au nord on soutenait que si on laissait périmer l'affaire par défaut, on fait revenir l'affaire devant le même juge pour revalider le jugement. A Louvain et à Liège on tient compte du fait que si je laisse périmer ce jugement par défaut, je devrai tenter de le faire revitaliser mais alors toutes les cartes sont rabattues. Celui qui a fait défaut revient alors tout doit rentrer dans le jeu. CC arrêt du 18 mars 2008 nous donne raison.

PAS SUIVIS PENDANT 10 MIN

D. Particularité en cas de litige indivisible

§ 3. La procédure en référé

A. Introduction de la demande

B. Instruction de la demande et procédure

C. Ordonnance et voies de recours

On parle d'ordonnance. Ces ordonnances sont exécutoires par provision. On peut exécuter par voie forcée même s'il y a appel ou opposition. Cela ne suspend pas la décision. Article 1066, on présume que l'appel se traite à l'audience d'introduction. Quand on fait défaut à un jugement, je ne peux plus changer d'avis et faire appel.

§ 4. La procédure sur requête unilatérale

A. Introduction de la demande

Voir cours sur l'acte introductif. Elle s'introduit de manière unilatérale : article 1025 et 1026. Ces mentions sont prescrites à peine de nullité. Une de ces mentions : signature obligatoire de l'avocat (article 1026, 5°).

B. Procédure

C'est une procédure exceptionnelle sur le plan du principe du contradictoire et sur le principe de l'appareil juridictionnel. La requête est déposée au greffe et enregistrée dans le registre. article 1027 elle peut être adressée à l'avocat sous pli. La requête unilatérale n'est pas plaidée par l'avocat qui la dépose. On applique tout de même l'article 1028 ; on peut convoquer le requérant en pratique on attend dans le couloir et parfois on fait entrer l'avocat. Le juge des référés peut convoquer de la même manière certains intervenant potentiels. C'est très théorique parce que c'est une procédure rapide et bien souvent il n'y a pas de temps pour faire entrer un intervenant.

C. Ordonnance et voies de recours

A peu de choses près, il s'agit du même régime que pour le référé au sens strict. Ce n'est pas en audience publique. L'ordonnance est exécutoire par provision comme pour l'ordonnance de référé. Compte tenu de son urgence, elle peut être mise tout

de suite à l'exécution forcée même si appel et tierce opposition. Elle est donc exécutoire de plein droit par l'effet de la loi.

Dans les 3 jours du prononcé, l'ordonnance est notifiée sous pli judiciaire au demandeur et aux éventuels intervenants. Elle n'est pas innocente. Article 1032 : on a ici un mécanisme tout à fait hybride qui n'a pas d'équivalent dans le code judiciaire. Possibilité d'une retractation de l'ordonnance initiale si les circonstances ont changé. Même le référé ne comporte pas cette possibilité. A propos de l'appel du requérant débouté et les éventuels intervenants à la cause. Article 1031 : l'appel doit être formé dans le délai de droit commun (1 mois) mais le point de départ du délai est le moment de la notification sous pli judiciaire qui marque le point de départ. Il faut donc se souvenir la manière dont on calcule le délai de recours lorsqu'exceptionnellement il s'agit d'une notification. Ex : nous sommes le 28/11. Le greffe notifie l'ordonnance le 28/11 sous pli judiciaire. Le premier jour ouvrable qui suit la notification, article 53bis § 1^{er} elle est présumée sortir ses effets le premier jour ouvrable qui suit celui où le pli est présenté au destinataire. Donc c'est lundi 1^{er} décembre. Donc on calcule de quantième à veille de quantième donc le 31/12 c'est donc un mercredi.

Remarque concernant l'appel : le traitement de cette affaire devant la cour d'appel sera particulier. Cette affaire urgente ne peut pas subir des retards donc traitement particulier, article 1066. On l'a déjà vu au sein du référé contradictoire et à propos de l'article 735 et les débats succincts en degré d'instance. L'article 1066 traite du même problème mais en appel.

Comme il s'agit d'une ordonnance unilatérale alors il y a des contraintes vis-à-vis des tiers. Le code judiciaire prévoit une voie de recours propre à ces tiers qui se nomme la tierce opposition. Article 1034.

SECTION 3. LE JUGEMENT

§ 1. Diversité des décisions de justice (typologie) TUYAU

On a l'habitude de distinguer les ordonnances des jugements et des arrêts. Arrêts = décisions judiciaires rendues par les Cours. Ordonnance et jugement, c'est uniquement terminologique. Ordonnance = contentieux provisoires déféré au juge de paix notamment via l'article 223 pour les mesures urgentes et provisoires entre époux et deuxièmement, la décision rendue en référé : ordonnance en référé, ordonnance rendue sur requête unilatérale.

Jugement définitif = décision du juge par laquelle ce juge « épuise sa juridiction sur une des questions litigieuses. Définitif ne veut pas dire que la décision clôt le litige ni d'ailleurs que la décision statue sur l'ensemble du litige. Une décision définitive au sens technique est une décision pour trancher une seule question. Ex : le juge rend un jugement sur sa compétence (déclinatoire). C'est une décision définitive, il tranche une des questions.

Jugement avant dire droit = c'est le contraire de l'autre. Le juge n'épuise pas du tout sa juridiction. Avant de dire le droit, avant d'puiser sa juridiction. Le juge soit ordonne une mesure visant à instruire le procès (mesure d'instruction, ex : expertise) ou soit aménage la situation des parties (ex : accord d'une provision).

Article 19

On retrouve cette distinction :

- Autorité de la chose jugée est différente pour l'un et l'autre jugement
- Le cours de Mme Closset concernant le ressort et l'appelabilité est toute différent en fonction de l'un ou de l'autre
- Les dépends, les frais du procès sont différents en fonction du jugement
- Recevabilité de l'appel
- Effet dévolutif de l'appel

Article 735 : apport de la loi de 2007 : pour revaloriser l'audience d'introduction alors 6 cas de présomption de débats succincts notamment et surtout l'article 19 §2 concernant le jugement avant dire droit. Pour demander une mesure d'avant dire droit alors procédure simplifiée : simple lettre au greffier.

Distinction entre jugements par défaut et jugement contradictoire

Par défaut = sens technique, on a vu un cas de jugement qui est dans les faits par défaut mais que la loi répute contradictoire. Article 804, lorsque le défendeur a pris des conclusions, était présent à la première audience mais plus par la suite. Règle propre au défaut : recours particulier qu'est l'opposition et l'article 806 qui crée une déchéance lorsque le jugement par défaut n'est pas signifié dans l'année qui suit le prononcé.

§ 2. Conditions de validité formelle du jugement

On a à faire à un jugement qui n'est pas un acte de procédure et donc les conditions on n'applique pas la théorie des nullités qui est propre aux actes de procédure. Ce ne sont pas des nullités qui tombent sous cette théorie. Article 780 : conditions pour le jugement. La nullité n'est pas une nullité au sens de l'article 860 donc seule solution : recours.

A. Par qui le jugement est-il à rendre?

Uniquement par le président de la chambre qui a rendu ce jugement. On peut avoir à faire en matière civile à des juridictions collégiales à trois juges (article 782bis). Avant les trois devaient être présent si chambre a trois juges actuellement uniquement le président. S'il est empêché il peut se faire remplacé par un autre. Il doit être signé par les juges qui ont assisté à l'audience. Ex : tribunal du travail, les juges sociaux doivent signer avec le président. Sauf s'il faut prononcer le jugement plus vite qu'il ne sera écrit. On rend les jugements à l'audience même. Ce jugement n'est pas rendu tout de suite mais on ne demande pas de le signer avant de le prononcer. L'original du jugement restera dans le dossier du tribunal et est incorporé à la minute du jugement. Feuille de route officielle tenue par le greffier. Il ne faut donc pas confondre plusieurs papiers. On ne confond pas la minute des jugements avec l'expédition. C'est la copie conforme de la minute revêtue de la formule exécutoire « nous Albert, a tous présents et à venir etc. ». C'est le papier dont on a besoin lorsqu'il s'agira de faire signifier le jugement. Ne pas confondre avec la copie libre qui est une simple copie du jugement mais sans formule exécutoire.

B. Comment le jugement est-il rendu?

Le jugement doit être rendu en audience publique.

§ 3. Communication du jugement

Des deux manières de communiquer un acte de procédure on les connaît. Le jugement n'est pas un acte de procédure mais on reconnaît les mêmes principes.

On privilégie toujours la signification. La notification est utilisée à titre exceptionnelle.

A. Signification du jugement

Tout jugement n'est pas signifié par le gagnant. Elle n'est faite que lorsqu'elle présente une utilité. Pour faire courrir les délais de recours et pour procéder à l'exécution forcée des décisions. Mais il y a plusieurs cas où la signification n'a aucune utilité. Si l'adversaire s'exécute spontanément alors pas besoin de signification. Il y a une seule hypothèse est obligatoire : article 806 : jugement par défaut : signifié dans l'année.

B. Notification du jugement

Cas expressément prévu par la loi. Il faut un texte pour dire que le délai court à partir de la date de la notification et non pas de la signification. Ex : article 1253. Ex2 : ordonnance rendue sur requête unilatérale : article 1031 (dans le syllabus 1021 mais pas bon).

Article 1592 § 2 : dans certaines matières la notification a lieu sous pli judiciaire.

Attention au nouvel article 53bis : plis judiciaire §1^{er} et si recommandé ou lettre simple alors §2.

§ 4. Effets du jugement

A. L'autorité de la chose jugée

La valeur décisive (aspect négatif)

Il interdit certains comportements et est prohibitif. Interdiction adressée au juge et aux parties.

- 1) Nous sommes toujours devant le juge ayant rendu le jugement ayant autorité de chose jugée : ce juge qui a dit le droit ne peut pas revenir sur sa parole de juge et renier sa décision. Les parties ne peuvent pas non plus lui demander de le faire. S'il y a un jugement interlocutoire qui statue sur la recevabilité et dit qu'il y a bien intérêt. Quelques années plus tard le procès se relance et le défendeur reviendrait soutenir qu'il n'y a pas intérêt. Le juge saisi à nouveau du procès est dessaisi de cette question et ne peut pas revenir sur ce point. C'est l'exception de dessaisissement. Elle touche à l'ordre public. le juge devrait d'ailleurs la soulever d'office et repousse la prétention.
- 2) Si nous sommes devant un autre juge. C'est l'exception de chose jugée mais il serait préférable de dire fin de non recevoir. Première remarque, cette fin de non recevoir n'est que d'ordre privé, le juge ne peut pas la soulever d'office. lorsqu'il y a une triple identité il y a exception de chose jugée. Triple identité entre d'une part la décision du juge et la demande qui est la nouvelle prétention. On compare ce que le juge a jugé avec la nouvelle idée du perdant. Si triple identité entre ces deux éléments alors exception de chose jugée.

Triple identité :

- Parties (si elles sont partiellement différentes alors pas de problème)
- L'objet est toujours le même (je demande la résolution en lieu et place de l'exécution par équivalent alors pas exception de chose jugée car l'objet est différent)
- Identité de cause : controverse : la cause que l'on trouve ici n'est pas la même que celle constitutive de la demande. La cause = effet antérieurement invoqué et appréciée par le juge en appliquant une règle juridique. Ce n'est pas les faits allégués par les parties mais ce sont les faits tels que le juge les a juridiquement appréhendés et qualifiés. Ex : magasin et glace au rayon légume. Le juge, juge de paix, dit que l'article 1382 n'est pas valable. La cause est la chute au rayon légume. On peut revenir et agir sur base de 1384 et pas

sur 1382 alors pas d'exception d'autorité de chose jugée. Le juge aurait du requalifier lui-même. Si le juge l'avait fait comme cela est obligatoire, alors on aurait eu affaire à un juge qui immédiatement applique la bonne solution juridique et donc on ne pourrait refaire de procès. En France, on va dire que la cause est la même que ce soit l'article 1382 et l'article 1384. Il y avait l'obligation d'invoquer les bonnes bases légales dès le départ.

La chose jugée s'applique également aux motifs. Tous les motifs qui constituent le descriptif on aussi autorité de chose jugée. Les jugements avant dire droit n'ont aucune autorité de chose jugée. Elle ne s'applique pas non en plus en référé. Un tiers ne peut être affecté par une décision à laquelle il n'est pas partie sauf ordonnance par requête unilatérale. Les décisions de cessation ont autorité erga omnes. C'est même plus que ça encore. Ici la décision du juge du civil liera même le juge pénal. Si le juge de la cessation est le juge civil alors le juge pénal doit attendre et il sera lié par la décision du juge civil. La cour de cassation fait une distinction entre le fait que la chose jugée ne vaut qu'entre partie mais toutefois une décision de justice a quand même force probante vis-à-vis du tiers. Ratione materiae elle s'applique au dispositif et aux motifs nécessaires. La cour de cassation souhaite étendre l'autorité de la chose jugée le plus possible. Ex : juge saisi d'une action et rejette cette action en disant que cette action est recevable et fondée. Il statue sur l'action. Est-ce qu'on ne peut pas dire que le juge qui a rendu la décision s'est déclaré compétent. Pour statuer il se considère compétent par hypothèse. Le juge s'est nécessairement déclaré compétent on ne pourra donc jamais soutenir qu'il ne l'était pas. Ex2 : le juge dit que l'action est fondée et condamne à payer 100. Le juge a donc considéré que la demande était recevable car il condamne à 100. Je ne peux donc plus dans un autre procès venir dire qu'il n'y avait pas qualité ou capacité et donc que la demande n'était pas recevable. Il n'y a autorité de chose jugée que si les motifs et le dispositif ont pu être débattus. La cour de cassation n'accepte que certains éléments ne soient pas débattus.

La valeur probante (aspect positif)

B. La force de chose jugée (ou valeur exécutoire) du jugement

L'appel suspend la force exécutoire. On empêche que le jugement ait un effet utile. Exception : pour une condamnation, c'est non seulement l'exercice de l'appel mais le délai d'appel lui-même. Dès que le délai d'appel court je ne peux déjà plus faire exécuter contre vous. Je fais appel, ça n'y change rien et je paye de manière forcée et je gagne en appel. Je suis mal parce que j'ai fais exécuté la décision alors que maintenant elle est réformée. Je dois rembourser les 100 + les intérêts le temps que le juge d'appel se prononce mais je dois aussi indemniser des dommages collatéraux. Exemple si je suis commerçant et qu'à cause de cela j'ai perdu ma clientèle alors je ne dois même pas démontrer de faute et donc vous devez m'indemniser de tous les dommages. Quand on est avocat il n'est pas toujours de bonne augure de réclamer au juge l'exécution de la décision.

C. La condamnation aux dépens

Ex : je gagne mon procès qui a été émaillé par une mesure d'expertise. Normalement ce sont des frais considérés comme dépens donc à charge du perdant mais parfois celui qui gagne devra payer ces frais car ils ont été causés par sa faute. Les dépens sont donc les frais du procès. Ex : frais de citation, de requête, frais de l'expertise, etc.

Pas suivis voir syllabus.

Pour les affaires comme l'hébergement d'un enfant (affaire non évaluable en argent), l'arrêté royal prévoit un tableau particulier. Le justiciable qui perdrait son procès mais qui a la gratuité des frais de justice par avocat pro deo alors il ne paiera que les frais minimum. Si je suis perdant contre une série de gagnant alors il y a un plafond, pas plus du double de la plus grosse indemnité de procédure. Cette somme là est absolument forfaitaire, le juge ne peut s'éloigner des fourchettes. Rien d'autre que cette somme ne peut être alloué au gagnant. Toutes clauses contractuelles qui prévoiraient un non paiement ou un paiement supérieur est nulle.

CHAPITRE IV - LES INCIDENTS DE L'INSTANCE ET LA PREUVE

SECTION 1. APERÇU GÉNÉRAL DES INCIDENTS DE L'INSTANCE

§ 1. Incidents relatifs aux juges

A. Déclinatoires

B. Récusation du juge

Article 828 du code judiciaire. Si le juge a été l'avocat d'une des parties, si le juge est le conjoint d'une des parties, juge qui insulte la partie. dès qu'il y a tout motif de partialité qui n'est pas dans l'article 628 2 à 12 je peux soulever un incident. On porte l'affaire devant le juge immédiatement supérieur. Ne pas confondre avec le dessaisissement.

C. Dessaisissement

Article 648 et s. le dessaisissement vise globalement toute la juridiction civile, toute la chambre un tel etc. la récusation porte sur une seule personne et non pas la juridiction toute entière.

§ 2. Incidents relatifs aux actes accomplis par ou pour le compte des parties

A. Fins de non-recevoir et exceptions de nullité

Fin de non recevoir = moyen de défense du défendeur. Il concerne le fait de dire qu'un des éléments du demandeur font défaut. Ex : exception de chose jugée, capacité, intérêt et prescription de l'action. Les exceptions de nullité = une nullité frappe un acte de procédure accompli par le justiciable lui-même ou par son avocat. Pas de nullité sans texte.

B. Le désaveu

Principe

Dés lors que l'on choisit comme justiciable un représentant en justice, ce mandataire n'est là que pour exécuter en notre nom des actes que l'on lui a confiés. S'il dérape et accomplit quelque chose de contraire à ma volonté, il faut créer un incident permettant au justiciable de déjouer un acte non validé.

Conditions d'application

Ne pas confondre : on ne peut pas désavouer son représentant légal mais uniquement son représentant en justice. Ne pas confondre l'article 728 avec les articles 17 et 18. Ces derniers parlent de la capacité à agir. Si on ne peut pas agir par soi-même alors on a un représentant légal. Le désaveu ne concerne pas ces personnes mais concerne seulement les représentants en justice considérés par l'article 728 : avocat, agent du fisc, syndicat, etc.

Faveur pour l'avocat : en effet, l'article 440 al. 2 établit une présomption favorable à l'avocat. Il est présumé respecter son mandat. S'il nous vient à l'idée de contester le mandat de l'avocat, alors celui qui conteste doit démontrer qu'il n'a jamais reçu mandat. Il faut se plaindre d'un acte accompli par ce représentant alors qu'il n'a pas été demandé, autorisé ni ratifié par le justiciable par la suite. N'importe quelle autre partie peut l'invoquer au litige.

Modes d'introduction de l'incident

Il faut distinguer selon l'état d'avancement du procès.

Effets du désaveu

Si le procès est pendant alors intervention : forcée (citation), volontaire (requête). Si la cause de désaveu apparaît à la charnière de deux instances, on peut soulever l'incident dans l'acte de demande d'appel ou d'opposition. Si survient après le recours, alors voie de recours extraordinaire (requête civile). Tous les actes d'instruction accomplis après l'acte désavoué sont eux-mêmes déclarés non avenu.

NB : le désaveu est un acte grave pour le procès. Le code judiciaire fait aussi de la prévention. Pour certains actes en justice particulièrement graves, le code judiciaire exige une procuration nette et expresse du justiciable pour être sur que l'acte a bien été ordonné. Article 850 : offre, aveu et acquiescement à une décision. Article 824 : il faut une procuration écrite et expresse.

§ 3. Incidents relatifs au déroulement de l'instance

A. Suspension de l'instance

Les exceptions dilatoires

Exception de la caution qui doit être payé par le demandeur étranger, inventaire demandé par les héritiers, exception de médiation.

Le principe selon lequel "le criminel tient le civil en état"

Article 7 du TPCPP. Pour comprendre cette cause de suspension c'est l'idée que les décisions rendues au pénal ont une autorité de chose jugée absolue. Ça signifie que la décision du juge pénal s'imposera au juge civil qui sera saisi d'une demande de réparation.

3) Le renvoi préjudiciel

B. Interruption et reprise d'instance

- Le décès d'une partie
- Le changement d'état (des personnes) d'une partie si obstacle à la procédure.
Ex : je fais un procès contre un de mes voisins. En cours de procès je deviens aliéné et un de mes proches sollicitent de me mettre sous administration provisoire. Je ne peux continuer le procès moi-même. Contre ex : enfant mineur qui a été renversé par une voiture, compétence exclusive du tribunal de police, les représentants légaux sont compétents pour le représenter. Si durant le procès l'enfant devient majeur, il doit se représenter seul mais pas d'interruption du procès.

- Modification de la qualité de la personne

Si une de ces trois situations a lieu. Il faut informer le défendeur par notification. Dès ce moment, le procès s'interrompt et tout ce qui se fait après est nul. Si la reprise d'instance est décidée alors sous la forme des interventions.

C. Le désistement d'instance

Il y a des désistements et non pas un seul. C'est l'emblème du principe dispositif parce que c'est l'acte par lequel on renonce à un acte de procédure que l'on a fait. On peut engager un procès et revenir sur sa position et tout arrêter. Il y a des intensités différentes entre les désistements. On peut avoir le minimum et se désister de sa demande mais on peut aussi se désister de son action. Quand il y a désistement, on abandonne la procédure en cours. Le désistement de l'instance doit être formellement être accepté par l'adversaire lorsque celui-ci a déjà pris des conclusions. Cela est autorisé en toute matière.

Je peux me désister de mon action = je renonce à la procédure introduite à l'instant mais je renonce à mon droit d'action en justice pour plus tard. Cela ne s'applique pas dans toutes les matières : seulement : matières dont j'ai la libre disposition. Pas pour le divorce, sécurité sociale, litiges fiscaux, état des personnes.

Réflexion = aller voir sous l'article 823, arrêt de cour d'appel. Pour avancer qu'il y a dans le code judiciaire un principe très clair. Je ne peux pas me désister de mon action dans les matières indisponibles et je ne peux acquiescer à une demande d'accident de travail. Mon désistement ou mon acquiescement sera nul. En pratique, l'article 823 dit que pour un désistement d'instance tout est permis. Les trois arrêts disent que :

Nous sommes en matières de divorce, une décision est rendue par le tribunal de première instance, je me désiste de mon appel parce que j'en ai marre. Cela revient à dire que je me désiste de mon action ou que j'acquiesce étant donné que l'appel est ma seule et unique chance.

D. La jonction d'instances

SECTION 2. INCIDENTS RELATIFS À LA PREUVE

§ 1. Principes

Article 824 du code judiciaire.

A. La charge de la preuve et l'administration de la preuve

La charge de la preuve pèse sur celui qui invoque le fait. On parle plus volontiers de fardeau de la preuve. La preuve de tel fait n'est pas rapporté alors va perdre celui qui invoquait le fait.

B. Rôle des parties et pouvoirs du juge

1) Le rôle des parties

Elles peuvent contester la signature d'un acte privé. Ce sont les parties qui peuvent s'inscrire en faux contre une pièce de la preuve. On respecte en plein le principe dispositif. Le juge n'est pas obligé de se laisser compter par les parties, le juge peut dire moi je demande ceci.

2) Le rôle du juge

Le juge a le pouvoir d'ordonner d'office des mesures d'avant dire droit d'instruction. Que ce soit les parties ou le juge qui demande une mesure d'instruction. Il faut respecter le principe d'économie. Désormais le principe n'est pas seulement une idée en l'air mais c'est l'objet d'une disposition de l'article 875bis du code judiciaire. Le juge doit tout faire pour économiser le procès.

§ 2. Les mesures d'instruction

- Production de document
- Vérification d'écriture
- Faux civil
- Audition des témoins
- Expertise
- Serment
- Descente sur les lieux

A. L'enquête PAS Voir Page 243 à 246

B. L'expertise

C'est la mesure d'instruction par laquelle le juge fait appel à un spécialiste de ces faits : médecins, architectes, etc. pour donner un avis technique au juge et aux parties pas de positionnement sur le droit. Ex : infection à l'hospital. Le juge peut demander de vérifier que cette maladie a bien été contracté durant cette période d'hospitalisation. Le juge paresseux dit que l'expertise pour le tout doit être faite même pour la réparation. Expertise deux fois plus longue et deux fois plus cher. Ex :

architecte, assigné pour mauvais travail. On soulève la prescription décennale. Ce genre d'attitude n'est plus possible. Il faut que la mesure soit utile.

1. Décision ordonnant l'expertise TUYAU

L'expertise intervient souvent à titre incident. Elle est demandée ou ordonnée d'office dans le cadre du procès. Comment puis-je la demander ? Dans l'acte introductif mais depuis la loi d'avril 2008 je peux en faire la demande par simple lettre au greffe et s'agissant du traitement de cette demande, article 735 §2 : présomption que la demande d'expertise doit être traitée en débats succincts pour éviter de perdre du temps. A titre exceptionnel, on peut demander une expertise à titre principal. En vue d'un procès imminent, je peux demander une expertise pour faire le lien lors du procès. Il y a menace ou péril imminent d'un procès. Ou bien une expertise est demandée pour l'urgence. Une fois que l'expertise est ordonnée, cette décision a-t-elle autorité de chose jugée. Ici pas de décision définitive donc aucune autorité de chose jugée. Force exécutoire : article 1496 : elle est exécutoire de plein droit. Pas d'effets suspensifs si appel ou opposition. Cette décision est-elle appellable : article 621 : tout jugement est susceptible d'appel. Et ce jugement est appellable si la demande principale l'est. Le principe dispositif recule à nouveau. Article 972 : jusqu'à la loi de 2007, une fois l'expertise ordonnée par le juge, les parties pouvaient se réfugier derrière le principe dispositif pour refuser de la mettre en route. Actuellement, le greffier doit toujours notifier la demande à l'expert pour lancer l'expertise. On veut économiser les frais et donc raccourcir les procès.

2. Désignation de l'expert

Il y a des listes déterminées près des tribunaux. Ces listes n'ont jamais vu le jour.

3. Procédure d'expertise

Article 972 § 2 : elle doit commencer par une réunion d'installation. C'est un débriefing. Le juge et les parties se rencontrent pour mettre au point les adaptations. Est-ce que le délai est suffisant ? Est-ce que l'expert est compétent ? etc.

On peut joindre l'expert par téléphone. C'est réunion est obligatoire sauf accord unanime du juge et des parties. Le juge peut convoquer l'expert dans le délai pour savoir si ça avance. L'expert doit essayer de désamorcer le procès sur le plan technique. L'expert peut tenter de concilier les parties. Souvent d'ailleurs, il y a un climat plus propice.

Il faut rendre un avis provisoire sur les réponses ou les questions posées par le juge. C'est avis est transmis aux parties pour le respect du contradictoire.

C. La production de documents PAS VOIR

CHAPITRE V - LES VOIES DE RECOURS

SECTION 1. NOTIONS GÉNÉRALES

§ 1. Définition

Le code judiciaire ne donne pas de définition. Ce sont des moyens, des voies mis à la disposition tantôt des parties tantôt à la disposition du tiers pour obtenir d'un juge une nouvelle judiciaire dans un litige, dans un procès déjà jugé une première fois. Droits de l'homme : Article 6 CEDH → on a toujours envie d'avoir une deuxième chance mais ce n'est pas fondamental. L'article 6 de la CEDH ne prévoit à aucun moment même de manière implicite, le droit à une voie de recours. Le droit à une seconde chance n'est pas un droit de l'homme. C'est une valeur, c'est une règle qui est relative. Le paradoxe est que le recours n'est pas un droit de l'homme. La cour de strasbourg dit que ce n'est pas une obligation pour les états de créer une voie de recours mais s'ils le font alors le cour de starsbourg se montre particulièrement sévère et particulièrement vigilante pour voir si tout les droits de l'homme sont bien

respectés dans la voie de recours. D'ailleurs, la Belgique a souvent été condamnée parce que la procédure d'appel était trop longue. La voie de recours reste par ailleurs très importante. C'est la seule possibilité offerte pour corriger la régularité formelle d'une décision. Lorsqu'un jugement est irrégulier il est frappé de nullité, ce n'est pas une nullité de la théorie mais le seul moyen de la sanctionner est la voie de recours. Les voies de recours ont une double fonction voir même une triple fonction.

1° Faire rectifier, corriger la régularité formelle d'un jugement.

2° Permettre que l'affaire soit jugée une deuxième fois.

3° c'est une fonction récente, fonction d'achèvement du litige. Elle concerne l'appel. L'idée générale est qu'il est possible et fréquent qu'une première décision de justice ne fasse pas tout le tour du litige avant d'être frappée d'un recours. Cette décision peut être attaquée par la voie de l'appel. Devant le juge d'appel, le litige qui n'a pas pu se terminer, va s'achever pour la première et dernière fois devant le juge de recours. Le droit à une deuxième chance, a un double degré de juridiction mais cela n'est pas forcément vrai car le plus souvent l'affaire se termine devant le juge d'appel et non en pas en premier degré.

§ 2. Classification

A. Rétractation et réformation

Opposition, Requête civile, Tierce opposition, Rétractation = voie de recours particulière contre les décisions judiciaires prises sur base d'une mauvaise base légale.

Article 1032.

Voies de réformation portées devant un autre juge. La seule voie de réformation est l'appel.

Le pouvoir en cassation n'est pas de rétractation parce qu'on va devant un juge supérieur mais ce n'est pas non plus une réformation parce qu'elle ne rejuge pas le procès. Elle ne connaît pas du fond des affaires.

B. Voies de recours ordinaires et voies de recours extraordinaires

Les voies de recours ordinaires sont l'appel et l'opposition. Elles sont ordinaires parce que lorsqu'elles sont offertes par la loi elles le sont sans conditions particulières.

Les voies de recours extraordinaires sont les autres. S'agissant de l'accès au recours, il est beaucoup plus soumis aux conditions.

L'enjeu est concret : vu à la page 230. Concernant la force exécutoire d'une décision de justice varie en fonction de la voie de recours ordinaire ou extraordinaire. Page

253 on rappelle qu'en principe l'exercice du droit de recours ordinaire suspend la force exécutoire de la décision attaquée. On peut demander au juge l'exécution provisoire au risque que par la suite l'appel change la donne. La cassation n'a pas d'effet suspensif. Une décision judiciaire qui n'est plus susceptible de recours extraordinaire est dite passée en force de chose jugée. Si on ne peut plus rien faire du tout alors elle est irrévocable.

§ 3. Les délais des voies de recours

La règle générale est que, article 57, le point de départ est la signification de la décision ou dans les cas prévus par la loi, la notification. Le principe est la signification parce que c'est plus sûr mais sinon lorsque c'est prévu par la loi c'est la notification, moins sûr mais moins sûr. Peu de monde va au prononcé du jugement. Le délai d'opposition et d'appel prenait cours au prononcé alors que je n'étais pas au courant. Il reste donc que le délai d'appel en matière civile pour le MP. Le délai de recours est le seul dont la déchéance ne peut jamais être couverte. Pas de déchéance sans texte.

Est-ce que je peux invoquer un cas de force majeure qui m'aurait empêché de faire mon recours dans les temps ? Sur le principe, la cour de cassation dit que c'est possible mais bonne chance pour prouver la force majeure. La cour de cassation a toujours considéré que si le recours tardif résulte de la faute de l'avocat ou de l'huissier alors tant pis pour nous mais ce n'est pas une cause de force majeure.

Article 1042 – demandes incidentes – mise en état des affaires – article 707, délai de huitaine sanctionné à peine de nullité. Le grand frère du délai, délai de comparution est de 15 jours. Pas de texte pour la nullité mais la cour de cassation est allée rechercher la sanction du premier pour l'adapter au second.

§ 4. Règle générale de procédure (charnière, clicquet)

§ 5. Perte du droit de former un recours : l'acquiescement (article 1044)

A. Formes

C'est une des belles figures du principe dispositif.

B. Modalités

Pour éviter les conséquences graves d'un désaveu le code judiciaire avait fait de la prétention et l'article 850 exige déjà la présence d'une procuration écrite. Sans ça, l'avocat est présumé avoir mandat. Il pouvait alors acquiescer pour son client alors que peut-être celui-ci n'en avait pas l'intention. Malgré cela, le mandat peut être tacite à condition qu'il se construise de faits précis et concordants qui ne peuvent

être susceptibles que de cette interprétation. Ex : si on obtient une décision en justice qui donne plus ou moins raison. On le fait notifier, on l'acquiesce mais on pourrait simplement faire courrir le délai d'appel ou que je veux le faire exécuter provisoirement cela ne veut pas dire que je suis d'accord avec la décision. Je peux faire aussi un acquiescement sous condition, tu acquiesces et moi aussi. Ou encore j'acquiesce mais alors tu paies telle somme.

C. Champ d'application

Il ne sort ses effets que s'il est accepté par les autres parties. Je ne peux le faire dans les matières d'ordre public. ex : tribunal de première instance qui prononce le divorce. En page 239 on dit qu'il est par contre possible de se désister d'un appel qu'il a fait contre cette décision. Si je me désiste de l'appel c'est comme si j'acquiesçais la première décision.

D. Effets

Je ne peux plus utiliser les voies de recours contre ce système. Cas visé par la loi qui concerne l'appel. Imaginons que litige en responsabilité devant le tribunal de première instance. A assigne B et demande la condamnation de ce dernier à lui payer 5000 euros. Le tribunal de première instance condamne B à payer 2000 euros. Il gagne mais il perd aussi parce qu'il n'obtient que 2000 euros. A et B s'interroge réciproquement et B demande s'il acquiesce. B dit oui. Le A dit qu'il est tranquille parce que jamais la responsabilité de B sera remise en cause. Il fait appel contre la décision et comme on la reconnu coupable, B ne pourra rien refuser.

Appel incident, article 1054, même si j'ai acquiescé à une décision judiciaire, ça ne m'empêche pas de faire un recours particulier qui s'appelle l'appel incident. L'idée à retenir est que

SECTION 2. - LES VOIES DE RECOURS ORDINAIRES

§ 1. L'opposition

A. Notion

Un jugement par défaut, on peut soit faire opposition soit appel. Si jamais on venait limiter l'opposition ou la supprimer, de toute façon l'appel est prévu.

PAS SUIVIS

B. Délai

C. Formes

D. Effets

L'opposition est la prolongation de l'instance, on ne monte pas dans la pyramide des juridictions. Cela signifie qu'on conserve en opposition la même qualité procédurale qu'au départ. Je ne deviens pas demandeur. Si j'étais défendeur et que j'avais fait défaut, je reste défendeur. Je ne peux pas faire de demande nouvelle mais une demande reconventionnelle. Ce n'est pas parce que le demandeur se défend qu'il est défendeur. Si je fais opposition ce n'est pas pour ça que j'ai la charge de la preuve et que le demandeur n'est plus chargé de cela. En principe l'introduction de l'opposition est suspensive de la force exécutoire d'un jugement par défaut. Le jugement reste exécutoire. Beaucoup de juges sont très réticents. Il peut advenir des cas assez embêtants parce qu'ils sont fréquents complexes. Concours d'appel et d'opposition. Deux hypothèses : elles recoivent en pratique une même réponse.

1° cumule : une seule et même partie fait appel et opposition contre un même jugement : les deux voies de recours lui sont offertes et ce n'est pas parce que je fais l'un que je ne peux pas faire l'autre. Pas de connexité entre un juge du premier degré et un juge d'appel. Cela est inexplicable a priori.

2° Concours : j'ai deux adversaires. Un fait défaut l'autre comparait. Ils sont condamnés in solidum. Je fais appel contre celui condamné et opposition contre celui qui a fait défaut. Deux juges sont donc saisis de la même affaire, on pourrait donc tomber sur deux décisions différentes. Dans ce cas on convient que le deuxième juge du juge d'appel sursoit à statuer. S'il y a appel, article 856 al. 2 jonction d'office des deux appels.

§ 2. L'appel

A. Notion

C'est une voie de réformation, on passe à un autre degré de juridiction.

TUYAU : l'appel ne peut être formulé que par une partie en cause devant le premier juge. Celui qui fait appel doit avoir intérêt à former appel. L'intérêt est prévu à l'article 17, concrètement, il faut que la décision que j'entreprends me cause un préjudice. Je ne vais pas en appel d'une décision qui me donne raison. La décision que j'attaque doit me porter préjudice. La recevabilité ratione personae. Contre qui puis-je faire appel ?

Je ne peux faire appel que contre quelqu'un qui a lui aussi été partie. Je n'ai intérêt à faire appel, selon la cour de cassation, que contre les parties avec lesquelles j'avais un lien d'instance (page 156) devant le premier juge. Définition exceptionnelle du lien d'instance. Normalement on parle de lien d'instance lorsqu'une demande existe

entre A et B. Exceptionnelle = il existe un lien d'instance si les parties ont été adversaires devant le premier juge. Il ne fait pas nécessairement qu'il y ait eu entre eux une demande. Ex : Je suis MO et j'assigne mon A en demande principale. Ce dernier fait une demande en intervention forcée agressive contre l'entrepreneur. Si le MO ne fait pas de demande incidente contre l'E (il pourrait le faire par conclusion), l'entrepreneur arrive au procès. Il a intérêt à développer deux stratégies. Il a intérêt à invoquer des moyens pour faire repousser la demande principale. Si la demande principale est déboutée la demande en garantie perd son objet et l'E est mis hors cause. Il a plus d'intérêt à venir sous tenir l'architecte. A titre subsidiaire, il peut faire repousser la demande en intervention. Si la demande principale est accueillie, le juge aura de bonne raison de rejeter la demande incidente. Si le MO gagne et obtient la condamnation de l'architecte et condamne l'entrepreneur de garantir à l'architecte le montant de la condamnation. Il aimerait obtenir la réformation des deux décisions. Il voudrait bien faire appel contre l'architecte mais aussi contre le MO pourtant il n'y a pas de lien d'instance entre les deux. En 2000 la cour de cassation a admis l'appel parce qu'en réalité ils ont été adversaires parce qu'ils ont conclu l'un contre l'autre.

Quand on se pose la question de savoir si on peut faire appel, il faut utiliser les règles du code judiciaire et ne pas se laisser tromper par les noms donnés aux décisions prises par le juge. C'est à nous de déterminer si c'est oui ou non susceptible d'appel. Ex : le juge statue en l'absence du défendeur. Ce n'est pas forcément un jugement par défaut. S'il a déposé des conclusions ou qu'il était présent à la première audience alors la loi répute ce jugement contradictoire et donc on ne peut pas faire opposition contre cette décision.

B. Décisions susceptibles d'appel

(Attention différent du point C : le double degré de juridiction n'est pas une règle essentielle et ce n'est pas un principe général du droit belge)

Certaines décisions de justice échappent à la règle du double degré de juridiction. Soit elles ne sont pas susceptibles d'appel soit elles ne sont pas appellables.

A chaque fois que l'on se pose la question, cela apporte deux sous questions successives. Premièrement, la décision en question est-elle susceptible d'appel. Si on répond oui alors il faut se demander si elle est appellable. Si c'est oui alors on peut faire appel. Si une des deux est non alors c'est non. Indépendamment des enjeux financiers, la loi ouvre-t-elle oui ou non l'accès à l'appel ?

1) Les mesures d'ordre intérieur

Voir page 183 concernant l'article 864 al. 2 : il s'agissait de l'hypothèse de la couverture d'un cas de nullité par le fait de l'écoulement du temps. Alinéa 2 plus pour l'ordre public. Ces nullités absolues (donc de l'article 862) peuvent être prononcées pour autre chose qu'une mesure d'ordre intérieur.

Article 1046, les mesures d'ordre intérieur ne sont pas susceptibles d'opposition ni d'appel. Le code judiciaire ne définit pas ce qu'est une liste de mesures d'ordre intérieur. Elle est exemplative et non exhaustive parce qu'elle n'est pas complète. C'est une décision qui ne cause aucun préjudice à une des parties. C'est une décision qui ne tranche rien et ne cause aucun danger pour un des justiciables à la cause.

- Dans la liste exemplative, la comparution personnelle des parties n'a rien à faire là parce que c'est une mesure d'instruction et cela peut causer griefs. Donc ne colle pas avec la définition de la cour de cassation
- En plus de l'article 1046, il faut retenir comme mesure d'ordre intérieur : la décision par laquelle le juge saisi d'un déclinatoire de compétence renvoi ce litige au tribunal d'arrondissement. Le fait de passer d'un tribunal à l'autre est une mesure d'ordre intérieur. Il y a aussi les débats succincts (article 735 al. 1) : le juge doit dire si oui ou non il les accepte. Cette décision par laquelle il accepte ou refuse est une mesure d'ordre intérieur qui n'est pas susceptible d'appel, article 735 § 6. Article 747 § 2 : mise en état judiciaire. Le juge qui fixe l'échéancier par une décision, elle n'est pas susceptible d'appel.

2) Les jugements définitifs

Article 616. Tout jugement peut faire l'objet d'un appel. Ils sont susceptibles d'appel. Un jugement définitif ne peut plus être susceptible d'appel dans certains cas. Cela signifie que c'est un jugement par lequel le juge dit le droit sur une question litigieuse.

Premièrement le jugement dit d'accord et d'expédiant (article 1043) : on a abordé cela dans la conciliation et dans la médiation. Ces jugements là ne sont pas susceptibles d'appel car personne, aucun des deux justiciables auraient intérêt à faire appel. Par le nom on le comprend tout de suite, c'est un accord donc aucune raison d'aller contre.

Article 642 du code judiciaire : décisions rendues par le tribunal d'arrondissement. Cette décision ne peut être introduite que par le procureur général de la cour d'appel.

Compétences au fonds de la cour d'appel ou de la cour de cassation : plus de juge d'appel donc pas d'appel.

Aménagement = la règle est l'article 1050 al. 2 : parfois l'appel est retardé dans le temps. Pour un jugement rendu sur la compétence, il faut attendre l'appel contre le jugement définitif pour avoir l'appel contre le jugement de la compétence. Cela n'est possible que sur les jugements de compétences rendus par le juge lui-même. Donc pas ceux du tribunal d'arrondissement parce qu'ils ne sont pas susceptibles d'appel. Aller voir le lien avec l'article 639 : le défendeur soulève le déclinatoire et il n'y a pas de renvoi au tribunal d'arrondissement.

On ne vise que les jugements sur la compétence et donc non pas les déclinatoire de juridiction.

3) Les jugements avant-dire droit

Première exception : le jugement qui ordonne la comparution personnelle des parties : pas d'appel possible

Deuxième exception : le juge qui ordonne une descente sur les lieux, cette décision n'est pas susceptible d'appel. Article 1008

Troisième : l'ordonnance de production de documents. Réserve par la cour de cassation lorsque le juge ajoute une astreinte à cette décision. S'il y a astreinte alors l'appel serait possible

4) Les ordonnances présidentielles

Article 1039

Le délai d'appel, article 1031, contre une ordonnance rendue sur requête unilatérale court à partir de sa notification.

C. Décisions appelables

Article 617 et s.

Dans ces dispositions qui régissent les ressorts, on néglige souvent l'article 621, bien faire la distinction avec l'article 620.

Question de savoir si les jugements d'instructions peuvent être frappés d'appel ? En principe non car ce n'est pas un principe général de droit. Article 616 en principe oui sauf la descente sur les lieux, la production de documents sauf si astreinte et ordre de comparution personnelle. Pour le reste, l'appel est possible.

Sont-ils alors appelables ? Article 621 oui si la demande principale dans laquelle ils s'inscrivent est elle-même susceptible d'appel.

D. Délai

Le délai est d'un mois. On compte de quantième à veille de quantième. Article 54.

Article 57 : point de départ est la notification. Le délai d'appel peut être augmenté.

Le MP peut faire appel à partir du prononcé du jugement.

Force majeure : la cassation l'admet mais est très sévère pour l'application concrète.

Règle nouvelle : article 1055 : si un jugement avant dire droit est rendu et même si en raison de sa signification le délai d'appel court, c'est rien on pourra retrouver une possibilité de faire appel suite à la décision définitive du juge. Dans cet article, il y a deux règles, deux effets.

E. Appel principal et appel incident

Il y a deux types d'appel. Tout ce qu'on a vu avant concerne les deux.

Si le juge d'appel remet en cause des décisions du premier juge qui n'ont pas été frappées d'appel alors triple faute.

Ratione personae = nous sommes dans un litige multipartite. Nous sommes au moins 3. On peut diriger l'appel principal contre un seul adversaire. Si on obtient gain de cause contre l'un mais on perd contre l'autre alors on limite l'appel à celui qui a été mis hors cause. On pourrait aussi parfaitement dire que j'ai perdu contre les deux mais j'ai tellement peu de chance contre l'un que je vais me focaliser sur l'autre. Je limite donc mon appel ratione personae. Cela concerne tous les types d'appel. L'appel incident est le procédé offert à l'intimé pour corriger la limitation ratione materiae de l'appel principal. Si l'appelant limite dans son intérêt l'appel principal à telle décision du premier juge, il est alors normal de permettre à l'intime de faire appel contre les décisions qui ne correspondent pas à son intérêt.

Ex : le demandeur obtient la condamnation du défendeur à lui payer 500 alors qu'il avait demandé 1000. Je forme appel contre la décision du premier juge. L'appel incident, le défendeur est lésé par l'ensemble de la décision.

Article 1054 : qui peut former appel incident ? L'intimé (adversaire de l'appelant principal mais aussi l'intimé par un autre appel incident).

Question d'examen :

Bien comprendre la différence entre l'appel incident avec la demande reconventionnelle formée pour la première fois en degré d'appel. Page 259.

Exemple : contentieux locatif, action principale : le bailleur agit en récupération de 6 mois d'arriérés de loyer impayés et demande la résolution judiciaire du bail. Le juge de paix rend un jugement et condamne le locataire à payer le du mais rejette la demande de résolution judiciaire. Les deux ont intérêt de faire appel. Le bailleur débouté de sa demande de résolution. S'il fait appel il limitera l'appel à la décision relative à la résolution mais le locataire peut faire appel principal pour éviter de

payer les arriérés et limitera son appel à la condamnation ordonnée par le jugement. Il ne critiquera pas la demande de résolution refusée. Appel devant le tribunal de première instance, l'appel du bailleur est limité à la demande de résolution. Que peut faire le locataire, qui est intimé, peut faire un appel incident contre le bailleur contre la décision sur les arriérés de loyer. Le locataire corrige le tire et ramène devant le juge d'appel un autre point jugé. L'appel incident est donc bien une contre attaque de l'intimé dirigée contre **un point décidé par le premier juge qui n'a pas été attaqué par l'appel principal tandis que la demande reconventionnelle est une demande et non pas un recours dont l'objet est neuf et qui n'a pas été soumise au premier juge et n'a pas fait l'objet d'une décision du premier juge.**

	Appel incident	Demande reconventionnelle
Qui ?	L'intimé	Défendeur originaire, quelque soit sa qualité en degré d'appel ! donc appelant ou intimé
Contre qui ?	Article 1054 : appelant ou un autre intimé	Contre uniquement le demandeur originaire quelque soit sa nature en degré d'appel
Quelles formes ?	Conclusions de part et d'autre. Article 1056, 4°	Article 809 : conclusions via l'article 1042
Quelles sont les conditions de recevabilités particulières ou générales de l'un ou de l'autre ?	Article 17 et 18 + condition propre à tout appel, il faut un lien d'instance avec l'autre partie + il n'est recevable que si l'appel principal n'est pas déclaré nul ou tardif, article 1054	Article 17, 18, 809. Mais jurisprudence de la cour de cassation, il faut aussi respecter l'article 807 = conditions de recevabilité de la demande nouvelle. Il faut une égalité entre les deux parties en degré d'appel.
Jusqu'en puis je faire l'un et l'autre ?	Jusqu'à la clôture des débats. Article 747	IDEM : A tout moment du débat mais dans les délais pour conclure pareil que l'appel incident

F. Formes

1) L'acte d'appel

Plus de cas d'appel obligatoire par exploit d'huissier. Lorsque le code judiciaire offre qu'une simple faculté et que c'est la plus cher, on ne l'utilisera jamais.

2) Mentions de l'acte d'appel

L'appel est formé par voie de conclusion. Article 743 et 744. Très peu de forme. Dans les cas d'exploit, requête et lettre recommandée : article 1057 : l'acte d'appel contient à peine de nullité, indication du nom, prénom etc.

Faire attention à l'article 1057, 7° : l'appelant doit indiquer les griefs : cela est technique. Ce sont les critiques que l'on formule à l'encontre du jugement rendu en première instance. En fait en droit ou les deux. On veut permettre à l'intimé et au juge d'appel d'apercevoir quelles sont les limites.

3) Indivisibilité du litige

Procédure

1) Introduction de l'appel

La citation ou la requête contient la date à laquelle l'audience d'introduction a lieu. L'appel est introduit à jour fixe. Lorsqu'elle est notifiée, c'est pour recevoir la date à laquelle l'intimé doit se présenter. En cas de lettre, c'est le greffier qui intervient à posteriori pour fournir la date d'audience.

Enrôlement, droit de greffe, article 1716 et 1717 : l'appel est nul si la mise au rôle n'est pas intervenu avant l'audience d'introduction. L'audience d'introduction peut être fixée maximum 15 jours entre l'introduction de l'appel et la date de l'audience d'introduction. C'est un délai d'attente, en cas de non respect alors nullité. La cour de cassation a été recherché cette nullité plus loin que l'article 1062. On retrouve donc cette notion dans l'article 710 via l'article 1042. Elle procède par analogie. Tout comme l'audience d'introduction en première instance, les avocats doivent comparaître voir même comparaître par acte de postulation pour ne pas perdre de temps, article 1061.

2) Mise en état des affaires en débats succincts

Même chose qu'en première instance. il y a comme pour l'article 735 §1 une possibilité pour l'appelant ou l'intimé ou les deux de demander à l'audience d'introduction de procéder à des débats succincts. Toute petite différence, pour l'article 735 en première instance, lorsque les parties font conjointement la demande, le juge de première instance est lié en principe par ce choix. En principe car le juge ne respecte pas toujours cela. L'article 735 § 2 présume dans une série de cas, des hypothèses dans lesquelles on bénéficie directement des débats succincts. Pareil pour l'appel mais les cas sont différents, article 1046. Ex : appel contre des ordonnances présidentielles. Ex2 : lorsqu'il s'agit d'un appel contre une mesure avant dire droit ou une mesure provisoire. Ex3 : en matière de faillite etc.

3) Mise en état des affaires non traitées en débats succincts

Article 1064 qui ne sert à rien. Cet article dit que sans préjudice des règles relatives à la première instance, l'intimé à 1 mois, l'appelant 1 mois et puis encore 15 jours pour répondre mais en pratique cela ne s'applique **jamais**.

Effets de l'introduction de l'appel

1) Effet suspensif

On sait déjà tout grâce aux pages 230 et 247 du syllabus. Surtout page 230

2) Effet relatif

Mettre en lien avec la limitation de l'appel. On dit alors que l'appel a un effet relatif. Le juge n'est saisi que des points attaqués par l'appel. L'appelant a le droit de n'amener en appel que certains points. Le juge ne peut confirmer ou réformer des décisions du premier juge qui ne sont pas contrariées en appel.

Ratione personae : je peux limiter mon appel à telle ou telle partie. Attention toutefois, article 1053, cas exceptionnel de l'indivisibilité du litige, je dois tous les intimer. L'effet relatif est corrigé ratione materiae par un appel incident et l'appel incident qui lui-même est un correctif de l'appel principal est aussi sous l'effet relatif. Ex : on imagine une action en responsabilité devant le premier juge. Le défendeur soulève une exception de nullité et un défaut d'intérêt né et actuel. Le premier juge rejette l'exception de nullité, il rejette la fin de non recevoir défaut d'intérêt et sur le fond, il déboute le demandeur. Uniquement le demandeur originaire peut faire appel. Le défendeur ne peut pas parce qu'il a gagné. Le demandeur interjette appel principal de la troisième décision qui le déboute sur le fonds de son action en nullité. Le défendeur originaire peut faire appel incident contre les deux premiers chefs de décision. S'il n'interjette appel incident que sur l'un des deux alors se trouve dans la saisine du juge d'appel la décision sur l'intérêt et la décision sur la responsabilité. La première décision est passée en force de chose jugée car l'appel ne se base que sur deux des trois arguments. Il reste sur le sable de la première instance, une décision dont le juge d'appel ne peut revenir.

3) Effet dévolutif

Fonction d'achèvement du litige. Le litige peut s'achever pour la première et la dernière fois devant le juge d'appel. Le double degré de juridiction est alors abandonné. Article 1068. Le mécanisme dans l'alinéa 1 dit que dès que l'appel est formé, la première instance se vide et le litige est pompé au profit du juge d'appel. Plus rien ne peut se dérouler en première instance dès qu'il y a appel. Il faut donc bien voir que le juge d'appel n'aura pas à statuer uniquement que sur l'appel de telle ou telle décision mais il devra aussi statuer sur toutes les autres questions litigieuses soumises au premier juge mais que celui-ci n'a pas eu l'occasion de trancher parce

qu'il y a eu appel. Pour bien comprendre ce mécanisme il faut le décliner à travers différents cas.

1) Appel d'un jugement définitif

Le principe est exactement celui que l'on vient de voir. Dès que l'appel est formé contre un jugement définitif qui doit être susceptible d'appel et appellable est directement jugé en appel. Cela peut simplement consister en une seule question traitée et tout le reste sera traité en appel. Cela est combinable avec l'effet relatif. Même cas de responsabilité. Le défendeur oppose trois défenses, exception de nullité et deux fins de non recevoir. Le juge accueille une des fins de non recevoir, rejette l'exception de nullité et s'arrête là. Le demandeur originaire est le seul à pouvoir faire appel principal. Effet dévolutif, toutes les autres questions litigieuses non encore tranchées, faute, dommage, lien causal passe dans la saisine du juge d'appel mais l'intimé peut faire un appel incident contre le jugement qui rejette l'exception de nullité. S'il ne le fait pas et qu'il acquiesce on voit alors qu'il y a effet limitatif par l'appel principal qui ne frappe que la fin de non recevoir, l'appel incident n'est pas fait donc pas de correction et donc l'exception de nullité passera en force de chose jugée. Par contre d'autres questions n'ont pas été tranchées et débattues et elles bénéficient de l'effet d'évolutif et seront traitées en appel.

2) Appel contre un jugement avant dire droit

Il ya le jugement avant dire droit qui aménage la situation des parties et puis le jugement d'instruction. Le premier : le premier juge désigne un séquestre pour détenir un immeuble. L'appel est formé. L'effet dévolutif opère pleinement, plus rien ne revient devant le premier juge. Concernant l'appel d'une décision de référé : elle est prononcée et admet l'urgence, est-ce que la cour d'appel si elle estime que l'urgence n'est pas démontrée pourrait traiter de toute l'affaire. Non, il n'y a pas d'effet dévolutif au fond concernant une ordonnance de référé. Exception : le président est saisi d'une citation et oublie d'invoquer l'urgence. C'est un problème de compétence, imaginons que le juge des référés soit aussi distrait et qu'il ne se déclare pas incompétent et que l'appel est formé, là le juge d'appel évoque l'affaire au fond.

Pour les mesures d'instructions, alinéa 2. Nous sommes dans le cas où l'appel est formé contre exclusivement un jugement d'instruction. S'il confirme, même en partie l'expertise formée par un premier juge alors le litige est remballé devant le premier juge. Le premier juge demande une expertise et désigne Docteur Dupont. La cour d'appel estime que l'expertise se justifiait mais modifie la mission et désigne un collègue d'expert plutôt que le Docteur Dupont. C'est une confirmation partielle. Si le juge d'appel réforme totalement la mesure d'instruction alors l'effet dévolutif joue totalement. Attention, cas de figure : le premier juge ordonne une expertise : appel de ce jugement et le juge d'appel dit qu'il n'y avait pas lieu à expertise selon le principe d'économie. Le juge d'appel estime qu'il suffit de désigner un expert pour un faire un rapport technique à l'audience. Il ne confirme pas la première mesure

d'instruction il ordonne sa propre hypothèse d'instruction et donc il n'y a pas confirmation et donc l'effet dévolutif joue pleinement.

3) Jugement mixte

A la fois rend une décision définitive sur une question litigieuse et en même temps ordonne une mesure d'instruction. Le premier juge rejette une exception de nullité et ordonne une expertise. Le défendeur pas content, il interjette appel de ce jugement qui est mixte. La cour de cassation, de manière constante, dit que pour elle c'est l'exception de 1068 alinéa 2 qui prend le dessus. Dans l'exemple, si le juge confirme même partiellement la mesure d'expertise alors renvoi de toutes les questions litigieuses non encore tranchées devant le premier juge. La doctrine considère que l'esprit du code judiciaire est celui du gain de temps. Elle préconise l'application de l'article 1068 alinéa 1, le jugement définitif l'emporte sur la mesure d'instruction et donc toutes les questions litigieuses se rendent devant le juge d'appel.

Pour finir la cour de cassation accepte que l'effet dévolutif joue pour toutes les questions qui ne sont pas liées avec la mesure d'instruction.

4) L'appel d'un jugement sur la compétence.

On parle lorsque l'appel est basé sur la compétence. La question ne se pose pas toujours, elle ne se pose que dans le cas de 639 et que la partie ne saisit pas le tribunal d'arrondissement. Article 1050 alinéa 2. Il faut que la décision soit appellable. Il s'agit d'un jugement sur incident, il suit donc le sort de la demande principal, il n'a pas de valeur article 621. La question se pose donc mieux. Comment opère l'effet dévolutif : voir article 643.

Cas particulier article 1070 : le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce siège comme juge d'appel, le tribunal de première instance ou le tribunal de commerce constate que le juge de paix n'était pas compétent pourtant il s'était déclaré compétent mais c'est le tribunal d'appel qui était compétent comme juge de première instance. Dans ce cas, le tribunal statue comme premier juge. Le juge d'appel lorsqu'il constate d'office que le premier juge n'était pas compétent, l'article 643 s'applique. La cour de cassation dit cela mais madame Closset n'est pas d'accord. Car cela porte atteinte à la chose jugée et au principe dispositif voir même l'effet dévolutif.

Aménagement du principe au plan des procédures

Voir syllabus

SECTION 3. - LES VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES

§ 1. Le pourvoi en cassation

A. Compétence et mission de la Cour de cassation

Voir partie compétence

B. Délai

Article 1073 : trois mois à partir de la signification. Trois mois à partir de la notification lorsque cela est prévu. Un pourvoi en cassation en matière civile ne peut être introduit que par un avocat à la cour de cassation. Ce sont des officiers ministériels désignés par le Roi. Si un autre avocat le fait c'est une cause de nullité. Trois mois en délai de réponse. Si le litige est indivisible je suis obligé d'introduire le pourvoi contre tous, article 1084. Pas de défaut à la Cour de cassation.

§ 2. La tierce opposition

On revient devant le même juge. Le délai est de 30 ans si la décision n'est pas signifiée au tiers. L'exercice d'une tierce opposition ne suspend pas la force exécutoire de la décision attaquée. Le tiers finalement n'est pas encore concerné ni associé à cette procédure et on lui met sous le nez des documents. Ses droits de la défense sont spoliés. La tierce opposition n'a pas comme telle un effet suspensif, article 1123. Elle est ramenée devant le même juge.

§ 3. La requête civile

PAS MATIÈRE D'EXAMEN LA CE QUI SUIT

§ 4. La prise à partie

§ 5. La rétractation

EXAMEN :

4 questions générales : 15 points

TP : 5 points

Les questions seront prévisibles. On interroge sur des choses utiles mais il faut faire des liens, et il faut savoir synthétiser des idées générales. Il y aura des questions transversales. Première correction par les assistants et ensuite les professeurs corrigent de nouveau la copie. Il divise le paquet en deux. Le tp n'est même pas lu par les professeurs. Post it et fluo ok

Pas de renvoi